

# La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

*Dans ce numéro :*

## LE DEUXIEME CONGRES DE LA C.G.T. F.O.

**Un beau congrès, mais...** par M. CHAMBELLAND

**Notre antistalinisme**  
par un groupe de militants syndicalistes

**Les discours**  
de R. HAGNAUER et P. RICHOU

**Le triomphe de la Bureaucratie** par A. HEBERT

## EN YOUGOSLAVIE

**Fragments d'une enquête** par J.-D. MARTINET

**Les Slaves du Sud entre l'Est et l'Ouest**  
par A. CILIGA

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois ..... 230 fr.  
Un an ..... 400 fr.

### EXTERIEUR

Six mois ..... 300 fr.  
Un an ..... 500 fr.

### ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction  
et l'Administration à la  
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2<sup>e</sup>)  
Téléphone : CENTRAL 17-08

### PERMANENCE

Tous les soirs, de 17 à 19 heures  
le samedi, de 16 à 19 heures

### UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux :  
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

## Sommaire du N° 44 - Novembre 1950

Le deuxième congrès de la CGT-FO  
Un beau congrès, mais... M. CHAMBELLAND  
Notre antistalinisme (un groupe de mili-  
tants syndicalistes).  
Le discours de Roger Hagnauer.  
Le triomphe de la Bureaucratie ..... A. HEBERT  
Le discours de Richou sur les tâches d'ave-  
nir.

### Dans l'Internationale

Enquête en Yougoslavie (Fragments) .... J.-D. MARTINET  
La Yougoslavie va-t-elle vers la liberté ?  
(reproduit du *New York Herald*).  
Les Slaves du Sud déchirés entre l'Est et  
l'Ouest ..... A. CILIGA  
« Pour et Contre » : un effort allemand  
de recherches et de discussions libres .. SCHLOEMER  
Les syndicats et les partis politiques .... L. ROSENBERG

### Parmi nos lettres

L'inflation est-elle jugulée en Chine ? .. Un vieil abonné  
Pourquoi n'a-t-on rien construit ? ..... BRUNAND

### Notes d'économie et de politique

Il fallait fournir des armes à Mao Tsé. —  
Attlee sur les traces de Staline. — Mal-  
heur aux vaincus ! — Prix et salaires.  
— Le dernier homme du XIX<sup>e</sup> siècle est  
mort ..... R. LOUZON

### Livres, journaux, revues

Camille Pissarro ..... A. ROSMER  
« Caliban », « Contacts littéraires et so-  
ciaux », « Contemporains » ..... J. REGANY

### Les faits du mois

Entre nous

# LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° De travailler à la renaissance du syndica-  
lisme révolutionnaire, en faisant prédominer  
dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit  
de tendance, de secte ou de parti, afin de réali-  
ser le maximum d'action contre le patronat et  
contre l'Etat ;

2° De défendre l'indépendance du syndicalis-  
me à l'égard du gouvernement comme à l'égard  
des partis. La charte d'Amiens vaut en 1949  
comme en 1906. La théorie de la direction uni-  
que du parti et des syndicats, c'est-à-dire du  
rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à la  
division et à l'impuissance. La politique de la  
présence, sans mandat ni garanties, rend la  
C.G.T. dépendante du gouvernement ;

3° De rappeler que l'unité syndicale implique  
une maison confédérale habitable pour tous les  
syndiqués, la démocratie syndicale étant respec-  
tée du haut en bas de la C.G.T., les fonction-  
naires syndicaux ne se considérant pas comme  
une bureaucratie omnipotente et ne regardant  
pas les syndiqués comme de simples contribu-  
bles ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndi-  
cale en procédant à l'examen des problèmes

pratiques et théoriques posés devant le mouve-  
ment ouvrier, en préconisant la formation de  
Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant,  
dans la pratique journalière, qu'étudier et bien  
se battre ne s'excluent pas, au contraire ;

5° De lutter contre le chauvinisme qui défer-  
le jusque dans la C.G.T. et la Fédération syn-  
dicale mondiale. La place des travailleurs n'est  
ni derrière l'impérialisme américain ni derrière  
l'impérialisme russe. Elle est derrière une Inter-  
nationale syndicale ne confondant son rôle ni  
avec le Bureau international du Travail ni avec  
l'Organisation des Nations Unies. Une Interna-  
tionale qui appelle avec plus de force qu'il y a  
cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir.  
Chaque effort donné à une institution gouver-  
nementale est un effort volé à la C.G.T. et à  
l'Internationale ;

6° De rappeler sans relâche que le syndicalis-  
me ne peut s'édifier avec puissance que sur les  
triples fondations de l'indépendance, de la lutte  
de classes et de l'internationalisme ;

7° De maintenir vivant le précepte de la Pre-  
mière Internationale : l'émancipation des tra-  
vailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs  
eux-mêmes.

# Le deuxième congrès de la C.G.T.-F.O.

## UN BEAU CONGRÈS, MAIS...

J'ai essayé de suivre de près les débats du deuxième Congrès de la C.G.T.-Force Ouvrière qui s'est réuni pendant quatre jours, du mercredi 25 au samedi 28 octobre, grande salle de la Mutualité.

Deux questions principales ont dominé les débats : la discussion des « activités confédérales » (rapport moral) et la réunification des forces syndicales, cette question s'étant jetée à la traverse.

### LE DÉBAT-FLEUVE

Après le discours d'ouverture de Chonion (U.D. de la région parisienne), je note un trait sympathique : la sobriété de la présentation du rapport moral par Bothereau. Pas de discours-fleuve. Une simple énumération des problèmes soumis à l'examen des 1.127 délégués.

Aussitôt après ce bref exposé du secrétaire général de la C.G.T.-F.O., débat sur deux motions préjudicielles relatives à l'unité. J'en parlerai plus loin.

Il a été dit, et peut-être écrit, que le débat sur le rapport moral fut trop long, que trop d'orateurs parlèrent de tout autre chose que du rapport moral, et qu'ainsi le congrès laissa une impression de désordre et d'incapacité. Ce n'est pas mon avis. Cette avalanche d'orateurs naturellement rebelles à la limitation du temps de parole, cette ardeur à traiter toutes les questions effectivement posées dans la brochure de présentation des « activités confédérales », cette liberté totale d'expression, et, aussi, ces réactions d'une assistance bruyante, tour à tour intéressée, émue, amusée, irritée ou parfois même fatiguée — ce spectacle que nous offrit le congrès le mercredi et presque toute la journée du jeudi — me parut, bien au contraire, une sorte de renaissance de la vie syndicale, combien rafraîchissante et précieuse après tant d'années d'étouffoir !

Domage que cette impression reconfortante n'ait pas duré plus longtemps ! Mais n'anticipons pas.

Il est possible de résumer exactement ce débat-fleuve en disant que, s'il y eut peu de votes contre le rapport moral (878 mandats contre, 9.948 mandats pour), la plupart des orateurs apportèrent à la direction confédérale un grand nombre de critiques pertinentes et parfois sévères. Leur thème principal était, selon la formule de Lulé, des Services publics de la Sarthe : « Je vote pour le rapport moral, mais cela ne veut pas dire que je n'aie rien à vous reprocher et que je vous donne un blanc-seing... »

Il me semble d'autre part qu'il n'est pas excessif de faire un sort à part au discours que prononça Roger Hagnauer. Ceux qui l'ont entendu ne s'étonneront pas que nous le reproduisions intégralement. Il empoigna l'auditoire. La péroraison déclencha la première Internationale du congrès. (Il y en eut une seconde, après la réponse de Bothereau.) Lisez les choses qu'a dites Hagnauer. Je les pense pour ma part presque toutes. Je lui sais surtout gré d'avoir dégagé du système dit des « blocs » l'idée supérieure de l'internationalisme ouvrier. Ce n'est pas un mirage. C'est une vérité profonde.

La lutte des deux blocs ne peut rien résoudre. La guerre ne résoudrait rien. Après (s'il y avait un après) tout serait à recommencer.

La discussion commence par un exposé du camarade Le Bourre, militant actif et passionné. Il regrette le préambule au rapport moral où la direction confédérale émet des doutes sur les possibilités d'unité avec la C.F.T.C., la C.G.C. (Confédération Générale des Cadres) et les Autonomes, notamment les camarades de l'Enseignement. Le Bourre repousse le « patriotisme d'organisation ». Quant à la productivité, oui, mais seulement dans un régime de démocratie économique. Le Bourre signale que les travailleurs parisiens du Spectacle viennent d'obtenir 23 % d'augmentation, et que le principe d'une convention collective nationale a été acquis. Sur les problèmes internationaux, l'orateur, qui se présente lui-même comme un « boy-scout de l'Europe », veut que le syndicalisme français travaille à l'unification européenne. Il faut, d'après Le Bourre, imposer la présence de représentants des syndicats dans tous les organes d'application du plan Marshall. J'épingle au passage un coup de patte aux « syndicalistes » qui ont lâché le syndicalisme pour la politique : Les Pineau, les Gazier, les Lacoste (ce Lacoste « qui a livré les mineurs français aux staliniens »).

### DEUX ERREURS CONFÉDÉRALES

Hébert, des Cheminots de Nantes, souligne particulièrement deux erreurs confédérales. En 1948, au congrès constitutif, la majorité avait provoqué un vote pour faire inscrire dans les statuts de la C.G.T.-F.O. l'adhésion à la Fédération Syndicale Mondiale. Ce fut, pour le moins, inutile. Quant à la politique de baisse des prix, opposée pour un temps à l'augmentation des salaires, ce fut un échec total. Hébert se déclare, d'autre part, contre l'intégration du syndicalisme à l'appareil politique européen. Il constate qu'à la base le refus de l'unité d'action pour les revendications immédiates est parfois impossible. Il proteste contre l'acceptation du salaire minimum garanti, qu'il appelle : « une monumentale escroquerie ».

Cardet repousse le rapport moral, au nom des Services publics de Toulouse, parce qu'on a été trop complaisant avec les gouvernants. Il évoque l'affaire Bouzanquet. Il reproche au bureau confédéral d'avoir institué des « délégués régionaux » au mépris des statuts. Il se prononce pour l'unité avec les syndicalistes restés dans la C.G.T.

Lulé votera le rapport moral, mais il déplore que, dans l'action pour la baisse des prix, la C.G.T.-F.O. ait fait un marché de dupes tant avec les chrétiens qu'avec le gouvernement. Lulé proteste contre le maintien des zones d'abattement dans la fixation du salaire minimum garanti. Il réclame le versement des prestations aux familles des travailleurs nord-africains de France, sur les salaires desquels les employeurs versent une cotisation identique à celle qui frappe les salaires des travailleurs de la métropole.

C'est sans aménité que Martin, du Bâtiment de Cannes, tourne en dérision ce qu'il appelle la « rigolade de la baisse des prix ». En passant, il interpelle Jouhaux : « Ce n'était pas la place du président de la C.G.T.-F.O. d'aller déjeuner à l'Élysée. » Pour Martin, le minimum vital est très simple à fixer :

— A l'heure actuelle, c'est mille francs qu'il faut par jour pour bouffer !

Martin s'élève contre le « dirigisme syndical » et réclame plus d'activité à la base pour la propagande et le recrutement.

Sidro, le remplaçant de Capocci au secrétariat général de la Fédération des Employés, demande le retour aux quarante heures et leur application effective. Il invite le congrès à défendre la Sécurité sociale. Il souhaite une réorganisation de la propagande confédérale. A propos des nationalisations, il dénonce un danger de « totalitarisme gouvernemental ».

Les premières des rares félicitations au bureau confédéral sont apportées par Morier, de l'U.D. du Vaucluse.

Après Molins, qui évoque la situation des travailleurs du Maroc, Lefeuve, des Employés du Mans, réclame plus d'action. Il précise que « l'action ce n'est pas seulement la grève ». Il se prononce contre toute unité avec la C.F.T.C. Quant au salaire minimum garanti, il ne correspond déjà plus à la situation, et les 17.500 francs eux-mêmes ne signifieront bientôt plus rien.

Chailan, de l'Union locale de Roanne, approuve le rapport moral. Mais il n'exprime pas pour autant un accord total. Il regrette que la C.N.T. n'ait pas été invitée au congrès. Il repousse toute idée de fusion avec la C.G.T., la C.F.T.C., la C.G.C. Il s'élève contre la hiérarchie fondée sur la misère. Il souligne l'échec des comités d'entreprise. A ses yeux, la propagande de la C.G.T.-F.O. est trop technique, car le gars de l'atelier ne lit même pas. Mais Chailan ne croit pas que le mouvement syndical puisse être complètement apolitique. Certes, il ne doit pas être à la remorque des partis. Mais, lorsqu'il le faut, il doit prendre la position politique qui convient. L'orateur propose une revendication intéressante : Exiger que l'abattement à la base de la surtaxe progressive (impôt général sur le revenu) soit fixé au salaire minimum garanti.

Pour Mingat (P.T.T., Isère) l'action pour la baisse des prix s'est limitée par trop aux sommets. La C.G.T.-F.O. a beaucoup trop fréquenté les couloirs du Palais-Bourbon. Elle aurait dû promouvoir une véritable politique gestionnaire. Pour n'avoir pas su affirmer une position nette, nous n'avons pas réussi le regroupement syndical. Nous sommes restés, pour les inorganisés, la « Centrale de Jouhaux et de Bouzanquet ». Mingat estime que la commission exécutive doit être élue par le congrès. Nous n'avons nul besoin d'un Sénat.

Peyre, secrétaire de l'U.D. de la Loire, pense que nous devons toujours conserver la maîtrise de notre action. Mais nous ne devons, ni ne pouvons refuser tout contact à la base avec les syndicats de la C.G.T. Peyre réclame la création de caisses de grève.

Walusinski (Education nationale) saisit l'occasion de regretter que la direction de F.O. n'ait pas associé les militants à la discussion des problèmes internationaux. Il s'agit en particulier de la préparation de la conférence constitutive de la C.I.S.L. à Londres. Le président de la C.G.T.-F.O. n'a pas suffisamment insisté sur les raisons profondes de cette initiative. Walusinski déplore d'autre part l'insuffisance de l'effort d'éducation ouvrière.

Richou (P.T.T., secrétaire de l'U.D. de la Gi-

ronde) donne malgré lui l'impression du découragement. Pour lui, les militants auraient dû faire leur « autocritique ». (J'ai déjà entendu cela quelque part.) A F.O., on a réussi... disons moyennement. Mais ce n'est peut-être pas la faute du bureau confédéral. On parle beaucoup trop du bifteck, et il n'y a plus de conscience ouvrière. Tout le monde recherche la sécurité. Ce désir général ruine la combativité du mouvement ouvrier. L'orateur se prononce contre les conventions collectives nationales qu'il considère comme une duperie. Dans la Gironde, deux syndicats seulement ont pu convoquer leur conseil pour discuter le rapport moral. Le mouvement syndical est malade. Pour le guérir, il faut reprendre la ligne traditionnelle de l'indépendance et de l'action revendicative.

Lebon (Gaz de banlieue) regrette la formule de Veillon au congrès de l'Alimentation : « Nous sommes l'organisation réformiste. » La C.G.T.-F.O. doit réaliser la synthèse du courant révolutionnaire et du courant réformiste. Il déplore la présence de Jouhaux à certaines manifestations militaires. Il souhaite plus de dynamisme au bureau confédéral. Il pense qu'on ne peut pas s'opposer à des accords entre organisations parallèles, à la base et sur des points précis.

Cette séance du mercredi après-midi se termine sur les exposés de deux délégués de province. Froiture (Abbeville) réclame une réforme des Allocations familiales. Il proteste contre le versement de celles-ci aux patrons et aux gros salariés. Caudan (Morbihan) critique à la fois le bureau confédéral et le gouvernement. Il n'est pas satisfait du salaire minimum garanti.

## LA DEUXIEME JOURNEE

La séance du matin commence par Thevenon, de la Loire. Aucune idée dominante, constate-t-il, n'anime le rapport moral. Sa partie économique semble avoir été rédigée par des professeurs d'économie politique. Il règne ici l'esprit de la vieille C.G.T. lorsqu'elle était adaptée au régime bourgeois. Nous préférierions celui de la C.G.T. naissante d'avant 1914. Nous vivons à présent une période de régression sociale. Pour s'affirmer comme force neuve, le syndicalisme doit revenir à l'action directe. La classe ouvrière est désorientée. Nous venons de vivre cent ans de parlementarisme. La classe ouvrière a perdu l'habitude de compter sur elle-même. Il faut ranimer la conscience ouvrière. La révolution violente n'apporte, comme le montre l'expérience russe, qu'une nouvelle oppression pire que celle du capitalisme. Notre jeune C.G.T.-F.O. devrait rendre à la classe ouvrière des raisons d'espérer.

Tharaud (Métaux de Nantes) s'en prend à « l'erreur monumentale » de la politique dite de baisse des prix. On a trop compté sur les parlementaires et sur le gouvernement qui ont fui les responsabilités. Ils n'ont pas voulu réorganiser le secteur de la distribution. A nous de développer l'effort coopératif. Tharaud accepte que l'échelle mobile soit établie en fonction des prix ainsi qu'en fonction de la situation économique générale. Il préconise, en outre, une nouvelle réduction du temps de travail, grâce à une reconversion de la main-d'œuvre. A ses yeux, la fiscalité est écrasante pour le pays. Il y a trop de gens à payer : parlementaires, ministres, fonctionnaires inutiles. En ce qui touche l'unité, Tharaud pense qu'il s'agit d'ouvrir toutes grandes les portes de la C.G.T.-F.O. Il faut réaliser la fusion de toutes les organisations syndicales libres. Il faut prévoir le remplacement régulier des responsables syndicaux. L'expérience des anciens, oui ! Mais aussi l'enthousiasme de la jeunesse !

Interrompue par le « speech » de Roberts, le nouveau président des Trade-Unions, la discussion reprend avec Frezzato (Ardennes). Il est mandaté pour voter le rapport moral. Mais il s'inquiète de la productivité. En ce moment, les ouvriers ne s'intéressent guère qu'à leurs ressources.

Pour Loger (Bâtiment d'Angers) les Allocations familiales, c'est le règne des pères lapins ! Il voudrait que les prestations fussent dégressives pour les familles trop nombreuses.

Buren (Travailleurs de l'Etat, Dijon) demande l'édition du discours d'Hagnauer. En dépit des points faibles, il n'est pas mécontent de la situation de la C.G.T.-F.O. Si, lors de la conférence des 7 et 8 novembre 1947, on nous avait dit que nous pourrions, trois ans après, réunir un congrès tel que celui-ci, nous aurions dit : « C'est trop beau ! » Le miracle, c'est d'avoir sauvé quelque chose. Buren est pourtant d'accord avec Le Bourre contre la formule (imitée de l'ancien slogan de ce vieux forban de Maurras) : « La C.G.T.-F.O. seule. » L'important, c'est le devenir de toute la classe ouvrière. Il faut lui redonner confiance. La moitié au moins des ouvriers qui sont encore dans la C.G.T. doivent venir à la C.G.T.-F.O. Mais il faut l'indépendance totale de la C.G.T.-F.O. envers tous les gouvernements, envers tous les partis politiques, et envers tous ceux qui, plus ou moins dans l'ombre, essaient de tirer les ficelles du syndicalisme. (Tout le monde comprend qu'il s'agit de la franc-maçonnerie.)

L'intervention de Ventéjol (U.D. de la Haute-Vienne) n'attire pas spécialement l'attention du congrès. On ignore encore généralement qu'il est le candidat choisi pour remplacer Bouzanquet au bureau confédéral. Ventéjol est un « municipal ». Il donne plutôt l'impression d'un « jeune vieux ». Il se déclare d'accord avec la position de la C.G.T.-F.O. pour la revalorisation du pouvoir d'achat. Nous n'avons pas été les valets de quelque gouvernement que ce soit. Mais notre action s'est heurtée à des organisations politiques. (Il ne précise pas.) Dans ce pays, c'est l'électoratisme qui empêche de dire la vérité et d'aboutir. Au point de vue des salaires, il pense qu'il faut rétablir une « certaine hiérarchie » détruite par le décret du 25 août. Cela peut se faire, pour les ouvriers spécialisés, par des raccords de salaires qui seront les amorces des futures conventions collectives. Dans la pratique, il n'y a pas de différence entre les révolutionnaires et les réformistes. Seule compte l'efficacité dans la défense des revendications. En terminant, Ventéjol évoque deux dangers. On arrive à dire que les prix français sont trop élevés et nous sommes exposés à un nivellement par le bas du niveau de vie ouvrier international. Nous souffrons du cloisonnement corporatiste et la division permanente du prolétariat en catégories est plus grave qu'une scission.

Poussel parle au nom du personnel de l'O.N.I.C. (Ces initiales signifient Office du Blé.) Nous l'avons connu naguère secrétaire de la Fédération unitaire des Métaux. C'est le premier orateur qui se heurte à une certaine fatigue d'écouter. Poussel manifeste sa satisfaction de voir beaucoup de jeunes. Il regrette que la C.G.T.-F.O. vive surtout par les sommets. Pas assez à la base. Poussel est un des rares qui abordent l'actualité internationale. Malheureusement, son exposé se perd dans le bruit.

Mercier (Employés de presse de l'Isère) affirme que le problème est plus profond qu'on ne le croit généralement. Il y a, sur le plan de la production, rupture entre les techniciens qui dirigent et les ouvriers qui exécutent. La classe ouvrière se désintéresse de l'économie et de la gestion des entreprises. Ce congrès est beau, mais trop parlementaire. Pourtant, une force se dégage. Des camarades

du Bâtiment et des Métaux recherchent une solution. Accrochés à la réalité, ils pensent à ce qui doit succéder au capitalisme décadent. L'échec des entreprises de presse, qu'on a nationalisées plutôt que de les confier aux ouvriers des imprimeries, doit nous servir de leçon. Il faut réclamer la part des travailleurs dans les investissements en matériel pratiqués par les entreprises. Mercier se prononce pour la généralisation de la formule de l'U.D. de la Loire qui, sur le plan départemental, a réalisé l'accord permanent de la C.G.T.-F.O., de la C.F.T.C. et des Autonomes.

Le congrès ne s'élève pas des motions, dont une émanant des organisations représentées par Ventéjol, qui demandent la clôture du débat. La parole passe à Carpentier (Pas-de-Calais) qui vote le rapport moral. Cependant il estime qu'il appartiendra au C.C.N. de retenir les critiques apportées à cette tribune et de s'en inspirer dans la désignation de la nouvelle C.E. (On verra plus loin comment le vœu de Carpentier sera exaucé.) Carpentier proteste vigoureusement contre la politique réactionnaire du patronat français. Sur l'unité, il ne croit pas possible l'unification avec la C.F.T.C. Quant aux syndicats autonomes, il ne pense pas qu'on puisse leur accorder la « représentativité » sur le plan national. Pour lui, ceux qui veulent rejoindre notre Confédération en ont eu le temps depuis deux ans. Enfin, Carpentier invite le C.C.N. à procéder à une réorganisation de l'appareil confédéral.

La séance du matin se termine. Bergeron regrette le vide immense que crée en ce congrès l'absence de la vieille Fédération du Livre. Ehni, membre de « Force ouvrière », a trahi « Force ouvrière » en maintenant l'organisation de Liouchon dans la C.G.T. stalinisée. Bergeron appelle les ouvriers du Livre à rejoindre la jeune Fédération du Livre F.O.

## LES QUESTIONS INDISCRETES DE GISSELAIRE

Au début de la séance de l'après-midi, Tournier (Hérault) regrette la mise en place des délégués régionaux sans consultation des syndicats.

Fournier, représentant des fonctionnaires français en Indochine, expose le tragique de la situation créée par la guerre. Il regrette que beaucoup de camarades aient dépassé le cadre du rapport moral.

Gisselaire (Services publics) approuve les critiques apportées contre la façon dont furent institués les délégués régionaux. Cependant, il signale que la décision critiquée a été approuvée à l'unanimité par la C.E. et par le C.C.N. Mais on n'a jamais le temps d'examiner les questions d'organisation. Les délégations confédérales ne sont jamais discutées. Exemple : la délégation à la Conférence de Londres.

Il y a, dit Gisselaire, une affaire Paul Mathot. Il évoque les articles du « Combat syndicaliste ». Ce personnage est en passe de réaliser le monopole de l'impression des organes des Fédérations et des Unions. Or ne vient-il pas de laisser dans une imprimerie parisienne un drapeau impressionnant ? Peut-on, sans risquer de compromettre la C.G.T.-F.O., continuer à faire confiance à un individu pour le moins douteux ?

Gisselaire examine les résultats des élections à la Sécurité sociale. Ils n'ont pas été des plus brillants, en particulier dans la région parisienne. N'est-ce pas parce que nous avons trop fait la politique de la F.N.O.S.S. (organisme réunissant les responsables des caisses), et pas assez la politique de Force Ouvrière ? L'orateur regrette que

Jouhaux se soit associé à une manifestation à la mémoire de Poincaré. Il repousse toute unité avec la C.F.T.C. Pour nous, c'est, dans les hôpitaux, l'unité avec les petits mouchards, l'unité avec la sœur supérieure.

A propos de l'aide généreuse des Centrales étrangères, Gisselaire regrette qu'elle ait été répartie par des intermédiaires sans mandat syndical.

Ruffet (U.D. du Jura) évoque le danger de chômage. Fèvre (Travailleurs de l'Etat) proteste contre les impôts. Sar Sigh (Dakar) remercie le bureau confédéral d'avoir organisé la représentation des travailleurs d'outre-mer. Lecolle (Seine-et-Oise) signale le danger des ententes industrielles.

## LA REPONSE DE BOTHEREAU

La discussion est close.

Robert Bothereau va répondre au nom du bureau confédéral.

Le congrès attend cette réponse avec une curiosité compréhensible, notamment sur quelques points névralgiques. Mais cette curiosité ne sera pas toujours satisfaite.

Il est apparu au secrétaire général de la C.G.T.-F.O. que les critiques apportées furent en général diamétralement opposées. (Il ne précise pas, et c'est dommage.) Il s'ensuivrait que, généralement encore, le bureau confédéral s'est trouvé au milieu. N'est-ce pas une heureuse position ? La radio a dit ce matin qu'il y avait deux tendances dans le congrès. Or, il n'y a ici ni majorité ni minorité. Il y a la liberté d'expression. Il y a le fédéralisme Force Ouvrière.

On nous dit que nous sommes trop loin de la base. Pourtant le bureau confédéral a été représenté dans toutes les assises fédérales et départementales.

Bothereau répond à Gisselaire, ce camarade « un peu impulsif », sur l'affaire Paul Mathot. Il ne veut pas retenir les articles du « Combat syndicaliste » car ce journal affirme noir sur blanc son intention de travailler à détruire Force Ouvrière. Le bureau confédéral n'est pas mêlé directement à cette affaire. D'ailleurs, la gestion des journaux est saine, ils vivent normalement de leur publicité.

Bothereau reconnaît que le camarade Le Bourre fut des « novateurs » de la politique européenne. Cette politique est normalement continuée par le « département européen » de la C.I.S.L.

L'action pour la baisse des prix ? Nous reconnaissons que des forces contraires et un certain état d'esprit nous ont contraints à l'abandonner prématurément. Mais nous avons réclamé et obtenu la libération des salaires. Il y a des zones dans le salaire minimum garanti. Certes. Mais nous avons évité le risque d'un chiffre général qui eût été trop bas pour les grandes agglomérations industrielles. Bothereau rappelle que les deux seules grandes grèves qui furent déclenchées sur le plan syndical par une organisation centrale, en 1948 et en 1949, ont été l'œuvre de la C.G.T.-F.O. (Applaudissements unanimes.)

Bothereau défend le bureau du reproche d'avoir violé les statuts à propos des délégués régionaux. Cette création a été inspirée par le seul souci de donner plus de moyens aux U.D. N'oublions pas notre faiblesse financière. La cotisation du syndiqué à la Confédération n'est qu'au coefficient 6 : 0,50 par mois en 1938, 3 francs en 1950.

Sur l'unité, l'orateur ne paraît plus se souvenir que le bureau a demandé au congrès d'approuver l'invitation qu'il a adressée à la C.F.T.C., à la C.G.T. et aux Autonomes. Il souligne plutôt les

difficultés rencontrées, le refus de la C.F.T.C. de venir à ce congrès. Le rapprochement souhaité serait-il possible ? Peut-être pas dans les directions. Mais peut-être à la base. La C.G.C. est une organisation « catégorielle » qui n'a aucun goût pour le harcèlement. Les Autonomes sont par trop insaisissables. Mais l'unité que repousse surtout Bothereau, c'est l'unité avec la C.G.T. « Vous la ferez si vous voulez. Mais je ne serai pas de ceux-là ! » (Nouveaux et vifs applaudissements unanimes.) Et Bothereau ajoute : « Si la C.G.T.-F.O. n'était pas née, si la scission de fin 1947 ne s'était pas produite, nous ne serions plus aujourd'hui qu'une sorte de Tchécoslovaquie ! »

Conclusion : Pour nous, avoir vécu, c'est avoir triomphé !

Après Bothereau, un délégué des usines Renault obtient la parole. C'est le camarade Astruc. Il ne votera pas le rapport moral. Il réclame un renforcement de la propagande confédérale. Il regrette que les responsables de la C.G.T.-F.O. n'aient pas répondu aux militants de chez Renault qui leur demandaient de venir exposer le point de vue de F.O. sur le lieu du travail. Seuls les militants de l'U.D. de la région parisienne se sont rendus chez Renault.

Ainsi se termine le grand débat de ce congrès.

Le rédacteur du « Populaire » a pu écrire que cette large discussion avait laissé « par instants une impression presque douloureuse » :

Critiques apportées à l'action des dirigeants, appels véhéments à l'union, tout cela n'était que la traduction oratoire de la misère, de l'inquiétude et de la révolte des masses populaires.

C'étaient les milliers et les centaines de milliers d'employés et de cheminots, de métallos et de fonctionnaires, de manœuvres et d'ingénieurs qui s'adressaient, semble-t-il, aux militants placés à la tête de l'organisation et qui leur disaient : « Eh ! quoi, vous ne faites rien ? Ne voyez-vous pas que nous souffrons ? Qu'attendez-vous pour livrer bataille ? De l'action, nous voulons de l'action ! Prenez la tête, entraînez les autres organisations, et nous vous suivrons. »

Tel était le sens du plus grand nombre de discours. Cette volonté d'action dominait de sa violence tout le congrès.

« Le Populaire », 27 octobre.

Il n'est pas aussi vrai que la réponse de Bothereau ait donné satisfaction aux délégués et à leurs mandants. Il semble que ceux-ci attendaient mieux. Mieux surtout que cette apostrophe du secrétaire général de la C.G.T.-F.O. :

— Vous comptez sur nous, dirigeants ? C'est donc que vous n'avez pas encore retrouvé les habitudes de la liberté. Vous sortez d'une C.G.T. centralisée où les travailleurs laissent les bonzes géniaux décider pour eux. Vous ne vous êtes pas encore débarrassés de ce complexe de centralisme. Libérez-vous intellectuellement !

Cela s'appelle rétrécir le problème.

L'aborder dans son ampleur aurait consisté à rechercher la réponse positive aux deux préoccupations majeures de ce congrès :

I. — Comment réaliser le maximum de réunification syndicale possible et donner ainsi le maximum d'efficacité à la défense des revendications ?

II. — Comment renforcer l'organisation et l'action de la C.G.T.-F.O. et y associer pleinement tous les courants qui se sont manifestés dans ce congrès ?

# CONFUSION SUR L'UNITÉ

## RAPPORT DE LA COMMISSION DE REUNIFICATION

L'unité syndicale n'était pas inscrite à l'ordre du jour.

La question fut pourtant posée dès la première séance.

Une première motion préjudicielle est présentée par le syndicat des organismes sociaux de la région parisienne (Fédération des Employés). Elle demande qu'il soit sursis à l'invitation adressée par la C.E. confédérale à la C.F.T.C., à la C.G.C. et à la Fédération nationale des Syndicats autonomes. Cette première motion pose en fait devant le congrès la question de savoir s'il approuve ou s'il rejette cette invitation. (Décidée par la C.E. à une faible majorité.)

Dans son exposé introductif, Bothereau avait indiqué que la C.F.T.C. et la C.G.C. n'avaient pas répondu et que, seule, la F.N.S.A. avait donné une réponse de principe.

Mais voici une seconde motion préjudicielle.

Elle est présentée par Hervé, au nom des syndicats d'employés d'Indre-et-Loire. Ceux-ci se déclarent « émus » par la décision de la C.E. confédérale, et, « conscients de la nécessité d'un regroupement des forces syndicalistes avant de pouvoir prétendre mener une action coordonnée et efficace », ils demandent au congrès :

De désigner immédiatement une délégation de dix membres, dont un secrétaire confédéral, chargée d'entrer sur-le-champ en contact avec les représentants qualifiés de toutes les organisations syndicales libres en vue d'examiner avec eux la possibilité d'une action commune immédiate sur les revendications essentielles de la classe ouvrière et les conditions d'une réunification des forces syndicales libres.

Cette commission devra rapporter de ces démarches avant la séparation du congrès et, au plus tard, dans la matinée de samedi.

Court débat. Confusion. Dès qu'on discute jurisprudence, il y a confusion. Sur la première motion, le vote à main levée est douteux. En gros, moitié pour, moitié contre. Il est décidé de voter par mandats. La seconde motion, accueillie avec sympathie, amène la nomination immédiate et à l'unanimité, non d'une délégation, mais d'une commission assez nombreuse qui se baptise elle-même « Commission de réunification ». C'est imprévu. C'est bien. C'est peut-être trop bien.

Il est annoncé, peu de temps après, que les invitations faites par la C.E. sont approuvées par 5.596 mandats contre 3.816. Ce qui veut dire que la première motion préjudicielle est repoussée et que le congrès, dans sa majorité, maintient l'invitation à la C.F.T.C., à la C.G.C. et aux Syndicats autonomes.

A la fin de l'après-midi de jeudi, la commission de réunification revient devant le congrès. Elle a terminé ses travaux. Elle présente un texte adopté par elle, d'après un projet de Le Bourre remanié par le secrétaire confédéral Lafond. Un seul désaccord subsiste : trois membres de la commission (trois seulement) n'acceptent pas que soient contactées la C.N.T. et la C.T.I. (Confédération du Travail Indépendante.)

Il est nécessaire à la compréhension du débat ultérieur de reproduire le texte du rapport de la commission de réunification tel qu'il fut lu à la tribune par le camarade Faucon, rapporteur, et distribué aux délégués pour la discussion. (La deuxième partie de ce texte, composée en caractères gras, est celle qui fut contestée et finalement repoussée) :

Le Congrès national de la C.G.T. Force Ouvrière constate que la dispersion des forces du syndicalisme libre des travailleurs en France entrave son action pour l'établissement de la justice sociale à laquelle aspirent les salariés.

Conscient que le syndicalisme libre risque de ne pouvoir s'opposer à la pression du capitalisme et de l'étatisme tendant à développer une politique de maintien et d'élargissement de privilèges, en opposition avec les intérêts des travailleurs ;

Conscient que cette politique égoïste et bornée exaspère une masse importante de travailleurs, qu'elle les livre à la propagande des totalitarismes, mettant en danger : les conquêtes sociales, les libertés, la démocratie, formes de civilisation basées sur le respect de la dignité humaine.

Devant ces menaces, le congrès estime que le destin des travailleurs, la sauvegarde de leurs libertés et de leurs droits exigent impérieusement le regroupement des organisations syndicales libres pour :

- renforcer l'action revendicative et sociale,
- rendre confiance dans l'organisation et l'action syndicales aux travailleurs inorganisés,
- confirmer les droits des salariés à une gestion démocratique de l'économie et les y préparer,
- assurer la défense de la paix dans la liberté.

Convaincu des possibilités d'un tel regroupement dans l'indépendance à l'égard du patronat, de l'Etat et de toutes les formations politiques, confessionnelles ou philosophiques, le congrès affirme sa volonté inébranlable de le réaliser dans l'intérêt supérieur des travailleurs et de la collectivité.

L'unité dans une confédération libre, dont la structure assure le fonctionnement démocratique et la solidarité des adhérents, serait la solution la plus simple.

Mais il serait vain de dissimuler les difficultés à aplanir pour atteindre ce but. En ayant clairement conscience, le congrès déclare que les obstacles ne peuvent être un prétexte pour arrêter la marche en avant.

Il serait grave de perdre un temps précieux. C'est pourquoi le congrès Force Ouvrière adresse solennellement aux organisations syndicales libres les propositions suivantes :

1° Constitution, à l'échelle nationale interprofessionnelle, d'une commission interconfédérale permanente pour l'étude des possibilités d'unification,

2° Dans le même temps, coopération systématique entre les confédérations intéressées pour la coordination de leur action revendicative,

3° En aucun cas, ces deux propositions ne sauraient suspendre ou entraver la constitution de Comités ou Commissions répondant aux mêmes objets à d'autres échelons des structures confédérales,

4° Rechercher des modalités pratiques pour accroître l'efficacité des organisations syndicales libres par la mise en commun de services techniques ou d'étude (conseils juridiques, informations, centres d'éducation ouvrière, etc.).

Ces propositions ne sauraient aliéner la souveraineté et la liberté de décision des organisations contractantes avant la conclusion

de toute autre convention décidée par elles, dans le respect de leurs statuts.

Le congrès mandate des délégations pour saisir officiellement et en son nom de ces propositions :

La C.F.T.C., la C.G.C., la F.N.S. Autonome, la C.N.T., la C.T.I.

Il invite les Fédérations adhérentes à la C.G.T. Force Ouvrière à saisir de propositions identiques les Fédérations homologues, autonomes, indépendantes ou syndicats nationaux.

Certain que les soucis qui l'animent sont partagés par tous, le congrès demande aux militants responsables, aux adhérents des organisations syndicales libres d'entreprendre la tâche du regroupement syndical dont la situation fait un impérieux devoir.

C'est seulement le vendredi après-midi que le débat s'engage sur le fond. Que s'est-il passé depuis jeudi soir ? Je l'ignore. Mais tout de suite, il apparaît que le texte de la commission rencontre de sérieuses objections.

L'offensive commence avec Mouthon (Education nationale) qui ne peut admettre la collaboration avec la C.F.T.C.

Laurent, secrétaire général de la Fédération des Cheminots, ne votera pas le rapport présenté car il estime que la C.G.T.-F.O. a tenu ses portes largement ouvertes aux syndicalistes.

Peeters (Meurthe-et-Moselle) est fermement mandaté pour n'accepter que le préambule du rapport.

Walusinski repousse le quatrième point des propositions formulées. On n'imagine pas un centre d'éducation ouvrier en commun avec la C.F.T.C. D'autre part, Walusinski n'accepte pas la C.T.I.

En revanche, Mercier approuve le texte. Il insiste sur la présence d'un « courant laïque » dans la C.F.T.C. N'avons-nous pas entendu à cette tribune au nom des travailleurs italiens un député démocrate-chrétien ?

Patoux (Maine-et-Loire) estime qu'il serait mal-adroit de rejeter tout contact avec les autres organisations syndicales libres. Pour la C.T.I. il faudra seulement prendre des précautions.

Robert (Cheminots) est hostile au rapprochement par le sommet.

L'opposition absolue de l'importante Fédération des Services publics à toute unité avec la C.F.T.C. est exprimée par son secrétaire général Bomal. Un fossé profond nous sépare de la C.F.T.C. C'est la laïcité. Organisation totalement libre, pourrions-nous nous entendre avec une organisation dominée par les problèmes confessionnels ?

Beaulaton (Cheminots), qui vient de la C.N.T., réclame l'unité avec les Autonomes, mais s'oppose au rapprochement avec la C.F.T.C., la C.G.C., et la C.T.I.

Riquier (Somme) ne votera pas le texte de la commission, non plus que Richard, secrétaire de la Fédération des Ingénieurs et Cadres et « membre de droit » du bureau confédéral. (Un peu bizarre, ce « membre de droit » du bureau nullement prévu par les statuts confédéraux.)

Jean Mathé (P.T.T.) regrette la faiblesse de Force Ouvrière. Mais si l'unité devait nous conduire à une organisation qui ne respecterait pas les principes de liberté, d'indépendance et de laïcité qui sont les nôtres, alors nous resterions F.O. Ce qu'il faut créer, c'est un climat moral qui permette la plus grande unité possible.

Hagnauer reproche aux dirigeants de la Fédération des Cheminots de repousser sur le plan confédéral ce qu'ils pratiquent eux-mêmes sur le plan fédéral. Il rappelle l'unanimité de la commission, sauf sur le point de savoir si les pourparlers devaient s'étendre à la C.N.T. et à la C.T.I.

Finalement, devant le nombre des orateurs en-

core inscrits, il est décidé d'entendre un représentant de chaque point de vue.

Le Bourre résume les arguments favorables au texte de la commission. Il insiste sur la nécessité d'engager des pourparlers avec la C.F.T.C. aussi bien qu'avec les autres centrales. Mais il abandonne la mise en commun des services prévue au quatrième point des propositions.

Peeters parle ensuite au nom d'une majorité qui ne craint pas de se contredire, puisque, mercredi, elle avait approuvé par un vote par mandats l'invitation adressée par le bureau confédéral à la C.F.T.C., à la C.G.C. et à la F.N.S.A. Il estime à présent que le rapport de la commission engagerait trop l'avenir. Il désire une simple « Proclamation d'unité ». (Quel langage !) Il propose de substituer à toute la partie positive (et contestée) du rapport de la commission, à partir de l'alinéa commençant par ces mots : « L'unité dans une Confédération libre... », un seul et unique paragraphe ainsi rédigé :

Le congrès souhaite que des contacts pris entre les organismes confédéraux des syndicats libres permettent à ces derniers, dans un avenir aussi rapproché que possible, de saisir leurs mandants de propositions concrètes permettant de réaliser l'ardent désir d'unité des travailleurs.

Ce souhait (j'allais écrire : ce vœu pieux) emporte l'assentiment du rapporteur de la commission qui abandonne le texte qu'il avait lui-même présenté.

Le rapport de la commission ne recueille que 2.090 mandats. Il est repoussé par 7.642 mandats.

Le texte Peeters est voté par 9.820 mandats contre 773. Après le rejet du rapport de la commission, Le Bourre avait déclaré qu'il voterait le texte Peeters. En effet, qui désire le « plus » ne repousse pas le « moins ».

## ATTENTION A L'ORNIÈRE

J'ai voulu donner aux lecteurs de la « R. P. » un compte rendu aussi complet et objectif que possible des deux débats essentiels. Il n'est plus possible d'entrer maintenant dans le détail des autres questions sous peine de laisser l'attention de ceux qui ont bien voulu me lire. Mais je crois devoir résumer en quelques lignes mes impressions d'observateur.

Il m'a semblé que la question de l'unité fut mal posée. Mettre au premier plan la fusion avec la C.F.T.C. et la C.G.C., ce fut méconnaître l'esprit même de notre mouvement syndical. S'il y a des inspireurs mal informés, disons-leur que cette idée n'a pas de chance de succès. Tant que notre mouvement restera ce qu'il est, il ne pourra être question d'unité organique avec ceux qui affichent leur soumission totale à l'Eglise. Difficile aussi de cohabiter avec les « hiérarchistes » envahissants que sont les ingénieurs et les cadres. Aussi est-ce bien improprement qu'on a parlé de minorité à ce propos. De nombreux délégués qu'on pourrait qualifier de minoritaires en raison des critiques qu'ils apportèrent au bureau confédéral ont repoussé et repousseront toujours cette unification contre nature. Le bureau confédéral a bien senti le vent. Il a battu en retraite. Peut-être aurait-il mieux valu ne pas lui donner l'occasion d'un succès facile ?

Une affaire aussi délicate que l'affaire Mathot, évoquée par Gisselaire, doit être tirée au clair, dans l'intérêt de F.O.

Mais ce qui me paraît beaucoup plus grave, et c'est toujours dans l'intérêt même de la C.G.T.-F.O. que je l'écris, c'est le resserrement très visible opéré par l'équipe de direction. Comme en avril 1948,

au congrès constitutif, elle s'est crue menacée, voire assiégée. Réaction peut-être naturelle, mais malheureuse pour le mouvement. Elle a refusé de faire leur place aux courants divers qui se sont affirmés contre tel ou tel de ses points de vue. Carpentier, au nom de l'U.D. du Pas-de-Calais, avait demandé qu'il soit tenu compte de ces courants. Il n'a pas été entendu. Sur les statuts, sur la question des zones de salaires, sur la Sécurité Sociale, sur le programme économique et social (on a lu ici même le remarquable travail de l'U.D. de la Loire) — sur tous les problèmes où une opposition s'est manifestée, pas toujours la même d'ailleurs, les suggestions de ceux dont le seul délit était de ne pas approuver intégralement les propositions confédérales ont été écartées de façon systématique. Pour l'élection de la Commission exécutive confédérale, les membres du C.C.N. ont éliminé presque tous les candidats qui, sur un point ou sur un autre, avaient manqué au

conformisme. La volonté d'éviction a été si marquée qu'à peine élu, le camarade Le Bourre a donné sa démission.

Eh bien ! j'ai le regret de devoir écrire que ce n'est pas le moyen de créer ce « climat moral » dont on a dit qu'il pourrait accélérer l'entrée à la C.G.T.-F.O. des mouvements parfois importants qui se tiennent en marge.

Il est clair qu'on a voulu maintenir à la direction de la C.G.T.-F.O. la prédominance de l'esprit et des méthodes qui furent l'apanage de la vieille C.G.T. de 1914 à 1935. Ce « totalitarisme réformiste » est plus qu'une maladresse, plus qu'une erreur.

Il pouvait sortir autre chose de ce beau congrès. Jouhaux et ses lieutenants ne l'ont pas voulu. Mais attention ! Danger ! La C.G.T. Force Ouvrière risque tout simplement de tomber dans l'ornière de l'impuissance.

Maurice CHAMBELLAND.

## Notre antistalinisme

Le camarade Lapeyre a donné lecture de cette déclaration à la tribune du deuxième Congrès de la CGT-FO :

Devant la progression de certaines formes de l'anticommunisme, nous jugeons indispensable de préciser les raisons de l'attitude des militants syndicalistes que nous sommes :

Nous déclarons tout d'abord que le régime capitaliste, même s'il est décadent, même s'il est réformé, contient toujours les mêmes injustices dénoncées par nos aînés ; l'exploitation de l'homme par l'homme, conséquence inéluctable de la recherche du profit, nous met dans l'état de révolte permanente : cela reste la base essentielle de notre syndicalisme.

La complexité du monde moderne entretient et développe un appareil d'Etat chaque jour plus tentaculaire et surtout inhumain : notre action tend à nous délivrer de ce carcan qui, pour les faibles et les résignés, revêt, comble d'ironie, un caractère providentiel.

Tout serait relativement simple, et se résumerait à l'antagonisme de forces — élément important du progrès — si l'existence d'une soi-disant « doctrine communiste » n'était venue pourrir le mouvement ouvrier.

Rien de sérieux ne sera fait tant qu'un trop grand nombre de travailleurs abusés s'opposent au rassemblement des forces syndicales en accordant quelque crédit à des organisations qui ne sont que les instruments d'un impérialisme.

Notre antistalinisme ne s'oppose pas, à priori, à la doctrine communiste.

Autant qu'une autre doctrine sociale, celle-ci peut apporter les moyens d'apprécier une situation, d'envisager une perspective historique et, finalement, d'agir dans le sens de l'émancipation des travailleurs.

Encore faudrait-il que les hommes qui pensent et agissent selon cette doctrine consentent à la libre discussion de leurs thèses et de leurs actes.

Mais, qu'ils soient chefs ou hommes de la base, les staliniens (dans les syndicats ou ailleurs) acceptent de n'être plus que les rouages d'une machine inhumaine.

Usurpant le titre de communistes, ils deviennent mystificateurs, ce qui permet l'erreur tragique d'une fraction de la classe ouvrière qui admet encore ces hommes comme défenseurs de ses intérêts.

Comment considérer comme défenseurs des intérêts ouvriers ceux qui se bornent à recevoir leurs consignes d'un Comité Central, lui-même obéissant servilement aux directives d'un Kominform, instrument docile des maîtres du Kremlin ?

Se retranchent du mouvement d'émancipation des travailleurs ceux qui, se réclamant abusivement de l'appel fameux : « Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! », favorisent, en fait, le développement du nationalisme le plus hermétique et empêchent systématiquement la libre circulation des idées, des écrits et des hommes.

La tâche urgente des travailleurs libres et fiers de

leur liberté est de regrouper leurs forces au sein d'organisations qui, attachées à l'idéal de l'émancipation ouvrière et à ses méthodes, éclaireront les dupes, et réduiront finalement les mystificateurs à leur solitude : celle d'un appareil policier.

Le principe de la propriété collective peut avoir notre accord. Mais le système concentrationnaire du travail forcé nous révolte.

Donc, rien de commun entre notre antistalinisme et celui des classes bourgeoises ou capitalistes pour lesquelles la peur du « rouge » reste l'aversion instinctive qu'elles ressentent pour toute émancipation des exploités.

Nous combattons également le nationalisme, le conservatisme étriqué et jaloux des réactionnaires, l'impérialisme classique et l'impérialisme soviétique.

Notre ennemi, c'est toujours et partout celui qui exploite, c'est toujours et partout notre maître.

Si abject que soit le régime capitaliste, nous avons l'espoir, en renforçant nos organisations, en élevant sans cesse le niveau de vie et de culture des travailleurs, de pouvoir lutter efficacement contre lui. Mais ces trente dernières années nous ont appris qu'il y avait pire pour les travailleurs que l'exploitation capitaliste : le régime totalitaire, qui revient, par le système concentrationnaire, aux formes les plus primitives de l'exploitation humaine.

Nous appelons les travailleurs à garder fièrement la détermination de leur action, première condition de leur libération future.

Pour cela, nous les appelons à refuser toutes les étiquettes, qu'elles soient de partis, de nations, de races ou de religions, qui ne sont que moyen d'empêcher la libre confrontation, condition de l'union vraie.

Qu'ils ne laissent pas à « d'autres » la tâche de leur émancipation ; ils ne connaîtraient qu'une nouvelle forme d'exploitation.

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

Ont signé : Georges COURTINAT. — C. DELSOL. — Roger HAGNAUER. — HEBERT. — EVIAND. — Roger LAPEYRE. — PATOUX. — P. GIRAUD. — Maurice JANETS. — LE RAI. — Charles GLATINY. — F. LAURENT. — Camille MOURGUES. — Pierre RICHOU. — DORE. — VERMET. — TEYSSEDE. — FOURG. — PACLET. — Marcel CHAUNE. — Jacques HERVE. — A. HEBERT. — LOGER. — HUCHET. — LE BOURRE. — VEREL. — FOUCHY. — CHARLOT. — A. BERGERON. — U. THEVENON. — G. VIDALENC. — Gilbert WALUSINSKI. — R. ALEXANDRE. — Suzy CHEVET. — TULY. — Marcelle MEHUDIN. — R. DEGRIS. — ASTRUC. — PAPIAU. — PUPILLE. — GINESTET. — CARRIER. — WARET. — Tony PEYRE. — Louis VERT. — DHIER. — THARAUD. — JOLLY. — POMPON. — PIERRE.

# Le discours de Roger Hagnauer

Je vais m'efforcer de ne pas me laisser entraîner par une fécondité que mon secrétaire fédéral me reproche fréquemment, et d'être aussi bref que possible. Cependant, si par malheur je dépassais le temps de dix minutes auquel certains camarades du fond de la salle tiennent particulièrement, je leur demanderai de m'excuser en tenant compte du fait que c'est la première fois depuis douze ans que je prends la parole dans un Congrès confédéral. Il s'est passé pas mal d'événements pendant ces douze ans, et, tout de même, les anciens évoquent quelquefois avec un peu de mélancolie ce qui se passait au Congrès confédéral de Nantes... Mélancolie qui, pour nous, est d'autant plus lourde qu'à cette époque nous représentions un Syndicat des Instituteurs confédérés qui avait amené plus de 100.000 adhérents à la Confédération Générale du Travail. Et aussi, nous nous tenions sur une position qu'on a pu nous reprocher, c'est-à-dire que dans tous les Congrès confédéraux jusqu'à la scission, nous nous étions présentés comme les champions de l'unité, et qu'encore à ce Congrès confédéral de 1938, nous nous affirmions comme les champions de la paix.

Nos positions à cette époque ont-elles été abandonnées ?

Je voudrais simplement devant vous ne parler que de ces deux problèmes qui sont déjà suffisamment lourds, le problème de l'unité et le problème de la paix, ou plutôt le problème de ce que j'appellerai la politique internationale de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière.

Le langage direct de notre camarade de Cannes qui a parlé à cette tribune me facilite la tâche, car il me semble que si la propagande de la CGT-FO n'a pas été aussi efficace pendant ces deux ans que nous l'aurions désiré les uns et les autres, ce n'est pas du tout à cause de l'insuffisance des camarades du Bureau confédéral, c'est peut-être parce que l'on n'a pas insisté suffisamment sur le caractère de l'opération réalisée à la fin de 1947.

Nous qui, en effet, avons toujours été partisans de l'unité, nous avons salué avec joie la rupture de 1947 et salué avec joie la fondation de la CGT-FO et cela parce que nous avions l'impression que l'unité syndicale telle qu'elle existait à ce moment-là était une duperie.

Lorsque nous remontons aux origines du syndicalisme — et je crois utile de le faire, puisque d'aucuns, en marge du mouvement, une marge quelquefois un peu trop large et qui empiète à notre avis quelquefois un peu trop sur la page — puisque d'aucuns en marge du mouvement syndicaliste disent qu'il faut « repenser le syndicalisme », cela nous étonne toujours un peu, parce qu'il nous apparaît que le syndicalisme à ses origines a d'abord été une action et un mouvement et que les penseurs sont venus ensuite.

Quand on prétend qu'il était sorélien, on se trompe... et mon vieil ami Robert Louzon m'avait dit un jour, il y a quelque 20 ans, dans une boutade que je vous rapporte : « On s'imagine toujours que ce sont « les Réflexions sur la violence », de Georges Sorel, qui ont provoqué le maniement de la chaussette à clous, on se trompe ; c'est le contraire, c'est le maniement de la chaussette à clous — ce qui veut dire l'action directe — qui a amené Georges Sorel à rédiger « les Réflexions sur la violence ».

Donc, à l'origine de ce syndicalisme ouvrier il y avait d'une part le sentiment de la confiance en soi de l'ouvrier syndicaliste, mais il y avait aussi un triple sentiment de méfiance, méfiance sans doute, et même hostilité à l'égard du patron, mais aussi méfiance à l'égard de l'Etat, de toutes les institutions d'Etat et à l'égard aussi des partis qui apparaissent quand ils sont d'opposition comme « les Etats futurs ».

Il nous semble que déjà en 1936, lors du grand

mouvement du Rassemblement populaire, lorsque nous avons assisté à des adhésions massives à la Confédération Générale du Travail, ces sentiments-là étaient quelque peu obscurcis parmi les nouveaux adhérents, et le phénomène a été encore beaucoup plus net à la Libération de 1944. Dans la grande majorité, les travailleurs rejoignaient les syndicats, non pas parce qu'ils avaient confiance en leur action propre, non pas parce qu'ils voulaient s'élever normalement du syndicat de métier à la Fédération d'Industrie, à l'Union de Syndicats et enfin à la CGT, mais parce qu'ils affirmaient ainsi leur confiance en des hommes politiques et que c'était cette confiance qui les amenait à la CGT dirigée par les communistes, comme elle en amenait d'autres à la CFTC dirigée par le MRP.

Voilà quels étaient les sentiments qui animaient les travailleurs au lendemain de la libération, et c'est peut-être ce qui explique normalement à la fois la politique dirigiste des salaires et pour nos camarades fonctionnaires le fameux statut de la fonction publique.

Alors qu'autrefois les militants syndicalistes des fonctionnaires et des services publics ne voulaient pas du marchandage par lequel on leur offrait le droit syndical à la condition qu'ils acceptent un statut, on a vu en 1946 les organisations syndicales colonisées accepter ce statut de la fonction publique, qui — dans l'esprit des politiciens qui influençaient le mouvement ouvrier — devait avoir pour résultat de rendre inutile l'action syndicale des organisations de fonctionnaires.

Ce qui nous est apparu à quelques-uns, en 1947, c'est que la scission n'était pas seulement la rupture avec le stalinisme, elle devait être aussi, et c'est sur ce point-là que notre propagande aurait dû porter, la rupture avec tout ce qui soumettait la classe ouvrière à des influences extérieures. (*Applaudissements*).

Lorsque nous parlons de l'indépendance du syndicalisme, j'ai peur que nous ne commettions une erreur historique. On dit quelquefois que c'est parce qu'il a voulu s'affirmer révolutionnaire que le syndicalisme s'est affirmé indépendant. C'est peut-être vrai en partie, mais il ne faudrait tout de même pas oublier que la Charte d'Amiens, qui a été vraiment une charte, a été votée non pas par une majorité, mais par la grande majorité du congrès d'Amiens et que dans cette majorité étaient confondus des camarades dits réformistes et des camarades dits révolutionnaires.

Nous pourrions en étudiant l'histoire du syndicalisme retourner la formule et dire que c'est dans la mesure où il est indépendant que le syndicalisme est révolutionnaire, parce qu'étant indépendant il veut créer ses institutions propres, il veut élaborer ses idées propres, dégagées de toute influence extérieure, il veut être servi par ses hommes, ses hommes formés exclusivement dans l'action et dans l'organisation syndicales. (*Applaudissements*).

Je crois que c'est cette affirmation du syndicalisme qui constitue l'essence même du mouvement syndical. Sans doute cette indépendance pouvait-elle se manifester par les formules révolutionnaires, que nous ne renions pas, de la Charte d'Amiens, mais j'ai eu l'occasion d'entendre aux Etats-Unis des militants du C.I.O. nous dire que pour eux l'essentiel de l'éducation ouvrière c'était de faire perdre aux ouvriers leur complexe d'infériorité, de les amener à discuter sur un pied d'égalité avec les représentants des patrons. Eh bien ! ce sentiment d'indépendance qui s'affirme par des conclusions dites révolutionnaires ou par des conclusions dites réformistes est ce qu'il y a d'essentiel dans le syndicalisme ouvrier, et je me sens plus près d'un réformiste qui affirme ainsi sa volonté de détruire le complexe d'infériorité de la classe ouvrière que d'un révolutionnaire de laboratoire ou de bibliothèque. (*Applaudissements*).

Cependant, nous avons constaté, depuis deux ans,

la persistance de mouvements autonomes. J'en parle avec le maximum de cordialité. Lorsque s'est posée à l'Union des Syndicats de la Région parisienne la question de ces fameuses invitations, tout en étant d'accord sur le principe avec mes camarades hostiles à cette initiative, j'ai demandé que l'on fasse la distinction entre, d'un côté, la Fédération des Syndicats Autonomes, et de l'autre côté, la CFTC et la CGC.

Ce que je voudrais dire à nos camarades autonomes, c'est que l'autonomie ne pouvait se justifier que par l'espoir en la réunification de la Confédération Générale du Travail. Or ils doivent se rendre compte aujourd'hui que c'est là un rêve impossible pour la raison que j'ai exposée tout à l'heure. Il n'est pas possible d'envisager, quels que soient les événements politiques internationaux ou nationaux qui se produiront demain, l'unité avec la CGT de la rue Lafayette, parce que ce que nous voulons reconstituer, ce que nous voulons refaire, selon la phrase que lançait Amédée Dunois en 1930, c'est une classe ouvrière, alors que nous n'avons de l'autre côté, si importante qu'elle soit numériquement, qu'une cohue conduite par une phalange de politiciens. (*Applaudissements*).

Quelques autonomes pensent-ils encore, je ne le crois pas, à la possibilité de créer une nouvelle centrale ?

Peut-être aussi certains sont-ils attachés à l'idée de l'autonomie, à la liberté que laisse l'autonomie, mais je pense que notre congrès devrait dire, même si on l'a déjà dit il faut le redire, que la CGT-FO, conformément aux traditions du syndicalisme, respecte l'autonomie des Fédérations, des Syndicats et des Unions.

Et je voudrais aussi qu'on attire leur attention sur le fait que ce qui est essentiel pour un syndicaliste, et surtout pour quelqu'un qui se prétend syndicaliste révolutionnaire, c'est le travail auquel on faisait allusion tout à l'heure, le travail à la base, le travail dans nos Unions. La réponse à ceux qui font les délicats, à ceux qui ne veulent pas venir à la CGT-FO sous prétexte que la CGT-FO a, dans son programme, dans les déclarations de ses leaders, certaines formules qui ne leur conviennent pas ou qui ne répondent pas à leurs idéologies, la meilleure réponse, je la trouve dans un article qui a paru dans la *Révolution prolétarienne* de janvier, sous la signature de notre ami Lejeune, de l'Union locale de la CGT-FO de Quimper :

« Vous classer d'emblée comme révolutionnaires et refuser de vivre journellement avec les pâles réformistes paraît être votre grande préoccupation. Vous ne savez pas que notre révolution à nous, c'est de faire vivre celle-ci, c'est de désigner un militant qui voudra bien s'atteler à la tâche quotidienne du syndicaliste. Vous ne vous étonnez pas que l'éparpillement syndical actuel ne soit pas fait pour faciliter la tâche de quiconque.

» Lorsque nous recevons les communications de certains groupements parisiens dans le genre du vôtre, nous avons l'impression de nous trouver devant des abstraiteurs de quintessence, des coupeurs de cheveux en quatre, devant des camarades qui oublient la question, attardés qu'ils sont à discuter sur sa position. Je crois bien qu'en 1950 nous n'avons pas le droit de jouer plus longtemps aux dilettantes et que la grande tâche révolutionnaire du moment c'est de rebâtir la grande centrale que les ouvriers attendent et d'y exécuter avec enthousiasme les petites tâches quotidiennes que nous assurons dans nos unions locales Force Ouvrière prétendues réformistes. »

Je pense, malgré la formule de la fin, qu'il y a là un langage d'ouvrier syndicaliste et d'ouvrier révolutionnaire, mais je voudrais aussi, et vous ne vous en étonnez pas étant donné le syndicat que je représente, m'adresser par-dessus vos têtes à mon vieil ami Lavergne, le secrétaire de la Fédération autonome de l'Education nationale.

Vous trouverez sans doute qu'il est incorrect et inélegant d'interpeller un absent, mais justement je l'interpelle parce qu'il est absent ; s'il était là je crois que je n'aurais pas de raisons de l'interpeller. J'espère d'ailleurs avoir l'occasion de le rencontrer avec la délégation que vous avez désignée ce matin et j'aurai peut-être ainsi l'occasion de lui dire ce que je vais vous dire à cette tribune.

On prétend qu'il faut maintenir l'autonomie de

l'Enseignement parce qu'on veut maintenir l'unité corporative. Là encore, permettez à un demi-centenaire de rappeler l'Histoire. Justement, le syndicalisme universitaire, à sa base même, à son origine, a été une scission dans l'unité corporative.

Le syndicalisme universitaire impliquait dès le départ un choix, le choix de l'adhésion à la classe ouvrière et je ne crois pas fausser les faits en disant que c'était là la pensée profonde de nos vieux camarades comme Louis Roussel, comme Glay, comme Lapiere, comme Marthe Pichorel qui sont à l'origine du syndicat national des Instituteurs et de son adhésion à la CGT.

Pour les enseignants, ce n'est peut-être pas tout à fait la même chose que pour les camarades ouvriers qui doivent naturellement et spontanément venir à la Confédération Générale du Travail. Pour les enseignants, le choix dont je parle implique un certain nombre d'obligations.

Ce que je dis pour nos camarades de l'Enseignement, je pourrais le dire aussi à l'intention de nos camarades des cadres. Lorsque des universitaires, lorsque des gens qu'on appelle d'un terme que je n'aime pas beaucoup, des intellectuels, lorsque des gens qui appartiennent aux cadres de l'industrie, du commerce, des administrations privées et publiques, donnent leur adhésion à la Confédération Générale du Travail « Force Ouvrière », eh bien ! cela doit être de propos délibéré et évidemment je ne m'adresse pas à ceux qui, présents ici, ont déjà choisi, mais cela implique certains sacrifices, cela implique particulièrement, pour les uns comme pour les autres, la destruction de toutes les hiérarchies artificielles, la destruction d'une classification qui repose uniquement sur la notion de privilège — la volonté pour eux avant même de poser la question de leurs revendications corporatives, sans doute légitimes, d'étendre à tous, d'étendre à la grande masse les avantages dont ils profitent. (*Applaudissements*).

On a parlé ce jour de l'écrasement de la hiérarchie, du fameux rétrécissement de l'échelle ; on oublie de dire qu'il y a là un mouvement qui caractérise le progrès social, à savoir que des avantages dont ne jouissait autrefois qu'une petite caste de privilégiés s'étendent de jour en jour davantage et que le rôle du syndicalisme ouvrier c'est de faire en sorte que ces avantages-là finissent par être assez « démocratisés » pour s'étendre à tous. (*Applaudissements*).

Le choix pour l'Enseignement est d'autant plus nécessaire que la tâche fondamentale du syndicalisme universitaire, c'est d'essayer de réaliser une forme de l'Enseignement, une transformation de l'Enseignement conforme aux intérêts de la classe ouvrière, et c'est ce qu'a fait notre petite Fédération de l'Education nationale. Le projet de réforme de l'Enseignement qui vous sera présenté n'a pas été préparé uniquement par des techniciens, il est né de la collaboration des techniciens de l'Enseignement et des représentants de Fédérations ouvrières.

J'ajoute que ce choix, que les devoirs que cela implique, c'est en même temps pour les universitaires le meilleur moyen de garantir leur indépendance et de garantir l'indépendance de l'Université.

Il y a un terme que j'aime particulièrement, c'est le terme de « mouvement ouvrier ». Mouvement, c'est-à-dire quelque chose qui n'est pas figé dans des formes, dans des institutions, dans des doctrines, quelque chose dont on ne peut pas exactement prévoir quelle sera l'évolution future. Eh bien ! c'est ainsi qu'un universitaire doit garantir l'indépendance de son enseignement : c'est en refusant de se soumettre aux consignes actuelles, en refusant de se soumettre, de soumettre son enseignement à la volonté des gouvernements qui représentent, même dans le meilleur des cas, des réalités purement actuelles. Il doit aller au delà des réalités actuelles et le meilleur moyen pour lui de pouvoir mener cette tâche, c'est de s'accrocher au mouvement ouvrier, parce que le mouvement ouvrier représente essentiellement l'évolution de la civilisation. (*Applaudissements*).

Mais on nous dit aussi, et ce point est trop important pour qu'il ne soit pas souligné dans ce congrès, que si l'on maintient l'unité même avec des éléments stalinien c'est pour défendre, pour garantir la laïcité, pour défendre l'école laïque.

Camarades — je m'excuse de cette petite lecture — dans un livre de ré citations qui circule avec évidemment la garantie officielle — comme toute littérature quelle qu'elle soit — dans les écoles, dans les classes enfantines de l'Union des Républiques Soviétiques, nous avons trouvé cette ré citation que de petits enfants qui commencent à savoir lire doivent apprendre par cœur :

« *En même temps que le soleil, Staline se lève au Kremlin. (Rires). Dans ce magnifique palais, il ira se laver de ses propres mains avec de l'eau de la Moskowa, puis il essuiera son visage sombre au moyen d'un linge blanc comme neige. « Bonjour », dira le pays tout entier au camarade Staline. Il se dirigera vers le balcon et ouvrira les portes-fenêtres — on ne nous fait grâce d'aucun détail ! — Il regardera l'extérieur et contempera Moscou. Il allumera sa pipe ; lorsqu'il ôtera sa pipe de sa bouche un anneau d'or s'élèvera et nimbera tout le pays. Le pâtre lèvera les yeux et dira : « Voilà, Staline a commencé de jurer », et tout le pays regardera cet anneau d'or en disant : « Bonjour Staline. » (Rires).*

Et je pourrais, vous entendez bien — je ne vous ai donné cela qu'à titre d'exemple — vous citer d'autres extraits de la littérature qui circule dans les écoles soviétiques. Notre ami Lavergne, nos camarades de la Fédération autonome, partageront sans doute notre indignation, de même qu'ils partageront aussi notre indignation lorsqu'on leur rapportera que le Saint Synode de l'Eglise orthodoxe de Moscou, au moment du 70<sup>e</sup> anniversaire de Staline, a donné l'ordre de dire, dans toutes les églises, cette prière :

« *Nous prions Dieu pour le salut de tous les fils de notre Eglise russe et pour tous nos vaillants chefs ayant à leur tête notre grand et génial Staline qui guide fermement notre pays par les antiques et sages voies de la force, de la grandeur et de la gloire.* »

Ils partageront notre indignation, mais je voudrais leur poser cette question : Peut-on vraiment défendre l'école laïque, la laïcité de concert avec des gens qui sont capables d'approuver sans hésitation ni murmure cette éducation, si j'ose dire, qui est utilisée, qui est appliquée dans les écoles soviétiques ?

Quand on discute de cela avec les instituteurs communistes que l'on rencontre par hasard, ils vous disent : « De quelle poubelle avez-vous tiré ces textes ? »

Va pour poubelle ! Nous les avons pris dans les livres officiels de l'U.R.S.S., mais si poubelle il y a pour eux, on peut leur demander de le proclamer ; on peut même dire que tous les textes que nous avons publiés — et celui-là vous paraît ridicule — mais il en est d'abominables, des textes et des images comme jamais, même au temps du bourrage de crâne le plus odieusement belliciste qui sévissait dans nos écoles, on n'aurait pu en trouver dans nos manuels scolaires, sont faux. Qu'ils le disent et qu'ils condamnent en termes suffisamment nets toute cette abominable propagande, tout cet abominable empoisonnement de l'enfance, s'il est pratiqué et là où il est pratiqué. Je note d'ailleurs que ces textes déjà publiés n'ont jamais été démentis.

Je considère donc — et je pèse mes mots — qu'il est absolument inadmissible, aussi bien au Syndicat National des Instituteurs, à la Fédération autonome de l'Education nationale, à la Ligue de l'Enseignement, que l'on puisse participer à la défense de la laïcité, à la défense de l'école laïque avec des gens capables d'approuver cet abominable empoisonnement de l'enfant. (*Applaudissements*).

Camarades, je ne voudrais pas évidemment prolonger mon intervention en parlant de l'autre problème, du problème de la paix. Je me contenterai de quelques affirmations rapides que je ne pourrai développer. Mais là encore il y a à la base même, et c'est ce que nous avons dit à l'Union des Syndicats de la Région parisienne dès le début de cette année, il y a un certain nombre d'affirmations très nettes sur lesquelles on doit se mettre d'accord. Il est inadmissible que l'on puisse voter des motions sur la paix avec des gens qui approuvent tout ce qui se passe de l'autre côté du rideau de fer. Même si ceux-ci emploient les mêmes termes

que nous, il y a là une duperie épouvantable et aucun honnête homme n'a le droit de s'en faire le complice.

Il faut sans doute que nous discussions sur les moyens d'assurer la paix, comme nous en discussions autrefois. Mais lorsque nous délibérons au sujet de l'aide à la République espagnole, ou de la politique de fermeté à l'égard de Hitler, nous n'étions peut-être pas d'accord sur les méthodes à employer, mais il y avait une affirmation préalable sur laquelle nous étions tous d'accord : c'était la nécessité de s'opposer à Franco, à Hitler et à Mussolini.

Il n'est donc pas possible d'admettre un seul instant quelle que soit la position de ceux qui se tiennent en équilibre dans l'entre deux blocs qu'une affirmation pacifiste ne débute pas par une condamnation du totalitarisme rouge aussi odieux, aussi brutal, aussi sanglant que le totalitarisme nazi. (*Applaudissements*).

Nous rejetons complètement cette fameuse formule des blocs idéologiques qui s'opposent. Nous ne pouvons plus accepter le mensonge d'une croisade idéologique pour le communisme dirigée de Moscou. Ce qu'il y a là-bas, c'est un Etat totalitaire et nous pourrions apporter quelques renseignements précis assez peu connus sur la condition exacte de la classe ouvrière en U.R.S.S.

Mais on parle aussi de la volonté d'imposer le communisme dans les pays des démocraties populaires. Là encore, c'est une duperie et un mensonge. Il n'y a pas, de l'autre côté du rideau de fer, des Etats, des Nations qui, par la force, ont été obligés de subir un régime communiste. Il y a des Etats, des Nations, des peuples qui sont colonisés par l'impérialisme russe et cette colonisation a pris la forme la plus réactionnaire, beaucoup plus réactionnaire même que le colonialisme que nous dénonçons chez les puissances capitalistes d'Occident. (*Très bien*).

Nous avons publié, à ce sujet, un article dans la *Nouvelle Tribune des Fonctionnaires* auquel je vous renvoie. Je vous demande d'insister dans toute votre propagande sur ces points extrêmement importants. Et c'est seulement lorsque ces affirmations préalables auront été formulées que nous aurons la possibilité de chercher ensemble une politique internationale ouvrière.

Plutôt que s'attarder à discuter sur les positions gouvernementales, plutôt que de chercher à constituer l'Europe comme un terrain neutre entre les deux blocs, nous devons, au contraire, ne pas cesser un seul instant d'affirmer que la classe ouvrière internationale existe et qu'elle doit avoir une politique internationale nettement distincte de celle de tous les gouvernements, quels qu'ils soient.

On parle toujours du parti américain et du parti russe. Voilà encore une formule à abandonner. Il y a des partis américains et de l'autre côté, il y a un parti russe que nous pouvons entendre et un autre parti russe que nous voudrions écouter. Le premier, c'est celui qui est au pouvoir. Le deuxième, il est dans les prisons, dans les camps de déportation ou dans les tombes. (*Très bien*).

Du côté américain, nous choisissons, en effet, notre parti américain, le parti de la classe ouvrière américaine (*applaudissements*) comme nous choisissons le parti de la classe ouvrière européenne, comme nous choisissons aussi le parti de la classe ouvrière russe opprimée par le stalinisme. (*Applaudissements*).

Notre politique internationale doit être régénérée par cette idée que la classe ouvrière internationale se distingue dans sa politique de la politique de tous les gouvernements quels qu'ils soient ; que la formule d'indépendance, que j'essayais de définir tout à l'heure sur le plan national, se prolonge également sur le plan international.

Sans doute, nous sommes à une période particulièrement douloureuse. Nous avons subi pendant ces douze années pas mal d'épreuves. Nous en avons subi, j'en ai subi, pas plus que la plupart d'entre vous et moins qu'un certain nombre d'entre vous. L'épreuve qui pèse plus lourdement dans mon souvenir, c'est lorsqu'en septembre 1939, ma femme et moi, dans la petite maison que nous habitons et qui se trouve à côté d'une des grandes voies de l'Est, nous voyions passer la nuit les convois qui portaient vers la guerre les jeunes hommes. Nous les suivions dans un silence total. Et nous savions

à quel point nous étions engagés, à quel point notre double responsabilité d'éducateur et de militant était engagée lorsque nous voyions ainsi, sans avoir aucune possibilité de réaction, partir pour la guerre ces jeunes gens que nous avions voulu éduquer et qui étaient devenus, pour la plupart, après avoir été nos élèves, nos camarades dans les organisations syndicales.

Je crois qu'il n'y aurait pas pour nous d'épreuve plus lourde que celle qui nous condamnerait une fois de plus à assister au défilé de ces convois, murés dans le silence de l'impuissance.

Nous avons encore la possibilité d'agir avant que le convoi soit formé, avant qu'il ne soit trop tard, et nous ne pouvons agir que si nous restons fidèles à l'internationalisme ouvrier.

Même si nous n'obtenons pas le succès, l'action que nous aurons menée sera décisive pour nous. Il y a dans le refrain de notre vieux chant révolutionnaire une succession sur laquelle j'attire

vostra attention car peut-être n'en a-t-on jamais pesé toute la densité dans la simplicité des termes. Quand on dit que « l'Internationale fera le genre humain » et que « l'Internationale (ensuite) sera le genre humain », nous n'avons pas la certitude, nous n'avons plus hélas ! la possibilité de dire avec certitude à la classe ouvrière que l'Internationale sera un jour le genre humain, mais — et je vous demande d'excuser l'accent passionnel avec lequel je parle de cela, mais après tout si nous sommes à la CGT-FO ce n'est pas seulement pour défendre nos conditions d'existence, c'est aussi pour défendre la raison même de notre existence — nous n'avons plus peut-être cette certitude, et nous ne pouvons pas la communiquer aux autres, il est une certitude en nous qui a été confirmée et consolidée par les épreuves que nous avons subies, c'est que pour que l'Internationale soit un jour le genre humain il faut d'abord que l'Internationale fasse le genre humain. (*Applaudissements chaleureux et prolongés*).

## Le triomphe de la Bureaucratie

Au premier Congrès de la CGT-FO, ce qui nous avait surtout frappé c'était le petit nombre d'ouvriers qui y participaient et le manque de culture syndicale de la plupart des délégués.

Nous ne saurions, sans injustice, en dire autant des délégués qui participaient aux travaux du deuxième Congrès. Un assez grand nombre d'ouvriers parmi ces délégués, et chez la plupart le désir sincère de dégager des solutions syndicales aux problèmes qui se posent à l'attention des salariés.

Est-ce à dire que nous puissions, pour autant, espérer une amélioration de l'orientation confédérale ? Hélas ! non. Les résultats des votes, tant au Congrès qu'au CCN qui suivit, en témoignent ! La Bureaucratie a fini par triompher.

Nous n'insisterons pas, mais il y aurait pourtant beaucoup à dire sur la composition de la majorité et sur ce qu'elle représente réellement.

Ce que nous voulons surtout stigmatiser, c'est la façon, disons... désinvolte, dont furent conduits les débats. En particulier, la dernière séance du Congrès où Peeters (ex-parlementaire) fit adopter avec brio et sans discussion un certain nombre de résolutions importantes. C'est ainsi que fut votée une motion Richard proclamant l'attachement de la CGT-FO à la hiérarchie Parodi et au sujet de laquelle la parole nous fut refusée.

La résolution sur la Sécurité Sociale devait faire l'objet d'une intervention de notre camarade Hervé, d'Indre-et-Loire. La parole lui fut également refusée. Et la résolution fut adoptée dans la confusion, alors qu'un de ses paragraphes réclamant le financement de la Sécurité Sociale à l'aide d'une taxe sur le chiffre d'affaires ouvre la voie à l'étatisation. Mais qu'importe, l'ex-parlementaire avait accompli sa besogne et les petits copains socialistes qui ont au Palais-Bourbon une position analogue seront satisfaits.

Mais où la Bureaucratie a véritablement triomphé, ce fut au CCN qui suivit le Congrès. Il est vrai que la composition de cet organisme permet toutes les opérations.

Les trente-cinq membres de la Commission Exécutive Confédérale furent élus au cours d'une séance présidée par Auzanneau (le même qui, au cours de son intervention au Congrès à propos des statuts, s'était laissé aller à parler, par inadverance, des... « organismes du parti »...).

Cinq candidats représentaient le courant minoritaire. Aucun d'entre eux ne fut élu, à l'exception toutefois de Le Bourre, qui donna immédiatement sa démission, considérant que l'élimina-

tion systématique des minoritaires de la C.E. confédérale rendait son maintien impossible au sein de cet organisme.

Sur les raisons de la démission de Le Bourre, le compte rendu de « Force Ouvrière » est fort discret. Les syndiqués F.O. qui voudront savoir pourquoi Le Bourre a démissionné devront lire autre chose que la presse confédérale.

D'autre part, il est au moins trois interventions au CCN que le compte rendu de Force Ouvrière a *escamotées* purement et simplement.

Ce sont celles ayant trait aux activités de Chevalme au BEDES.

En intervenant, nous avons voulu poser une question précise !

D'où vient l'argent ?

On nous a répondu par des professions de foi. Nous le disons comme nous le pensons : c'est insuffisant.

Tout ceci nous amène à penser qu'il faut absolument organiser la minorité.

Trop de figures inquiétantes gravitent autour du Bureau confédéral pour que nous ne sentions pas l'impérieuse nécessité de nous démarquer.

C'est en province qu'en général Force Ouvrière possède ses éléments les plus sains. C'est à Paris surtout que règne la corruption.

Le problème n'est d'ailleurs pas nouveau.

Parlant de son arrivée à Paris en 1904, Merrheim écrivit les lignes suivantes :

« J'arrivais, à ce moment-là, du Nord à la Confédération avec toutes mes illusions, j'ose le dire. Je trouvais à la Bourse du Travail de Paris cette atmosphère d'immoralité et de démagogie dans laquelle nous retombons aujourd'hui. Cette atmosphère était telle que moi, à qui on avait imposé le poste de secrétaire à la Fédération de la Métallurgie, je me rendais tous les soirs, pendant trois mois, à la Gare du Nord, prêt à retourner dans mon coin de province tant je souffrais de cette immoralité. »

Ces quelques lignes de Merrheim pourraient facilement être considérées comme d'actualité.

Après tout, c'est peut-être la raison pour laquelle, sur 35 membres, la C.E. confédérale compte 27 secrétaires de Fédération ayant leur siège à Paris, pour 8 secrétaires d'Union départementale ayant leur siège en province.

Tout n'est pas encore perdu à Force Ouvrière, mais nous avons le devoir de rester vigilants.

A. HEBERT.

# LE DISCOURS DE RICHOU SUR LES TÂCHES D'AVENIR

## « Sachons accrocher les trusts ! »

*La discussion sur les tâches d'avenir au deuxième Congrès de la CGT-FO a malheureusement été écourtée. Elle nous a néanmoins permis d'entendre un discours du secrétaire général de l'U.D. de la Gironde, le camarade Richou. Nous reproduisons ce discours, parce que nous pensons qu'il contient quelques idées neuves et intéressantes pour l'ensemble du mouvement syndical.*

**Richou.** — Je suis un peu gêné en intervenant à cette tribune, car j'étais monté au congrès avec l'idée de consacrer très peu de temps au rapport moral et beaucoup de temps aux tâches d'avenir et je m'aperçois qu'aujourd'hui, les camarades vont repartir dans leurs U.D. ou dans leurs syndicats de base sans avoir examiné avec tout le temps et le sérieux désirables les tâches d'avenir et le devenir de la CGT-FO.

Un délégué. — C'est un peu tard !...

**Richou.** — C'est certainement un peu tard ; ça n'est pas ma faute. Parce que les camarades viennent ici apporter des critiques mais que personne n'a eu le courage (et c'est là où l'on sent les difficultés) d'apporter une plate-forme concrète, une plate-forme revendicative (*applaudissements*).

J'ai siégé et nous avons siégé à la commission Salaires-Prix-Conventions collectives, où l'on avait, sans prétention aucune, essayé de choisir quelques militants pour faire un travail concret. Vous aurez, certes, une motion. Je ne suis pas tellement certain que cette motion va apporter aux syndiqués de base ce que nos camarades sont en droit d'attendre du congrès confédéral. Je me suis rallié à l'idée d'une motion, mais je voudrais apporter quelques mots à ce congrès.

Actuellement, je voudrais que l'on dise si nous allons continuer à travailler dans l'inconnu. Je dis que ce dont nous souffrons, c'est du mensonge général qui règne dans ce pays.

J'aurais voulu qu'à ce congrès on dégage quelques idées-forces, qu'on définisse quelques slogans que nos camarades auraient repris. Car, enfin, s'il y a des difficultés à trouver une plate-forme syndicale, c'est que, peut-être, le problème n'est pas tellement simple.

Nous connaissons certes les salaires ; nous connaissons certes l'indice des prix ; nous connaissons certes, plus ou moins, les bénéfices réalisés par les trusts et par le patronat. Nous connaissons, plus ou moins, la production de notre pays et nous ne sommes pas de ceux qui se gargarisent des indices de production par rapport à telle époque.

Ils étaient peut-être valables à telle époque, nous prétendons qu'ils ne sont peut-être pas valables en 1950. Nous sommes de ceux qui connaissons comment on travaille dans ce pays, quel est l'âge de nos machines, quelle est notre puissance de productivité.

Nous connaissons (plus ou moins) le problème financier ; nous connaissons (plus ou moins) les possibilités qui sont supportables par notre économie et nous aurions voulu que le congrès — oui, que le congrès !... — dise simplement en termes clairs, aux travailleurs de ce pays, si, oui ou non, nous considérons notre production suffisante ; si, oui ou non, les prix de revient ne sont pas exagérés ; si, oui ou non, les charges sociales sont ou ne sont pas supportables par notre économie.

Nous aurions voulu que l'on dise s'il est exact qu'actuellement nos débouchés extérieurs sont fer-

més par la concurrence étrangère parce que nos prix de revient sont trop chers.

Nous aurions voulu que l'on dise si notre balance commerciale est exacte ; si l'on peut vivre sur les bases économiques actuelles ou si l'on ne peut vivre. Car, voyez-vous, quand vous aurez décanté cela, quand des militants syndicalistes en qui croit la classe ouvrière française diront : « Eh bien !... oui, les prix de revient sont trop chers ! — Eh bien !... oui, la productivité n'est pas suffisante ! », alors peut-être pourrez-vous l'intéresser à une œuvre commune et l'attirer à vous, à notre syndicalisme « Force Ouvrière ».

Il faudrait aussi (et je reprends ce que Bothereau a dit à cette tribune, très souvent) reprendre le problème démographique avec ses incidences, avec la charge spéciale de la jeunesse et des vieux, avec le peu de productifs et poser un problème : « Oui ou non, devons-nous tolérer l'immigration dans ce pays ou, au contraire, devons-nous la refuser par peur du chômage ? »

Voilà quelques idées que j'aurais voulu voir s'affronter à la tribune et dégager clairement pour que nos camarades de la base sachent où ils vont.

En ce qui concerne les problèmes de main-d'œuvre, Lafond en parlera dans le rapport économique ; il parlera des industries marginales ; il parlera du scandale actuel qui veut que l'on mette en parallèle et que l'on fasse un prix de revient moyen entre telle usine de caoutchouc de notre département qui occupe 150 paysans... et industriels à l'occasion, si l'on peut dire, qui viennent chercher à l'usine (je n'ai pas peur de le dire) un salaire de complément (*applaudissements*) et les camarades de la boîte de 25.000 ou 30.000 ouvriers qui a, évidemment, une productivité beaucoup plus grande.

Est-il possible que l'on tolère une pondération entre les prix de revient de la boîte de la Gironde qui travaille comme on travaillait il y a cinquante ans et Michelin qui a une productivité accrue, une production moderne ?

Il faudrait dire aussi si la fiscalité est vraiment trop lourde. Il faudrait dire toutes ces choses-là. Et quand les militants auront le courage, en France, de reconnaître ce qui est vrai et possible de ce qui n'est pas vrai et de ce qui n'est pas possible, et de ce qu'est la démagogie de la CGT, eh bien ! camarades, à ce moment-là, quand vous retourneriez chez vous, vous aurez gagné la partie parce que vous aurez gagné la confiance de la classe ouvrière. (*Applaudissements.*)

Quand tout cela, camarades, aura été tranché clairement, en toute connaissance de cause, et quand nos militants, en qui nous avons confiance, auront pris position, eh bien ! nous nous battons avec beaucoup plus de cœur. Je vous dis que je doute moi-même et que je recherche, non seulement dans les revues syndicales de la Confédération, mais dans tous les azimuts, où est la vérité.

Il faut dénoncer une politique d'étouffement ; il n'y a pas que les économistes qui aient le droit de le faire.

Les syndicalistes ont le droit et le devoir de dénoncer le black-out statistique actuel. Il faut

dénoncer un gouvernement qui s'oppose, dans notre pays, à la connaissance exacte du revenu national, de telle sorte qu'on se demande si, oui ou non, cela n'est pas dû au fait que tous les partis politiques et tous les gouvernements sont fautifs; sans cela, on risqué de laisser croire à la classe ouvrière qu'il y a des possibilités qui ne sont pas, ou que l'on ne peut pas, actuellement, lui donner. Quand vous faites le silence sur ces choses, on est en droit de supposer le maximum de la chose, de supposer n'importe quoi. Et c'est peut-être pour cela que la CGT réussit à mordre dans cette classe ouvrière française et, par sa démagogie, à nous amener au bord du gouffre.

Redonner confiance à la classe ouvrière, c'est d'abord avoir le courage de lui dire la vérité. Je ne suis pas de ceux qui prétendent que la production est suffisante dans ce pays. Je ne suis pas de ceux qui prétendent que l'on pourra porter un salaire de base de 50 à 100 francs, sans qu'il y ait des incidences. Et nos camarades nous riront au nez. Et nos camarades ont ri au nez des délégués de la CGT quand elle a proposé 100 francs de l'heure, alors qu'ils n'en touchaient que 40 ou 50.

Poser des revendications sans y croire, camarades, sans les penser, pour simplement les démontrer possibles, c'est peut-être demander beaucoup pour avoir peu et vouloir jouer au marchand de tapis. Cela en amuse quelques-uns ! Ou alors faire la démagogie communiste qui laisse espérer des possibilités qu'elle sait réellement, qu'elle sait concrètement, n'être pas réalisables.

Et d'ailleurs, nous avons vu le virage sur l'aile de la CGT qui réclamait, il y a à peine trois semaines 100 francs de l'heure et qui, aujourd'hui, signe des accords de salaires aux alentours de 65 ou 70 francs. Est-ce que ce n'est pas symptomatique ? Est-ce que vous ne pensez pas que ce virage, elle l'a fait parce que les ouvriers (j'allais dire, parce que ses troupes de partisans, non... il y a des partisans, mais il y a aussi des camarades égarés à la CGT), parce que ces cégétistes n'ont pas foi dans les 100 francs de l'heure que réclame la CGT.

A ce congrès — je m'excuse si je suis un peu long — on a parlé des craintes d'inflation. On a parlé des craintes de hausse de salaires qui serait suivie immédiatement d'une hausse du coût de la vie. Et, à F.O., si l'on a pu nous accuser, justement ou non, l'année dernière, et dans les deux années passées, d'avoir quelque peu freiné, c'est parce que, nous aussi, nous étions inquiets et que nous nous demandions si telle hausse de salaires n'amènerait pas une répercussion immédiate du coût de la vie.

Et je vous cite un exemple où nos camarades avaient raison, et contre lesquels, nous avons protesté à quelques-uns. Je prends l'exemple du Gaz et de l'Electricité, à qui on accorde un coefficient 10 par rapport aux prix d'avant guerre sur le kilowatt ou le mètre cube de gaz, alors que nos camarades de l'E.D.F. ou du Gaz réclament le même coefficient d'augmentation que tous les autres produits industriels.

Que se passe-t-il ? Il se passe que les budgets ouvriers souffrent de l'augmentation et que nos camarades disent : « Pour satisfaire nos camarades l'E.D.F. dans leurs revendications, il faut que ce soit la classe ouvrière qui souffre et qui paye plus cher le gaz. »

Voilà ce qu'on n'a pas le droit de ne pas dire dans un congrès confédéral. Il y a bien l'inflation, mais il y a aussi l'inquiétude, qu'à F.O. nous avons signalée — et dans notre sphère en particulier — à savoir ce que deviendrait notre pays quand l'aide des Américains aurait cessé. Et il y a pour nous un point d'interrogation qui se pose, car, nous savons très bien que si notre économie tourne, elle tourne artificiellement et grâce à l'aide que consentent pour nous les travailleurs américains. Nous n'avons pas à en rougir quand on sait les sacrifices que notre pays a supportés pour défendre et sauver la liberté du monde.

Nous avons, à F.O. et ailleurs, envoyé des missions aux U.S.A. pour étudier la productivité. C'est peut-être très beau, c'est peut-être l'occasion d'un beau voyage, mais, vraiment, si la productivité française est insuffisante, ce n'est pas la peine d'envoyer là-bas des camarades étudier la produc-

tivité avec l'idée bien arrêtée qu'ils n'iront pas l'expliquer à nos camarades et leur dire d'envisager une productivité meilleure. Je dis : « productivité » et non « faire suer le burnous ».

Il faut, je vous en conjure, camarades, que les militants syndicalistes qui, de plus en plus, suivent l'évolution de l'économie de ce pays; qui, de plus en plus, connaissent la situation exacte, disent la vérité aux travailleurs. Voilà où j'aurais voulu que ce congrès confédéral se montrât sérieux. Et il ne l'a pas été. Peut-être est-il difficile d'aborder ces problèmes ? Il est difficile de dire que la production, à mon sens, ne correspond pas aux besoins actuels. Il est difficile de dire que la productivité n'est pas suffisante dans nos usines. Je dis que, dans bien des endroits — et je les connais, et je n'en parle pas en fonctionnaire, mais en secrétaire d'U.D., en militant, en métallurgiste, puisque mes camarades m'acceptent — je dis qu'il y a des usines où les prix de revient sont trop chers.

Je dis, par exemple, qu'actuellement, une situation angoissante se pose pour nos camarades du Matériel roulant, compte tenu qu'ils ne pourront pas obtenir des salaires suffisants parce que la SNCF a un tarif qui est appliqué et que, ce tarif, il n'est guère possible de le dépasser, ou alors il faudra revoir le budget de la SNCF. Ou alors, il faudra faire augmenter ce budget pour donner aux camarades du privé qui travaillent pour la SNCF des salaires suffisants. Et si vous augmentez le budget dans ses recettes, cela suppose des impôts, cela suppose une charge plus grande pour l'ensemble des travailleurs de ce pays.

Je m'excuse d'avoir été un peu long sur ces quelques points et je voudrais aborder un peu le plan des Conventions collectives.

F.O. était partie sur une idée généreuse, une idée idéale; celle de conclure des Conventions collectives nationales. Certes, des Conventions collectives nationales, c'est le rêve. Et c'est le rêve en ce sens qu'on apporte, dans le côté syndicaliste, une garantie à tous les travailleurs où qu'ils se trouvent, mais c'est une politique de paresse qui n'amènera pas un adhérent de plus dans nos syndicats.

Il y a, je le sais, le danger de laisser la CGT s'embarquer sur la discussion de Conventions collectives d'entreprise ou d'établissement, ou de se livrer à une certaine agitation. Encore que, si la CGT arrive à créer une agitation, cela ne vient pas tellement de la confiance que la classe ouvrière lui accorde encore, mais plutôt de la facilité des mots d'ordre qu'elle lance. Un travailleur de la base n'est pas forcément un camarade qui a pu aller à l'école et faire des études. Il lui faut quelque chose de simple, et les communistes ne s'y trompent pas. Ils ne feront pas un exposé très large et très développé; ils lanceront un slogan et le lanceront tous les jours. Ce slogan sera martelé dans la presse, affiché sur les murs, colporté par les tracts, si bien que les camarades, finalement, voyant cela constamment sous leurs yeux, le réclament unanimement et manifestement et marchant quand on leur dit : « Il faut débrayer pour... telle chose. »

Je suis de ceux qui soutiennent que si l'on voulait transférer le maximum de profit de la part capitaliste à la part ouvrière, il faudrait traiter dans chaque entreprise, dans une voie différente, car chaque entreprise a des possibilités différentes. On n'arrache le maximum qu'en fonction des possibilités de l'entreprise, qu'en fonction de sa productivité, de l'âge de l'outillage, en fonction de certains rapports de productifs et d'improductifs, enfin, en fonction des données propres à cette entreprise.

Et puis, il y a encore une idée que j'ai lancée à la commission, on l'a un peu reprise dans la résolution finale. Je voudrais la relancer ici. Je trouve paradoxal (pour ne pas dire plus) le fait de discuter par exemple des Conventions collectives des Produits chimiques à l'échelon départemental, comme cela nous est arrivé, de rencontrer un patronat représentant, paraît-il, les Industries chimiques, dans lequel vous trouvez aussi bien le représentant des Soufres que celui des Engrais, le représentant des Parfums que celui des Crayons enfin tout ce que l'on a mis dans le fascicule « Industries chimiques ».

Et, voyez-vous, vous trouvez une solidarité, un corps patronal qui fait bloc et qui vous dit : Non. Alors que nous savons que, peut-être, s'il est exact que dans les Soufres, il y a un marasme et que, sur les méthodes et prix de l'heure, on ne peut pas actuellement relever tellement les salaires, il y a de grosses possibilités dans les industries graphiques, comme il y a de grosses possibilités dans les pétroles.

Et je voudrais reprendre un peu l'intervention que j'ai faite le premier jour du congrès. Ne restons pas ballottés entre le syndicalisme réformiste ou révolutionnaire. Reprenons un peu la tactique de nos camarades américains, quand ils accrochent un seul, je dis bien, un seul trust. Je voudrais que les Produits chimiques disent demain : nous allons attaquer le trust Saint-Gobain. Nous ne l'attaquerons pas qu'à Bordeaux et nous n'attaquerons pas à la fois Saint-Gobain, Kuhlmann et toutes les industries chimiques. » Non, nous attaquerons uniquement Saint-Gobain et dans toute la France. Nous ferons en sorte qu'une grande solidarité se manifeste pour aider les ouvriers de Saint-Gobain ; ou qu'ils se trouvent, à Bordeaux, à Mulhouse, à Marseille ou ailleurs. Et nous ferons en sorte que, dans la convention collective qu'il faudra bien que Saint-Gobain signe (parce qu'on le fera mettre à genoux, et que ce sera une bataille à mort quand nous lutterons contre Saint-Gobain) que tout travailleur de Saint-Gobain devra toucher le même salaire prévu pour toutes les entreprises où qu'elles se trouvent. Et, à ce moment-là, ne se pose plus la question de zone, ne se posent plus les questions que nous avons de nous accrocher à tel ou tel dirigisme dont, malheureusement, on sent encore les effets nocifs peser sur ce congrès et peser sur la conscience de nos camarades travailleurs.

Car, nous souffrons d'un certain dirigisme, et Bothereau le disait très justement l'autre jour : « Si nous n'étions pas capables de discuter contractuellement, si nous n'étions pas capables de conclure dans le cadre de la liberté des salaires qui nous est rendue, alors, méfions-nous ; d'autres nous fixeront des salaires et ils ne seront pas beaux. »

Je voudrais, pour vous faire comprendre, pour appuyer ma thèse, faire en sorte que l'on en prenne un, et un gros, rattraper un peu l'idée que lançait notre président Léon Jouhaux au congrès constitutif, quand il disait que « s'il voyait quelque agioleur et quelque mercanti gigotant en haut d'un lampadaire de la place de la Concorde, il y applaudirait ». Eh bien ! si nous n'avons peut-être pas réussi dans la baisse des prix, c'est parce que nous n'avons pas été jusque-là, parce qu'on n'a peut-être pas eu le courage, à quelques centaines, d'en prendre un et de le pendre.

C'est parce que nous n'avons pas eu ce courage que nous avons échoué. Nous n'avons pas le courage, actuellement ; nous n'avons pas un sens ouvrier suffisamment développé qui voudrait que l'on dise : « Tous ensemble, tous les syndiqués de F.O., on va accrocher un trust quelconque, n'importe lequel — il y en a assez et le choix est facile — mais celui-là, on l'aura, et on l'aura jusqu'au bout, qu'il s'appelle Saint-Gobain, qu'il s'appelle Kuhlmann, qu'il s'appelle les Raffineries de Pétrole ou qu'il s'appelle la Fabrique de Sucre, ou tout ce que vous voudrez.

Eh bien ! si vous faisiez un exemple ; si l'on arrivait à coincer une boîte, car on peut y arriver par la volonté des syndicalistes, par la solidarité ouvrière, c'est la bonne forme de lutte et nos camarades syndicalistes américains ne s'y trompent pas ; les autres réfléchiraient.

Les camarades du CIO n'attaquent pas, par exemple, toute l'automobile, aux Etats-Unis, ils attaquent la « General Motors » sachant très bien que, pendant qu'on attaque une firme, les autres firmes capitalistes, sont très heureuses de servir sa clientèle et de vendre leur camelote pendant que leur concurrent est « ehm... ».

Voilà une tactique, voilà des buts qui ne sont peut-être pas des buts révolutionnaires tellement orthodoxes, mais qui sont certainement des buts réalistes.

Et je voudrais vous démontrer que — je suis fonctionnaire, je le dis et je m'en flatte, mais plus

métallo que fonctionnaire, peut-être — nous avons avant, chez les fonctionnaires, une dispersion qui laissait à chacun des possibilités de manœuvre et d'action. Dans telle administration, on avait été collés sérieusement sur le côté financier, mais dans telle autre, on avait réalisé beaucoup sur le côté social. On avait obtenu des conquêtes sociales, des conquêtes syndicales, arrachées par la lutte des syndicalistes.

Nous étions arrivés à un certain progrès, à avoir des garanties, mais nous y arrivions, parce que tous les jours, on se battait avec l'Etat.

Et je voudrais que, dans les usines, je voudrais que dans les chantiers, vous compreniez qu'il y a nécessité à se battre tous les jours pour le maintien de quelque chose de contractuel ; que le rêve n'est pas, à mon sens, d'obtenir une loi ou un décret, car une loi ou un décret, n'apportera jamais qu'un minimum. C'est le rôle du gouvernement et c'est peut-être pour cela, et c'est peut-être parce que justement, à F.O., nous avons réclamé des lois et des décrets du gouvernement, qu'on nous a accusés de coller à la politique du gouvernement.

C'est le rôle du gouvernement de donner aux travailleurs de ce pays, mais non uniquement de donner aux seuls travailleurs, de le donner aux vieux, de le donner aux diminués physiques, de le donner à toute la population : un minimum pour vivre. C'est le rôle du gouvernement de maintenir la liberté et la démocratie dans ce pays.

Et il faut que ce soit nous, nous, syndicalistes, qui nous chargions de cela parce que nous avons un gouvernement qui n'est pas capable de donner à tous les ressortissants du pays un minimum économique et un minimum de liberté.

J'ai l'impression, voyez-vous, que nous sommes engagés dans une lutte épuisante, et il n'est pas vrai que, si demain se produisait un coup de force — qu'il vienne de droite ou de gauche — nous puissions dire que nous sommes suffisamment armés, et pour défendre le côté économique, et pour défendre la liberté.

Voilà tout ce que je voulais vous dire avec tout mon cœur et ce que je voudrais que vous sentiez et ayez le courage de dire.

Il faut laisser à chacun sa tâche. Le gouvernement se doit de donner des minima et le mouvement syndical a pour tâche de réclamer des maxima. Et c'est pour cela que je ne suis pas tellement chaud pour la discussion et la conclusion des conventions collectives nationales qui ne pourraient donner que des minima.

Pensez à des choses plus réalistes, par exemple à la question des frais de transports qui se pose, que vous le vouliez ou non, à des intérêts particuliers qui existent et que vous ne pourriez faire disparaître par un coup de baguette magique.

Chez les fonctionnaires, nous avons autrefois une vive bagarre qui se menait peut-être un peu entre nous, mais sûrement contre l'Etat. Et puis, un jour, on nous a collé un carcan qui s'appelle le statut des Fonctionnaires. Et, au-dessus du carcan, on a collé un monsieur qui représente la Fonction publique. Si bien qu'aujourd'hui, quand nos camarades financiers ont une revendication, on leur dit : « Très bien, d'accord, mais vous comprenez, vous n'êtes pas seuls, il y a les autres : les postiers, les douaniers, tous les fonctionnaires qui vont demander la même chose. »

Et voilà comment nos camarades sont battus et comment on n'arrive pas à décoller des minima. Et, au fur et à mesure que vous acceptez l'idée d'un appareil administratif qui s'impose petit à petit, que ce soit au-dessus des fonctionnaires ou assimilés, ou au-dessus du privé — au travers de je ne sais quelle commission supérieure que l'on voit omnipotente, au travers d'un gouvernement d'impuissance qui ne fait rien, vous sapez le mouvement syndical que vous prétendez reconstruire.

Le mouvement syndical peut se sauver, mais il ne peut se sauver qu'au travers de la liberté des salaires. Si vous n'étiez pas capables de faire jouer la liberté des salaires, si vous n'étiez pas capables, individuellement, sur le plan de l'entreprise, régionalement ou autrement, d'arracher des satisfactions dans le cadre contractuel, dans un rapport des forces du travail et du patronat, alors ce serait la fin du mouvement syndical, la fin du régime, et la fin de nos libertés. (Applaudissements.)

# Enquête en Yougoslavie

(Fragments)

« La chance du titisme, né d'un conflit entre deux infaillibilités contradictoires, c'est qu'il ne peut pas se prétendre infaillible. » — J.-P. SARTRE.

La question à résoudre n'est pas tant de savoir où en est la Yougoslavie, mais dans quel sens elle tend.

Il existe là-bas les éléments d'une théorie saine du socialisme, mais inversement la R.F.P.Y. se trouve dans une conjoncture économique et politique analogue à celle qui a conduit l'U.R.S.S. à tomber peu à peu dans la barbarie : un socialisme bâti dans la pauvreté et l'isolement ne peut être qu'un système concentrationnaire. Il est impossible que la Yougoslavie se maintienne économiquement dans sa solitude, également impossible qu'elle en sorte politiquement pour adhérer à l'un ou l'autre des deux blocs. Il est urgent d'aider, sans contrepartie, cette jeune république à transformer ce qui est virtuel en une réalité vivante...

## I. — UNE CONVERSATION POLITIQUE

...Nous sommes venus là avec notre interprète et un jeune communiste non médecin, mais attaché au service de Santé. Il doit être d'origine populaire, malgré ses lunettes de métal doré et son air d'intellectuel, car il ne sait aucune langue étrangère, ce qui signifie là-bas une absence de culture secondaire.

C'est un des futurs dirigeants qui prépare le parti communiste. Son visage, fin et intelligent, suit de près les nuances de la conversation, qu'il s'efforce de rendre courtoise et libre, malgré son penchant à certain formalisme, ou plutôt sa tendance au prosélytisme.

Nous attaquons la discussion de front, en jouant (pour notre part) cartes sur table. Nous sommes des médecins, c'est entendu, mais aussi des socialistes, et même des transfuges du communisme depuis près de quinze ans. Voilà pourquoi nous voudrions tout voir : le meilleur et le pire, les écoles et les hôpitaux, mais aussi les prisons et les usines.

Nous ne cachons pas l'impression de misère et de sourd mécontentement que nous avons eue durant notre voyage de Sézana à Belgrade ; et le contraste entre cet aspect de la vie populaire et l'hospitalité fastueuse qui est notre lot depuis vingt-quatre heures. Le luxe des hôtels pour étrangers et les repas du « Majestic » nous rappellent trop les récits de la vie soviétique vue par les hôtes de l'« Intourist ». Nous sommes venus en camarades, et nous serons honorés d'être traités comme tels.

Les réponses de notre interlocuteur sont dosées et fort habiles, celles d'un excellent élève en marxisme-léninisme. Il reconnaît, implicitement ou formellement, le poids écrasant des administrations et bureaux, celui de l'armée et de la police ; poids particulièrement ressenti dans un pays pauvre.

« Mais, dit-il, c'est une nécessité de notre planification dans l'isolement, et vous avez pu voir déjà que la population exprime ses plaintes librement, sans aucune coercition apparente de la part de cette fameuse police politique « en manteau de cuir » (elle a dû changer de costume, car nous ne verrons pas ces redoutables sbires de la police secrète). Vous avez pu voir aussi que notre armée (trop importante) s'emploie à des travaux de construction, de rou-

tes et de voies ferrées, et n'est pas purement parasitaire. »

Comme tous nos interlocuteurs, il exprime le désir que nous disions en France tout ce que nous voudrions et toute la vérité : on tâchera de satisfaire notre curiosité et notre ambition de tout voir. Et il est vrai qu'on nous donnera toutes facilités, sans compter qu'il est plus aisé de fureter dans un petit pays qu'à travers l'immense Russie.

« Les difficultés du pays, ajoute-t-il, aggravées encore par une mauvaise récolte, tiennent à l'isolement dans lequel il est obligé de se confiner. D'une part, il est en butte aux mesures discriminatoires des pays de l'« Inform-Bureau » (on ne dit pas « Cominform » en Yougoslavie où le parti communiste est au pouvoir). C'est ainsi que nous avons versé à la Hongrie des dollars, pour recevoir des machines-outils, qu'elle ne nous a jamais livrées, faisant fi de la probité commerciale la plus élémentaire. De tels faits, répétés à l'infini et sous les formes les plus diverses, n'ont pas facilité les réalisations du Plan. D'autre part, l'incompréhension des U.S.A. et de l'Occident, surtout dans l'affaire de Trieste, n'a pas préparé une entente, qui certes allégerait notre effort industriel et la reconstruction d'un pays dévasté.

« N'oubliez pas que nous avons eu un million 500.000 morts sur 15 millions d'habitants, et qu'il y a chez nous près de 650.000 orphelins, de père ou de mère. Cependant, vous ne verrez pas un enfant abandonné : partout nous bâtissons des crèches et des maisons d'éducation. Nous sommes tous au travail, comme vous pourriez le constater, aussi bien en haut qu'en bas. »

Et de ce fait, nous aurons plus d'une fois l'occasion de voir que ce n'est pas une caste de paresseux qui dirige le pays.

« Pour vous donner une idée de ce pays martyrisé, regardez dans la banlieue de Belgrade cet ex-camp nazi de *Banitzza*, dont le nom nous est encore douloureux à prononcer : sans compter les déportés qui ne sont jamais revenus, 78.000 citoyens y périrent. Pendant des jours et des jours, les Belgradois ont pu voir passer au fil de l'eau les cadavres des Serbes assassinés par les « oustachis » d'Anté Pavélitch, qui confiaient à la Save le soin de nous apporter ce message ; chaque village de Serbie est marqué par des témoignages du même genre. Inutile de dire qu'à la Libération, des représailles cruelles furent exercées par les partisans, qui venaient de vivre dans les forêts des années épouvantables et avaient vu égorger sous leurs yeux des membres de leur famille.

« Vous avez l'impression d'une crise du régime. Nous en avons vu bien d'autres.

« Sur l'ensemble de notre population, il y a aujourd'hui 700.000 membres du P.C.Y., sans compter les candidats, qui subissent un stage de plusieurs mois ; des millions de membres du Front populaire veillent à l'application de nos nouvelles lois sur les Comités populaires, les collectifs ouvriers, la lutte antibureaucratique... Et notre second emprunt est un succès, malgré les difficultés de la vie quoti-

dienne : c'est le meilleur moyen pour nos dirigeants de jauger le degré de leur popularité.

» Vous souhaitez, dites-vous, de voir notre régime composer avec l'Ouest. Mais, outre la difficulté de troquer en quelques mois une idéologie contre une autre sans tomber dans la pure trahison, n'oubliez pas que nous n'envisageons à aucun prix de servir les plans du capital financier américain. Si nous avons rompu avec l'U.R.S.S. (en fait, pensons-nous, sans oser l'explicitier, c'est plutôt l'U.R.S.S. qui a rompu avec la Yougoslavie), ce n'est pas seulement devant la déception et l'amertume que nous ont causées sa déloyauté sur le plan diplomatique et la tenue arrogante et souvent ignoble des troupes russes. Plus que l'idéologie, c'est l'économie qui a dicté la rupture et le schisme.

» Alors que la R.F.P.Y. consentait à l'Albanie, pays plus arriéré qu'elle, des avantages économiques et des crédits sans contrepartie ; à l'opposé de cette politique presque don-quistotique, l'U.R.S.S. et plus encore ses satellites évolués (Tchécoslovaquie et Hongrie) ont tenté d'exploiter le caractère retardataire de notre pays et sa faible productivité. S'appuyant sur les arguments les plus classiques de l'exploitation capitaliste, les Russes aiment à dire, comme le rappelle notre ministre du Commerce extérieur, Melentje Popovitch : « L'amitié est une belle chose, mais les affaires sont les affaires ». Ce qu'on traduit en serbe par : « Amour pour amour et fromage contre argent ». Grâce au système des sociétés mixtes à demi-participation, grâce à la clause de la nation la plus favorisée, nous étions réduits à la dépendance pour de longues années.

» Mais n'attendez pas de nous que nous passions d'un excès dans l'autre, de la servitude à l'égard de l'Est à la mainmise du capitalisme occidental. Nous ne pouvons accepter d'aide que si l'on n'exige de nous aucune compromission, soit politique, soit économique. Sinon, nous préférons rester seuls. »

Ici, la véhémence politique et la formation stalinienne l'entraînent un peu loin, et lui font peut-être dépasser sa propre pensée :

« Nous pouvons rester seuls, affirme-t-il, et nous industrialiser au prix de bien des souffrances, plutôt que d'être de nouveau dans la situation d'un satellite ou d'une colonie. »

Nous abordons ensuite la question de l'opposition communiste, qui avait prévu la dégénérescence impérialiste de la Russie stalinienne il y a de longues années, alors que l'entourage de Tito était encore stalinien. Après l'avoir assuré que nos critiques n'avaient jamais eu un caractère trotskyste, mais syndicaliste (ce qui paraît l'intéresser et le surprendre), nous le laissons répondre :

« Nos difficultés avec l'U.R.S.S. ne datent pas de la résolution de l' « Inform-Bureau » du 28 juin 1948 ; elles datent de plus loin, de l'année 1943, où l'on a commencé à discuter à voix basse dans le parti. Nous étions alors un petit peuple isolé, dont le chef socialiste (Tito) avait dû se réfugier provisoirement et avec l'aide russe dans l'île de Vis, sous le contrôle de la flotte et de l'aviation anglo-saxonnes ; ce n'était pas le moment, en pleine guerre, de rompre la discipline communiste internationale. Il nous a fallu faire preuve d'opportunisme et masquer nos différends. D'autant plus qu'en 1944, l'U.R.S.S., agitant l'étendard panslave et désirant nous attirer dans son orbite, nous consentait le seul don gratuit que qui que ce soit nous ait jamais fait dans cette guerre : la livraison, pour Belgrade meurtrie et dévastée, de 50.000 tonnes de blé : habile geste qui a contribué à ruiner la popularité des tchetniks de Mikhaïlovitch. Le peuple de chez nous a tourné alors la tête vers l'Est, et nous l'avons suivi... »

En fait, si l'on en croit Louis Dalmas, la livraison de 50.000 tonnes promise ne fut que de 5.000

tonnes de blé... et qui provenaient en réalité de stocks allemands constitués pendant l'occupation du Banat yougoslave. Quoi qu'il en soit, les arguments de notre interlocuteur sentent l' « a posteriori » et ne nous paraissent pas justifier l'attitude contradictoire d'un gouvernement qui maintient encore sous les verrous quelques militants, dont le seul péché politique fut d'avoir eu raison trop tôt.

« Il faut tenir compte également chez nous du problème des nationalités et de l'importance de l'amitié slave traditionnelle. Staline avait promis, en pleine guerre, de ne pas se mêler des affaires intérieures des autres peuples ; nous savons maintenant ce qu'est devenue cette promesse solennelle. Mais nous étions nombreux à l'avoir prise au sérieux, et certains dans le parti gardent encore la nostalgie de ce temps-là. »

Comme nous demandons ensuite s'il n'y a pas de contact possible entre le communisme yougoslave et les éléments les plus progressistes du socialisme occidental, la réponse fut la suivante :

« L'expérience que nous faisons est propre à notre pays, aux conditions dans lesquelles il se trouve ; nous ne travaillons pas pour l'exportation ; nous concevons parfaitement que le socialisme puisse s'instaurer par d'autres moyens dans des pays dont les conditions économiques, l'éducation et les traditions politiques sont différentes des nôtres.

» Ici même, on admet les erreurs, la trop grande rigidité du Plan, les voies multiples du socialisme : c'est déjà, au moins, un pas pour dépasser la doctrine pure et pour toucher de plus près les réalités. Puisque vous vous intéressez plus au sort des vanu-pieds qu'à celui des gens en place, parcourez librement notre pays, et voyez par vous-mêmes si l'on pouvait faire mieux que notre P.C.Y. pour sortir de l'impasse, qui a succédé à la rupture avec l' « Inform-Bureau ». Ce que sera demain, nul ne saurait le prévoir. Sachez, en tout cas, que nous ne tablons pas sur la guerre, ou sur un des blocs, pour résoudre nos terribles difficultés ; il nous faut au contraire des années de paix. »

Il est de fait que la Yougoslavie entière au travail, malgré l'importance numérique de son armée (500.000 hommes, dit-on), n'a rien d'un pays conquérant et querelleur ; elle ne compte pas sur d'hypothétiques instructeurs militaires américains... dont nous n'avons même pas rencontré l'ombre...

## II. — VISITE D'UNE COOPERATIVE

...Nous arrivons bientôt au but de notre promenade : la *Zadrouga de Ventchak*, coopérative vinicole de très notable envergure.

C'est un vaste établissement, agrandi peu à peu depuis la date de sa fondation (depuis 1903), qui contient si nos souvenirs sont exacts près d'une centaine de foudres et barriques de 5 à 9.000 litres ; on ne voit rien de comparable dans la France métropolitaine, si ce n'est les grandes caves de Champagne, de Touraine ou du Bordelais. Pour transporter ces énormes tonneaux, un monte-charge est en voie de construction. L'installation nous paraît moderne ; les travailleurs de la coopérative sont bien vêtus et semblent bien nourris. Chaque travailleur, nous dit-on, est coopérateur, et l'établissement n'utilise aucun employé de l'extérieur.

Dès avant-guerre, c'était un petit Etat dans l'Etat et le président de la *Zadrouga de Ventchak*, un rude vigneron de 1 mètre 95 qui fait honneur à sa maison, nous montre fièrement un foudre de 5.000 litres aux armes de la maison royale : il a appartenu à Alexandre, possesseur de vignes dans la région voisine de *Topola*. Ce roi supportait avec agacement la concurrence de cette coopérative de production, mais « il a bien fallu qu'il s'entende avec nous et

passer par nos conditions : il a finalement été obligé de nous vendre sa récolte plus d'une fois. » On sent toute la fierté de ce vigneron puissant qui se chammaillait avec son roi, tout en se sentant solidaire de la monarchie paysanne.

Aux questions insidieuses de l'un de nous : « Qui fixe les prix ? Doit-on vendre à l'Etat la totalité de la récolte ? Y a-t-il une commission paritaire entre l'Etat et les coopérateurs pour discuter des prix et conditions de vente ? », nous sentons qu'il y a du tirage entre cette coopérative importante et un Etat totalitaire qui impose ses volontés selon les besoins de l'exportation. Cette mainmise des dirigeants de la nation n'est sans doute pas conforme au décret du gouvernement fédéral qui « laisse aux coopérateurs la possibilité de vendre une partie de la production aux prix libres et n'impose des prix contrôlés qu'aux seuls paysans riches isolés », mais il y a loin encore de la théorie à la réalité...

Nous sentons à travers les réponses prudentes de nos interlocuteurs le poids du nouvel Etat sur ces coopératives jadis presque indépendantes ; il est symptomatique à cet égard qu'on favorise les « sovkhosés » plus que les libres coopératives paysannes. E. Kardelj, dans une allocution radio-diffusée du 6 décembre 1945, met déjà les masses en garde contre « les illusions néfastes sur la possibilité d'un Etat « coopératif, c'est-à-dire sur les coopératives en tant que voies et moyens permettant aux masses travailleuses de se libérer de la griffe des spéculateurs et des exploités, et de créer ainsi un ordre économique démocratique ». Cette prise de position est particulièrement importante dans un pays comme la Serbie où le coopératisme a des traditions anciennes et représente une part non négligeable de la production.

Quant au troisième secteur de l'économie paysanne, le secteur privé, les gouvernants essaient de l'écraser sous le poids des impôts progressifs ; mais les prix du marché libre s'élèvent et la lutte promet d'être chaude. Il faut savoir qu'en 1949, 20 % seulement des terres arables étaient sous le contrôle des coopérateurs ou de l'Etat : c'est là qu'on jugera d'ici peu la solidité du régime et l'habileté de ses dirigeants.

Comme nous faisons remarquer que malgré tout l'intérêt que nous prenons à la visite de cette admirable institution datant de 1903 nous eussions préféré voir une entreprise plus jeune, issue du nouveau régime, notre interprète nous explique qu'il n'y a rien de prémédité dans cette visite (et c'est vraisemblable) mais qu'elle plaît beaucoup au corps médical de Belgrade, car on y mange bien (cela, c'est incontestable). Après la prison d'Indja, nous voici donc amenés à visiter un autre établissement modèle de la Serbie.

Le président de la Zadrouga nous cite, parmi ses nombreux hôtes de marque étrangers, le président Wallace et divers illustres « progressistes » ; il en profite pour s'étendre sur un thème pacifiste et internationaliste élémentaire, qu'on croirait sorti de la bouche d'un métayer français de 1918.

Notons que c'est une de nos voitures qui apporte le pain nécessaire à la vingtaine de convives que nous sommes ; le pain est un produit strictement rationné, même à la campagne.

Nous partageons une sorte de « repas de machine », sur une grande table paysanne. Ce peuple, grand buveur, gros mangeur, poète et musicien, a voulu nous donner une idée de la vie serbe d'hier. L'apéritif, c'est l'immanquable et appréciée « schlivovitzza » ; puis un muscat blanc, sec et des plus traités, qu'accompagnera bientôt un bon vin rouge, commanderont l'ordonnance de ce festin ; on verse le vin, non seulement dans nos verres particuliers, mais dans le grand hanap d'un litre, cher au paysan

vigneron de partout, qui passe de main en main et ponctue chaque toast. Chacun de nous est encouragé à boire par ce grand diable de paysan, qui est une publicité vivante pour le vin et la bonne chère...

Nous profitons de cette joyeuse ambiance pour prendre à part un médecin, responsable de l'appareil du parti, dont la belle tête léonine rappelle celle de Dimitrov. Comme il nous demande si nous sommes satisfaits de ce que nous avons vu depuis notre arrivée à Belgrade, nous lui répondons :

— Il y a du bon et du mauvais, mais le peuple serbe est étonnamment sympathique.

— Dites seulement toute la vérité en Occident, sur le bien comme sur le mal. Vous êtes là pour observer, et il me paraît inutile de vous servir une propagande stéréotypée et peu efficace. Vous apprécierez par vous-mêmes que chez nous on ne peut séparer le patriotisme de l'esprit révolutionnaire.

Et, de fait, nous commençons réellement à admettre que ce patriotisme, toujours présent, est une réalité vivante, comme chez nous en 1789, et n'a rien de commun avec un chauvinisme réactionnaire (ce que les Serbes apprécient dans la France, c'est aussi cet esprit de liberté et de progrès, quoi qu'en pense le quai d'Orsay). La lutte de la forêt a trempé des militants, de toute origine sociale, vivant côte à côte dans l'épouvante et la quotidienne souffrance ; il est plus facile de comprendre dans ces conditions que les accusations du Kominform n'aient pas « mordu » sur un peuple qui a coudoyé de si près ses dirigeants, durant quatre années tragiques.

« Vous verrez chez nous des gens qui travaillent chacun dans son domaine ; c'est ainsi que nous construirons, à travers mille difficultés, un socialisme libre. Nous ne menons aucun tapage théorique autour de la dictature du prolétariat ; nous préférons les faits aux mots, l'industrialisation et les hôpitaux neufs aux considérations théoriques sur le trotskysme et le stalinisme ; notre loi sur les collectifs ouvriers et nos comités populaires seront plus constructifs dans leurs effets qu'une foule de beaux discours.

» Certes, les difficultés nous assiègent de toute part ; comme vous le remarquez, nous sommes au bord du pire et du meilleur ; et surtout, depuis la rupture avec l'« Inform-Bureau », nous sommes tragiquement seuls. Mais nous ne voulons pas de n'importe quelle aide de l'Amérique ; nous attachons plus d'importance à l'aide spontanée venue d'en bas : des peuples d'Occident et des brigadistes étrangers, qu'à celle des financiers de tout poil. Certes, nous avons un besoin pressant de machines américaines : tout dépend des conditions qu'on mettra à cette aide. Vous savez déjà qu'en plus de la semaine légale de 48 heures, nous sommes tous astreints par le faible rendement de l'industrialisation à faire un travail « volontaire », payé théoriquement avec une surprime de 50 %. Vous l'avez déjà noté, on ne peut vivre avec un salaire de 48 heures, et je ne vous ferai pas « à la russe » un dithyrambe sur les bienfaits du travail « socialiste » des oudarniks. Admettez avec moi que la faible productivité et l'absence de machines justifient bien des sacrifices. »

Comme nous lui rappelons l'article 27 (1 Ch. 5) de la Constitution, qui garantit : « la liberté de la presse, de parole, d'association, de rassemblement, de réunions publiques et de manifestation », il reconnaît d'assez bonne grâce qu'il s'agit là de mesures idéales pas encore entrées dans les mœurs, et que le droit de grève ou même de libre discussion à l'atelier est inconcevable pour l'heure présente, où le souci majeur des masses est la lutte pour le pain quotidien. Le « dépérissement de l'Etat » est pour demain, mais pour quand est ce « demain » ?

« Nous faisons pour le mieux, à travers une mer

d'erreurs et d'injustices, pour perfectionner notre socialisme avec les moyens du bord et pour apprendre aux masses le goût du self-gouvernement et de l'initiative qui vient d'en bas et qui est seule féconde. Nous ne sommes qu'au début de la tâche, et il est incontestable que les soucis quotidiens étouffent chez la plupart des hommes qui souffrent et peinent toute autre préoccupation. Nous pensons que la nouvelle génération profitera mieux de notre effort... Il faut tenir ! »

Nous l'entreprenons aussi sur les sabotages, en particulier sur celui de la raffinerie de pétrole, dont on a beaucoup parlé en Occident :

« Les sabotages de l'intérieur sont négligeables et ne compromettent pas l'application du Plan : vous pourrez vous en convaincre par vous-mêmes, en visitant nos usines, en voyageant. Il est exact qu'il y eut une tentative cominformiste contre notre nouvelle raffinerie, sans aucune conséquence grave d'ailleurs. Mais inversement, je m'étonne que vous n'ayez pas entendu parler en France d'une action autrement grave des agents de l'Inform-Bureau, survenue le même jour : ils ont réussi à couler notre seul bateau de luxe « Le Partisan », qui faisait les grandes croisières, et même l'Australie.

« Ce qui nous préoccupe beaucoup plus que les agissements sporadiques de l'Inform-Bureau, c'est la question paysanne, surtout en Serbie, pays de petite propriété, et qui a secoué le joug turc depuis 1814. Heureusement, les paysans serbes restent quand même attachés à l'effort d'unité nationale du gouvernement. Et par ailleurs, les Russes n'ont raté aucune maladresse, durant leur « occupation » : en 1946, ils ont déporté en Sibérie près de 100.000 de nos paysans serbes, pour refus de livrer du fourrage à l'armée rouge. »

Nous n'osons pas lui demander combien de paysans de la *Choumadia* ont été emprisonnés depuis par Tito, pour refus de prestations...

### III. — L'OPINION D'UN YUGOSLAVE

...Pour l'instant, nous marchons sous un soleil accablant, en quête d'un coin tranquille et propre où nous puissions nous baigner sans déplaisir. Après avoir dépassé les dernières maisons, nous trouvons notre affaire au bout de deux ou trois kilomètres (nous avons laissé notre interprète à l'hôtel et elle s'occupait à prendre contact avec le service de Santé et le corps médical de l'endroit). Nous nous arrêtons sur une honorable plage de galets sur laquelle une vingtaine de personnes sont égaillées ; nous dégringolons joyeusement à travers les rochers.

Nous étions installés depuis peu lorsqu'un homme d'une trentaine d'années, qui a repéré que nous parlions français, s'approche de nous et entame la conversation. On parle de choses et d'autres, de la pluie (ou plutôt de l'absence de pluie), des requins qui croisent au large, de Dubrovnik et de Split ; puis, très vite, nous en arrivons à l'essentiel.

Nous sympathisons d'emblée avec notre interlocuteur qui, manifestement, s'intéresse au but de notre voyage, autant que nous nous intéressons à la situation et au sort de la Yougoslavie. Et, comme s'il nous connaissait de longue date (mais il a l'air perspicace, il a bien connu les milieux syndicalistes français, et nos conceptions hérétiques du respect révolutionnaire de la personne humaine ne lui sont pas étrangères ; de plus, les quelques propos que nous avons échangés lui ont déjà permis de nous situer ; — et puis le grand soleil, la nage en commun, abrègent les étapes), il s'ouvre à nous avec une confiance entière :

« Vous avez vu, vous verrez encore nos magnifiques efforts. Mais l'envers du décor, vous le décèlerez moins aisément. Ne me prenez pas pour un cominformiste ou pour un ennemi du régime : si

je l'étais, je ne vous en ferais pas mystère ; et surtout, je vivais à l'étranger sans difficultés ; mais j'ai voulu revenir ici, pour voir ce qu'on y faisait, pour y participer. Et maintenant, je souffre, comme tous mes compagnons qui ont connu l'Occident. Je ne me plains pas d'un sort que j'ai cherché, et je suis heureux d'apporter ma contribution à une expérience étonnante. (C'est un spécialiste de l'industrie, d'origine ouvrière.)

« Comme tous les régimes, le nôtre a ses profiteurs et ses escrocs, mais il serait vain de se lamenter et injuste de déprécier le côté positif de l'expérience. J'ai pu voir à Belgrade des officiers supérieurs occuper une immense villa, alors qu'on loge à trois ou quatre dans la même chambre ; mais j'ai vu aussi (et vous en verrez) de splendides maisons ouvrières dans tous les coins du pays, qui vont transformer la condition de ce peuple. Mon court séjour en Serbie m'a permis d'apprendre les slogans populaires ; on dit couramment « le quartier monténégrin » pour parler des beaux quartiers d'habitation où logent les dirigeants civils et militaires, car le petit peuple monténégrin, avec son agilité, sa faconde, mais aussi sa volonté et son intelligence, occupe beaucoup de postes importants dans le parti, malgré son petit nombre (ils sont à peine 250.000).

« On dit aussi chez les paysans de vieille Serbie, qui sont des gens « superbes » et très attachés à leurs prérogatives de petits propriétaires, « les Monténégrins sont au pouvoir et les Serbes en prison », ce qui est profondément injuste mais qui traduit, comme tous les bons mots, l'agacement d'une population ironique écrasée par les soucis quotidiens. C'est aussi que ce sacré problème des nationalités empoisonne l'atmosphère : il est en voie de solution, grâce au fédéralisme, mais est loin d'être compris par les masses, un peu comme la question juive en France, avant 1939. »

Nous ne saurons pas si notre interlocuteur benévole est juif ou dalmate, la confusion demeure possible. Nous lui répondons que notre expérience des différentes nationalités n'est pas encore complète, qu'à Belgrade nous avons rencontré des Serbes et des Monténégrins qui vivaient en parfaite intelligence, et que l'homme le plus haut placé que nous ayons approché, le Dr Djoukanovitch, s'il est effectivement du Monténégro, non seulement nous avait conquis par sa lucide intelligence et sa simplicité, mais semblait aussi avoir gagné le cœur de tous ceux avec qui il travaillait, qu'ils fussent Serbes, Bosniaques, Dalmates, — ou même Croates, puisqu'une de nos deux interprètes se trouve être précisément Croate. Notre interlocuteur reprend alors :

« Il serait malhonnête d'exagérer l'importance des abus de quelques profiteurs du régime. La véritable plaie est ailleurs : ce dont nous souffrons beaucoup, ce sont des lenteurs d'une bureaucratie gigantesque. Dès qu'on veut faire quelque chose qui n'est pas expressément prévu par le plan, il faut s'adresser à six commissions compétentes (ou soi-disant telles) ; mieux vaut passer par-dessus leur tête et s'en tirer par une combine : c'est plus rapide et plus efficace. »

Nous répondons à ces remarques en soulignant que l'effort du pays n'en est que plus admirable ; nous parlons en particulier des grands travaux de *Yablanitza* ; et nous nous attardons un peu sur le camp de prisonniers, que nous aurions mieux aimé visiter que la prison d'*Indja*, établissement modèle pour étranger de passage. Alors notre ami de rencontre reprend la parole et nous apprend justement ce que nous avions le plus à cœur de savoir :

« Moi aussi, j'ai été arrêté, quand je suis revenu dans mon pays. Oh ! je n'ai pas été maltraité (et

personne ne l'a été autour de moi). mais je suis resté plus de six mois dans ma cellule, au secret complet et sans même voir un avocat, simplement parce que j'avais franchi la frontière pour venir servir mon pays.

» On vous montrera peut-être des citoyens jugés qui purgent leur peine dans un camp de travail, mais je doute qu'on vous laisse voir ce prolétariat des prisons ; les gens en instance de jugement.

» Au reste, tout le monde le sait ; ce n'est pas un secret que je trahis. On vous laisse facilement moisir pendant le temps que dure l'instruction. C'est plus de la négligence qu'autre chose, mais vous comprendrez mieux pourquoi certains de mes compatriotes n'aiment pas prononcer le nom de Rankovitch.

» On considère « a priori » comme suspect tout homme qui vient de l'étranger, sans mission ou recommandation officielle, parfois avec de bonnes raisons. C'était surtout vrai il y a deux ans, au moment où j'y étais. Il semble qu'actuellement, pour des motifs d'opportunité, le régime s'humanise et que la police politique soit plus contrôlée. En tout cas, je puis vous dire que j'ai vu en prison un couple, qui pourtant ne venait pas de l'étranger, et qu'on a libéré après un an de prévention, en déclarant que l'arrestation était la conséquence d'une erreur... Ils avaient été pris dans une rafle, par hasard. »

Ces faits, vrais ou arrangés, méritent qu'on rappelle l'article 28 (I. Ch. 5) de la Constitution de la R.F.P.Y. :

« L'inviolabilité de la personne du citoyen est garantie. Nul ne peut être détenu préventivement « plus de trois jours (nous soulignons) sans décision écrite et motivée du tribunal ou du procureur public. Le délai maximum de détention préventive est fixé par la loi. »

Il est bon de remarquer que toutes les polices politiques ont leurs mystères, surtout durant les périodes troublées, et dans un pays qui a répudié le stalinisme depuis peu. Cependant, l'histoire de ce citoyen yougoslave nous semble d'autant plus bouleversante qu'il a conclu ainsi :

« Tout ce que je viens de vous dire est l'expression de la plus stricte vérité. Mais tout ce qu'on vous montrera de bien, tout ce qu'on fait pour l'enfance, l'habitation, la reconstruction, l'industrialisation, n'est pas moins authentique. A vous de peser l'ensemble et de conclure. Moi je reste ici, et je suis heureux d'y travailler pour mon pays. »

Un citoyen qui a le mal du pays accepte d'étranges solutions ; mais celui-ci nous a paru un honnête homme et, sans vouloir nuire à la R.F.P.Y., nous avons le devoir de relever ce témoignage, qui ne confère que plus de poids aux éloges que nous faisons ailleurs.

Comme l'après-midi s'avancait, nous dûmes nous séparer de cet intéressant compagnon, en lui souhaitant bonne chance, à lui et à sa patrie. Le besoin de parler franc, en Yougoslavie, nous a paru plus d'une fois passer avant la peur de l'U.B.D.A.

J.-D. MARTINET.

## La Yougoslavie va-t-elle vers la liberté ?

Le correspondant à Belgrade du *New York Herald*, Gaston Coblenz, donne dans le numéro du 31 octobre de son journal d'intéressants détails sur une discussion qui s'est instituée dans les « hautes sphères » du parti communiste yougoslave et dont les conséquences peuvent être considérables.

Ajoutons qu'un camarade de la R.P., qui est allé récemment en Yougoslavie, et qui a eu l'occasion de causer assez longuement avec un communiste « du rang », a été frappé de ce que celui-ci se montrait partisan d'une libéralisation du régime, et il semblait bien que ce ne lui était pas là une opinion seulement personnelle.

Voici les principaux passages de l'article en question :

*Une discussion s'est instituée récemment parmi les communistes yougoslaves, dans la presse du maréchal Tito, et aussi par derrière la scène, sur la question du droit de critique à l'égard des hautes sphères du parti...*

*Sont impliqués dans l'affaire l'un des écrivains communistes les plus connus, Branko Copic, âgé de 38 ans, et le rédacteur culturel de Borba, l'organe officiel du parti, nommé Dushan Popovic, homme qui approche de la trentaine. On rapporte que ces deux hommes avaient été personnellement très amis, jusqu'à mardi dernier, jour où le rédacteur de Borba dénonça M. Copic comme un « calomniateur » et un « petit bourgeois » qui vilipendait le communisme yougoslave. Cette attaque était due à trois articles que M. Copic avait écrits pour la presse communiste de Belgrade, dans lesquels il s'élevait contre la vie luxueuse et snobinarde des hauts fonctionnaires du parti, et où il allait même jusqu'à critiquer les activités de l'UDBA, la police secrète de Tito.*

*Le jour où parut l'attaque de M. Popovic, on considéra généralement que M. Copic filait un mauvais coton et qu'il serait probablement expulsé du parti. Beaucoup de Yougoslaves, y compris des communistes du rang, pensaient que cela signifiait la fin du cours récemment inauguré vers l'octroi d'une certaine liberté au sein de la presse titoïste...*

*Mais l'estimation du sort qui était réservé à M. Copic s'est montrée inexacte. On rapporte que non seulement il n'a pas été expulsé mais qu'il est en train de mettre la dernière main à une réponse à l'attaque dont il a été l'objet, et que cette réponse pourrait bien être publiée par le même journal que*

*celui où a paru l'attaque, c'est-à-dire le principal organe littéraire du pays, Knjizevne Novine...*

*On rapporte, d'autre part, que cette affaire a suscité une émotion considérable dans les hautes sphères du parti où un camp soutient M. Copic et le droit de critique, tandis que l'autre demande sa tête. Tous les deux sont en force.*

*Le groupe qui est derrière la critique affirme que la dénonciation dont il a été victime est typique de cette sorte de communisme « conformiste » dont le maréchal Tito entend s'éloigner. L'attaque sur M. Copic est qualifiée de « contre-révolutionnaire », terme qui est appliqué maintenant à beaucoup des pratiques du Kremlin, que le maréchal Tito accuse de trahir Marx et Lénine. Un des principaux chefs du parti a, paraît-il, déclaré que le seul reproche qu'on pouvait faire aux critiques de M. Copic sur les excès commis est qu'il n'avait pas été assez loin.*

*Par contre, l'autre groupe, celui qui réclame la tête de M. Copic, l'accuse d'avoir contrevenu à la discipline du parti. Un membre du Comité central, âgé de 63 ans, aurait déclaré que, s'il en avait le pouvoir, il ferait exécuter M. Copic...*

*A beaucoup d'égards, cette dispute rappelle celles sur le libéralisme qui eurent lieu au cœur même du parti communiste russe dans les années 20, et qui se terminèrent par le triomphe du stalinisme. Il est peut-être trop tôt pour pronostiquer de quelle manière ce conflit intérieur se résoudra, bien qu'il soit difficile pour le camp libéral de l'emporter sans que cela entraîne un changement fondamental dans le régime.*

# LES SLAVES DU SUD déchirés entre l'Est et l'Ouest

*On apprenait au début du mois dernier que trois communistes importants de Yougoslavie, Zigitch, Brkitch, Opatchitch, membres du bureau politique ou du Comité central du parti communiste de Croatie, ainsi que du gouvernement croate, venaient d'être exclus du parti et privés de toutes les fonctions officielles, parce que « kominformistes ».*

*Or ces trois hommes sont des Serbes, appartenant à la minorité ethnique serbe de Croatie. L'article que nous publions aujourd'hui est un extrait, fait par nous, de la partie finale d'une étude de Ciliga sur : « l'Elément national dans l'évolution du parti yougoslave ». Cette étude a été écrite peu avant ces expulsions et en éclaire les raisons profondes.*

Les Slaves du Sud comprennent toute une série de peuples dont les principaux sont, en allant de l'Ouest à l'Est : les Slovènes, les Croates, les Monténégrins, les Serbes, les Macédoniens, les Bulgares. Que ces peuples soient renfermés dans les limites d'un même Etat, comme ceux de la Yougoslavie, ou qu'ils constituent un Etat indépendant comme les Bulgares, leurs luttes pour la prééminence des uns sur les autres est l'une des caractéristiques de l'histoire des Balkans depuis la disparition de la domination turque, et elles expliquent même pour une large part les vicissitudes des partis communistes de cette région ; ce n'est qu'à leur lumière qu'on peut comprendre et le schisme de Tito avec Moscou et les difficultés rencontrées présentement par Tito.

\*\*\*

On sait maintenant que le conflit entre les communistes de Belgrade et ceux de Sofia remonte à 1944-1945, c'est-à-dire aussitôt qu'on commença à discuter la question de l'union de tous les Slaves du Sud, notamment celle des peuples de la Yougoslavie proprement dite avec les Bulgares. Les chefs communistes de Belgrade, qui étaient les défenseurs de l'hégémonie serbe (bien que Tito, personnellement, soit d'origine croate), demandaient à ce que la Bulgarie devienne, en fait, une vassale des Serbes, tout comme l'étaient déjà la Macédoine, la Croatie, etc. ; les Bulgares, par contre, demandaient que l'unification se fasse sur la base de l'égalité entre les deux Etats ; ils ne voulaient point d'un Etat qui ne soit qu'une « Grande Serbie », ce que Belgrade refusa.

Ainsi, on vit réapparaître, ou plutôt se maintenir, entre 45 et 48, soit en pleine ère de « démocraties populaires » et sous des gouvernements communistes, les vieux antagonismes nationaux.

La rébellion de Tito ne sembla tout d'abord qu'accentuer l'antagonisme bulgare-serbe, mais, actuellement, après deux années de conflit entre Belgrade et Moscou, un nouveau processus se dessine. Il existe dans le bloc dirigeant de Belgrade une crise interne qui provient de l'existence en son sein de deux tendances opposées : la tendance « occidentaliste » des Yougoslaves occidentaux (Slovènes, Croates et une partie des Monténégrins), presque tous d'origine catholique et ayant appartenu à l'ancien empire d'Autriche — et la tendance antioccidentale, pour ne pas dire encore pro-orientale, des Yougoslaves orientaux, de religion orthodoxe : Serbes, Monténégrins, Macédoniens.

Il est frappant de constater que, lorsque le conflit se produisit, tous les chefs actifs de l'opposition antititiste et promoscovite furent des orthodoxes : Serbes et Monténégrins. (L'unique Croate en vue, Hebrang, qui s'opposa à Tito avait cherché l'aide de Moscou, non pas à propos de la politique antirusse de Tito, mais, bien avant le conflit de 1948, à cause de la connivence de Tito avec la tendance grand-serbienne.)

Avec le temps, la réserve des communistes d'origine orthodoxe à l'égard de Tito, des Serbes tout particulièrement, est devenue encore plus grande. Aujourd'hui, on n'entend presque pas d'autres voix de communistes serbes que celle de Mosa Pijade, qui est un Juif, donc non orthodoxe d'origine.

Si Tito, si le gouvernement de Belgrade n'accentuent pas leur rapprochement avec l'Occident, bien que ce rapprochement, sans menacer sérieusement leur régime économique intérieur, le renforcerait plutôt, et renforcerait surtout aussi leur position internationale et leur situation à l'égard de Moscou, c'est que Tito a peur de l'opposition montrée par les communistes serbes et orthodoxes au rapprochement avec l'Occident, et que c'est sur eux que jusqu'à hier il s'est principalement appuyé.

\*\*\*

D'où vient cet entêtement antioccidental des communistes serbes ? De leur fidélité au « communisme », au « marxisme-léninisme », ainsi qu'on le prétend ? Ce serait surestimer la valeur de l'idéologie que d'accepter pareille explication. Les vraies raisons sont d'ordre beaucoup plus pratique.

Envisagée du point de vue national, la révolte de Tito contre Moscou était un effort fait pour maintenir la supériorité des Serbes sur les Macédoniens et les Bulgares (Moscou ayant décidé après 1945 de faire de ces derniers ses protégés), ainsi que la souveraineté de la Serbie-Yougoslavie vis-à-vis de l'U.R.S.S.

Mais le rapprochement avec l'Occident, sans menacer la souveraineté yougoslave, menacerait et rendrait même impossible le maintien de cette suprématie toute artificielle que se sont attribuée les Serbes à l'égard des Croates, ainsi que la continuation de la persécution de l'Eglise catholique en même temps qu'on favorise, au moins indirectement, l'Eglise orthodoxe.

Je ne veux pas dire que ce changement, capital du point de vue intérieur, se produirait par la volonté et de par l'intervention directe des puissances occidentales. Non ! mais il serait la conséquence inévitable du changement survenu dans le rapport des forces entre les différents peuples yougoslaves. De même que l'alliance avec la Russie, orientale et orthodoxe, contribuait à l'élan, à l'activité, à la prépondérance des Yougoslaves orientaux et orthodoxes, de même le rapprochement avec l'Occident donnerait de l'assurance et relèverait le tonus chez les Yougoslaves occidentaux et catholiques, chez les Croates en premier lieu. C'est pour maintenir la grotesque situation qui règne en Bosnie, où 56 % de la population est tenue comme nationalité hors la loi, parce qu'elle n'est pas serbe, et celle qui règne en Croatie où la minorité serbe (17 %) gouverne seule, grâce à l'appui de Belgrade et en s'aidant de quelques Quisling croates (recette du roi Alexandre), que les communistes serbes demandent que si l'on ne

peut être « avec » Moscou, on reste du moins aussi éloigné de l'Occident qu'on l'est de l'Orient. La « rigidité communiste » n'est qu'un prétexte pour continuer la politique anachronique, mais traditionnelle en Yougoslavie et dans les Balkans, de la suprématie d'un peuple sur les autres.

Au temps de l'alliance avec Moscou, le patriarche de Serbie pouvait adresser des louanges, au congrès panslave de Belgrade, à la « Petite Mère », la Russie, cependant que l'archevêque de Croatie était à ce moment même dans la prison de Zagreb, cela correspondait à merveille à la situation de l'époque; aujourd'hui qu'on est à distance égale de Moscou et de Washington, le patriarche se tait et l'archevêque continue à être emprisonné (malgré les huit mille prisonniers politiques libérés l'an dernier par le généreux ministre de l'Intérieur, Rankovic) et cela tient encore, mais qu'on se rapproche un peu plus de l'Occident, sur quel argument pourra-t-on alors s'appuyer pour continuer à persécuter l'Eglise catholique seule ? (Soit dit en passant, Stepinac, l'archevêque de Zagreb, fut, au cours de la première guerre mondiale, soldat volontaire dans les unités yougoslaves du front de Salonique contre l'Autriche et l'Allemagne; dans la dernière guerre, ses sentiments antiallemands étaient notoires, et son propre frère fut pendu par les Allemands.)

La crise de l'hégémonie serbe est le noyau central de la situation yougoslave actuelle. Moscou a voulu restreindre la puissance serbe à son propre bénéfice et à celui de son vassal le plus proche, la Bulgarie. Tito a répondu par la révolte. Belgrade et la Serbie, dans leur ensemble, ont soutenu cette révolte, puisqu'elle avait pour but de défendre leurs privilèges, mais en regrettant le conflit.

La violente réaction de Moscou, contre les schismatiques, a obligé le gouvernement de Tito à chercher un soutien auprès des éléments et des gouvernements démocratiques de l'Occident, ceux-ci ne lui demandant rien d'autre que de résister à la pression impérialiste de l'U.R.S.S. Mais voici que les conséquences d'un rapprochement avec l'Occident se présentent comme risquant d'être une menace pour l'hégémonie serbe, non plus de la part des Bulgares et des Macédoniens, comme au temps de l'union avec Moscou, mais de la part des peuples de la région opposée; les Yougoslaves de l'Ouest, Croates et catholiques.

\*\*

La crise s'accroît, car on sent l'impossibilité de tergiverser indéfiniment. L'artificielle hégémonie serbe qui s'est instituée, avec l'aide de Moscou, en 1945, ne peut plus durer, si elle n'a pas l'appui d'une grande puissance, sous le poids à la fois de la pression bulgare-macédonienne, à l'Est, et de celle croato-catholique, à l'Ouest. Il faut faire des concessions aux uns ou aux autres.

Il y a suffisamment de symptômes, de faits même, qui montrent que Tito et ses proches collaborateurs, Croates, Slovènes et Monténégrins, se refusent à faire des concessions à Moscou. Mais d'autres intentions se décèlent chez les amis serbes de Tito. Chez ceux-ci l'on se demande si, étant donné que les concessions sont devenues inévitables, il ne vaut pas mieux les faire à la Russie communiste, slave, orthodoxe, plutôt qu'à l'Occident capitaliste, anglo-saxon, catholique. A tel point l'hésitation est grande, on le voit par le fait que l'Eglise orthodoxe serbe demeure neutre dans le conflit de Tito et de Moscou; elle, qui soutenait si activement, les années précédentes, la collaboration de Belgrade avec Moscou, se tait aujourd'hui.

Les deux subconscious, l'oriental et l'occidental, qui existent chez les hommes du cercle dirigeant de Tito, et qui sont demeurés latents jusqu'au

conflit avec Moscou, se manifestent maintenant et s'opposent l'un à l'autre, menaçant ainsi l'existence même du régime.

C'est sans doute le subconscient occidental de Tito, son origine croate et catholique, qui est à la base de son refus de capituler devant Moscou et l'a rendu capable de tenir tête à Staline. On a tout lieu de supposer que le conflit Belgrade-Moscou ne serait jamais allé aussi loin si le chef de l'Etat communiste yougoslave avait été un Serbe et non un Croate.

Cet aspect de la situation respective des différents éléments ethniques yougoslaves peut paraître à l'Européen d'Occident comme quelque chose de tout à fait inattendu, car on a contracté l'habitude de juger les Yougoslaves, d'une façon passablement superficielle, d'après leur comportement dans les deux guerres mondiales, en oubliant de prendre en considération le fait que les Serbes ont été les alliés de l'Europe occidentale et de l'Amérique, non pas directement, mais seulement parce qu'alliés de la Russie. Les Croates qui, au contraire, penchèrent dans les deux guerres, en bonne partie, sinon même en majorité, vers l'Europe centrale (Autriche et Allemagne) et qui, en tout cas, n'ont jamais été dans leur totalité du côté de la Russie, sont encore moins du côté russe, aujourd'hui, que l'U.R.S.S. s'oppose à l'Occident tout entier. Tito lui-même a été durant la première guerre mondiale un sous-officier autrichien et, bien que prisonnier de guerre en Russie depuis 1915 et ouvrier libre dans ce même pays depuis 1917, il ne se rallia aux bolcheviks qu'en 19-20, après l'écroulement de l'empire autrichien.

\*\*

Les bruits que répand parfois la presse internationale de pourparlers entre Belgrade et Moscou en vue d'une réconciliation peuvent bien avoir pour origine les hésitations des communistes serbes. On ne peut pas considérer comme impossibles des pourparlers entre les Serbes et Moscou. Le fait que Radio-Moscou et la presse kominformiste se taisent depuis un certain temps sur le problème macédonien peut même être un signe que Moscou entend faire miroiter aux yeux des Serbes l'espoir de concessions dans cette question macédonienne qui leur tient tellement à cœur, s'ils « redressent » leur politique envers la Russie et le bloc oriental. L'automne dernier, c'était Tito lui-même qui avait mentionné, en refusant catégoriquement de l'accepter, la proposition en provenance évidemment de Moscou, tendant à une solution pacifique du conflit par son abdication volontaire, son départ du pays avec ses proches, et la remise « pacifique » du pouvoir aux kominformistes, aux « neutres » et aux non-compromis.

Que cette proposition soit faite de nouveau et que, si Tito la refuse encore, une conspiration ait même lieu pour le supprimer, c'est là une hypothèse qui n'est pas à exclure.

Il reste encore une troisième et véritable solution: que Tito et la majorité des dirigeants du parti communiste yougoslave comprennent qu'ils ne peuvent tenir tête à la longue aux intrigues et aux pressions du Kremlin s'ils ne résolvent pas, une bonne fois pour toutes, les éternelles querelles intérieures nationales, en liquidant l'oppression de certains peuples par d'autres et en instituant une égalité réelle entre tous les Slaves du Sud, notamment entre les Serbes et les Croates d'un côté, entre les Serbes et les Bulgares, les Serbes et les Macédoniens, les Serbes et les Albanais de l'autre côté. L'homme d'Etat yougoslave qui fera cela sera le vrai grand homme politique de notre pays. Tout le reste ne dépasse pas le cadre d'épisodes héroïques, cruels, stériles — le pittoresque sauvage des Balkans.

A. CILIGA.

## Un effort allemand de recherches et de discussions libres

*Le texte que nous présentons ici est la traduction d'un exposé fait à Paris, devant un petit cercle de camarades, par l'un des principaux rédacteurs de la revue : « Pro und Contra » (Pour et Contre) paraissant mensuellement à Berlin.*

*N'ayant pu assister à la discussion qui a suivi l'exposé du camarade Schloemer, je me contenterai de noter l'essentiel d'une brève conversation avec celui-ci.*

*Si la plupart, sinon tous les rédacteurs de « Pro und Contra » sont marxistes, leur groupe et leur revue sont ouverts à la discussion avec tous ceux qui, dans le mouvement ouvrier, se préoccupent de le voir reprendre l'initiative de la lutte. Le climat de discussion libre qu'ils veulent entretenir au sein du mouvement ouvrier allemand ne saurait nous laisser indifférents. Non plus que leur juste méfiance à l'égard des états-majors trop officiels et leur souci correspondant de ne pas limiter leur champ d'étude, leur champ d'action et leur diffusion à la seule Allemagne.*

*En prenant contact avec certains camarades de la R.P. lors de son bref passage à Paris, le camarade Schloemer a vivement insisté sur l'intérêt d'un échange d'articles, de liaisons régulières par échange des revues, etc...*

*Il répéta plusieurs fois que le groupe des rédacteurs et des lecteurs de « Pro und Contra » n'est ni une secte, ni une chapelle, ni un groupe politique organisé. Il ne s'agit que d'un groupe d'étude uni par le commun désir de contribuer à réorienter le mouvement ouvrier allemand et participer ainsi à la renaissance du mouvement ouvrier international. — G. W.*

### L'EXPOSE DU CAMARADE SCHLOEMER

C'est un fait que le nazisme a fait subir à la classe ouvrière allemande la plus grande défaite qu'ait connue le mouvement ouvrier international.

Et c'est aussi pourquoi les travailleurs allemands ont besoin d'être soutenus par l'ensemble des travailleurs des autres pays.

Mais nous sommes convaincus que la classe ouvrière allemande ne tardera pas à contribuer d'une manière non négligeable au développement du mouvement ouvrier international. Et cela, croyons-nous, pour deux raisons principales :

1.) Son contact direct avec le stalinisme en action lui a valu, à l'encontre de ce qui se passe dans d'autres pays, d'être édiflée beaucoup plus tôt au sujet de l'URSS. Et c'est ainsi qu'aujourd'hui les travailleurs allemands se détournent complètement du stalinisme. On peut en voir une manifestation évidente dans l'échec total du P.C.A. en Allemagne occidentale. Je dirai tout à l'heure ce qu'il en est en Allemagne orientale.

2.) La deuxième raison qui permet d'escompter une importante contribution du mouvement ouvrier allemand au développement du mouvement ouvrier international nous la voyons surgir à l'autre pôle.

Grâce à l'aide américaine, le capitalisme allemand a connu une restauration extraordinairement rapide.

Mais pour consolider sa position et combler les pertes dues à la guerre, le capitalisme allemand doit plus que jamais intensifier son exploitation de la classe ouvrière. C'est ainsi qu'il a pris l'initiative de la lutte des classes en Allemagne occidentale et contraint les ouvriers à l'engager à son tour. Sous l'aiguillon capitaliste, la classe ouvrière allemande est peu à peu sortie de sa léthargie consécutive à l'écrasement nazi.

Là encore, les preuves sont évidentes : vous connaissez les mouvements de grève qui viennent de se dérouler en Allemagne occidentale et aussi la vaste campagne qui se poursuit en faveur de la participation des travailleurs à la direction de la vie économique.

Comment se traduit ce réveil du mouvement ouvrier allemand sur le plan politique ?

Nous avons vu qu'il rejette les solutions staliennes.

Est-ce à dire qu'il rallie pour autant le PSA ?

C'est un fait que la majorité de la classe ouvrière allemande n'a plus confiance dans le PSA. Les succès remportés aux élections par celui-ci sont très relatifs. Lors des élections de 1948, il y avait 7 millions d'abstentionnistes, et les études statistiques ont démontré que sur ces 7 millions, il y avait 4 millions de voix ouvrières qui ne s'étaient pas exprimées.

Pour notre part nous n'en tirons pas la conclusion qu'un nouveau parti politique s'impose : je reviendrai tout à l'heure sur cette question.

Dans la situation actuelle de l'Allemagne occidentale, que représentent notre revue et le petit groupe de camarades qui l'animent ?

Pourquoi cette revue et d'où vient qu'elle connaisse aujourd'hui seulement un certain succès ?

Durant le régime nazi, les militants socialistes et communistes restés en Allemagne, dans la mesure où ils ne furent pas internés à vie dans les camps de concentration dès 1933 en qualité de dirigeants supérieurs, ont partagé leur temps entre les camps de concentration, la prison et le travail illégal.

Or, dans ce travail clandestin, les militants socialistes et communistes ne tardèrent pas à former une seule communauté. Nous étions tous convaincus de la nécessité de n'avoir plus en Allemagne après l'effondrement du nazisme qu'un SEUL parti ouvrier. A la libération, une résolution fut de nouveau rédigée dans ce sens par l'ensemble des anciens concentrationnaires. Personne ne voulait plus entendre parler de la restauration des deux anciens partis ouvriers que préconisaient cependant certains camarades rentrés de l'émigration non sans l'appui des autorités occupantes.

Quant à nous qui étions demeurés en Allemagne pendant les 12 années du régime nazi, nous ne savions à peu près rien du développement du monde ouvrier international non plus que de la situation intérieure en URSS.

Nous ne commençâmes à être édiflés, en ce qui concerne l'URSS, qu'à l'occasion de notre expérience personnelle avec l'administration des autorités soviétiques d'occupation.

Néanmoins, dans le premier temps, nous continuons de croire à la possibilité d'une solution spécifiquement allemande telle que s'affirmait alors le propre CC du PCA.

Il nous fallut bientôt déchanter. Et rien ne le montre mieux que les expériences faites par trois des camarades qui ont fondé notre revue.

I. — Si vous le permettez, je commencerai par ma propre expérience...

A la fin de la guerre, en 1946, je suis entré dans les services économiques d'une province de la zone orientale en vue d'étudier avec d'autres camarades les possibilités d'une planification dans les conditions données d'après guerre. Cela naturellement avec l'approbation de l'Administration Militaire Soviétique. Mais avant que notre plan entre en application, la même Administration Militaire Soviétique nous ordonna de lui livrer toute une série de produits industriels les plus divers. Comme j'objectais, preuves à l'appui, que cela était absolument impossible, on me pria purement et simplement de me taire. L'année suivante, je fus appelé à l'Administration centrale de l'industrie pour l'ensemble de la zone soviétique. Avec l'accord de l'AMS, toute une série de plans trimestriels furent établis par produits et par branche d'industrie. Chaque fois, il fallait plusieurs semaines de discussions avec les Russes avant d'aboutir à un accord. Mais l'accord une fois obtenu pour tous ces plans, l'AMS n'en continuait pas moins d'imposer ses propres plans tant aux provinces qu'aux principales entreprises de la zone. Après une enquête faite par moi-même dans ces entreprises, j'ai pu constater que les plans imposés par l'AMS répondaient exclusivement aux besoins de l'URSS et que les réparations une fois versées, il ne restait de disponible pour les besoins de la population allemande que 4 pour cent de la production.

Ayant transmis mon rapport à la direction du parti, je fus aussitôt exclu. Après quoi, ce furent les menaces de plus en plus précises de représailles qui m'amènèrent à me réfugier en Allemagne occidentale.

II. — Voici un deuxième exemple, c'est celui d'un autre camarade du PUC qui suivit le PSA lors de la fusion avec le PCA en vue de la création du PSUA. Tout d'abord secrétaire de la section de Magdebourg, il fut ensuite désigné comme professeur d'économie industrielle à l'Université Karl Marx, dirigée par le SED. Son enseignement fut jugé contradictoire avec la ligne du parti. On lui demanda de se rétracter. Comme il refusait, on le menaça de représailles. Et il dut à son tour se réfugier en Allemagne occidentale.

III. — Voici la troisième expérience. C'est celle d'un éminent sociologue qui appartient tour à tour au PSA, au SAP, puis au PCA et enfin au SED. Ce dernier le chargea de créer des Universités populaires à Berlin, puis en Thuringe. En 1948, il lui fut reproché que son enseignement marxiste n'était pas dans la ligne, et surtout ne faisait pas assez de place à Staline. Refus de s'incliner. Représailles. Evasion.

On comprendra sans peine que ces camarades venant du PCA et réfugiés en Allemagne occidentale n'aient pas adhéré à un autre parti politique.

Mais il est remarquable que les anciens membres du PSA n'aient pas davantage réintégré la social-démocratie après leur évasion de la zone soviétique. Ou bien ils ne l'ont fait que pour ne pas rester isolés, et dans ce cas ils n'ont pas tardé à se ranger dans l'opposition.

Pour tous, il y avait une totale rupture idéologique avec les partis existants. Et pour tous ceux-là, pour nous, il n'y avait d'autre issue que dans le renouvellement de la pensée socialiste.

Quel spectacle nous offrait alors l'Allemagne occidentale ? Nous, c'est-à-dire les camarades de la revue « Pro und Contra », nous comprenons fort bien qu'après l'effondrement de la dictature nazie et dans une Allemagne divisée en quatre zones

d'occupation militaire, il ne pouvait rien surgir d'autre en Allemagne occidentale que le retour au *statu quo ante*, avec le système des partis de la République de Weimar.

Dans notre dernier numéro, l'article de P. Mulbach montre justement que ces partis eurent pour première tâche d'édifier une administration publique tant soit peu efficace. La fonction essentielle de ces partis fut donc de nature étatique, encore que sous le contrôle et suivant les directives des autorités occupantes.

Il ne servirait à rien de revenir sur cette situation issue du chaos de 1945.

Mais en ce qui concerne les partis ouvriers — et l'on sait qu'en zone soviétique le SED est devenu parti d'Etat — nous considérons que leur restauration en 1945 ne constitue en aucune manière une nouvelle phase de l'histoire du mouvement ouvrier allemand.

Le fait pour ces partis d'avoir assumé des fonctions publiques, communales ou étatiques, les a rapidement rendus incapables de reconsidérer de manière critique leur activité passée avant le nazisme.

Néanmoins, nous ne pensons pas que le temps soit venu de créer une nouvelle organisation politique de la classe ouvrière.

Le nouveau mouvement ouvrier, pas plus que l'ancien, ne saurait naître simplement de l'apparition d'une nouvelle organisation politique : il lui faut avant tout trouver un nouveau contenu, un nouveau fondement.

Nous pensons que ce nouveau mouvement ouvrier doit commencer par la constitution de groupes de discussion se donnant pour tâche de parvenir à la compréhension du temps présent. Et cela dans les conditions présentes de la lutte des classes possible et nécessaire, qui nous est en grande partie imposée par l'adversaire.

Du fait de cette lutte des classes, il est inévitable et nécessaire que des conflits de classes se produisent, mais dans lesquels les éléments conscients, marxistes, de l'actuel mouvement ouvrier allemand ne pourront jouer d'autre rôle dans l'avenir immédiat que celui d'un éclaircissement idéologique.

C'est pourquoi nous ne pensons pas que notre tâche révolutionnaire soit aujourd'hui de travailler à la formation d'une nouvelle organisation ou d'un nouveau parti. Nous pensons qu'il nous faut nous borner à l'analyse critique des phénomènes sociaux de notre temps. Et à cette fin nous nous efforçons de créer des communautés de discussion.

C'est à dessein que nous avons intitulé notre revue « Pro und Contra ». Ce doit être un organe de discussion au meilleur sens du mot. Mais non sans principes fondamentaux. D'où notre sous-titre : « Ni Ouest, ni Est », c'est-à-dire lutte contre le capitalisme et contre le stalinisme, pour un socialisme démocratique.

Je vous signale à ce propos l'article éditorial de notre numéro 9 intitulé : « Réarmement de l'Allemagne » et qui représente l'opinion de l'ensemble de la rédaction de « Pro und Contra ».

Nous avons trouvé nos premiers lecteurs dans les milieux de gauche non adhérents à un parti politique. Mais de plus en plus, l'opposition au sein du PSA se rassemble autour de nous. Il se constitue d'autre part des cercles de lecteurs de « Pro und Contra » dans les différentes villes d'Allemagne et certains d'entre eux comptent jusqu'à 250 membres (cf. article de Mulbach, dans le numéro 10).

S'il est vrai que la classe ouvrière allemande ne saurait résoudre seule ses problèmes dans le cadre national, cela vaut également pour notre revue. C'est pourquoi nous avons besoin de l'aide et de la collaboration de nos camarades des autres pays afin de pouvoir atteindre notre objectif sur le plan international.

# Les syndicats et les partis politiques

Les syndicats allemands étaient divisés jusqu'en 1933 en trois grandes organisations : les syndicats « libres » (socialistes), les syndicats « chrétiens » et les syndicats « libéraux », dont l'existence était simultanée et la croissance déterminée par l'histoire. Ils s'étaient constitués les uns et les autres pendant la période bismarckienne, qui avait été particulièrement marquée par la lutte du « Chanclier de fer » contre le socialisme naissant (loi sur les socialistes) et contre l'Église catholique (Kulturkampf). Les oppositions qui séparaient ces organisations syndicales commencèrent sensiblement à s'atténuer au début de la guerre 1914-1918, étant donné que leur coopération dans toutes les questions pratiques se manifestait alors de plus en plus. Seuls, leur fondement historique différent et leur rattachement plus ou moins étroit à un grand parti (social-démocratie ou centre catholique) empêchaient une fusion déjà reconnue comme nécessaire.

Le développement des années précédant la victoire du fascisme hitlérien mit au jour les inconvénients de cette pluralité des organisations syndicales et la faiblesse du mouvement ouvrier qui en était la conséquence, et, en fin de compte, tous les syndicats devinrent victimes de la terreur nazie.

Au cours de ces sombres années de persécutions, de camps de concentration et d'émigration, les syndicalistes de tous bords et de toutes tendances se rencontrèrent pour discuter de la forme la plus appropriée à donner au nouveau mouvement syndical qui remplacerait un jour le Front du Travail fasciste, après la fin inévitable de la période de terreur.

Ils furent unanimes à reconnaître, en se basant sur l'expérience du passé, que la période des syndicats à tendances politiques était révolue, qu'une grande organisation devait voir le jour, qui grouperait et rassemblerait pour une cause commune les travailleurs de tous les partis et de toutes les confessions et que les divisions idéologiques du syndicalisme n'étaient plus de mise, à moins de vouloir dès le début condamner les travailleurs à l'inertie.

On posa ainsi le principe de la *neutralité des syndicats vis-à-vis des partis politiques* ; ce principe fut accepté comme une règle qui signifiait que le mouvement syndical était indépendant vis-à-vis des partis et des confessions, et qu'il déterminait seul son action et sa politique.

C'est donc sur cette base qu'en 1945 furent reconstitués les syndicats. Les syndicalistes de toutes les anciennes tendances politiques travaillent maintenant en commun à la grande œuvre.

La Fédération des Syndicats Allemands compte aujourd'hui dans ses rangs 5 millions d'ouvriers, d'employés et de fonctionnaires de la République fédérale allemande qui approuvent l'idée syndicale, travaillent aux tâches communes et — dans la mesure où ils étaient déjà organisés dans le passé — proviennent de toutes les anciennes organisations.

Cette nouvelle forme du mouvement syndical en Allemagne a fait beaucoup de bruit dans ce pays et encore plus à l'étranger. Il est des hommes politiques qui regrettent ces auxiliaires de leur mouvement politique qu'étaient les syndicats reliés à leurs partis. Du point de vue international, certaines organisations syndicales internationales sont aussi, de ce fait, privées d'adhérents allemands. Aussi des efforts sont faits pour rétablir l'ancienne formule, cela pour des raisons qui ne sont que trop apparentes et qui n'ont rien à faire avec le but des syndicats.

Une autre question, plus sérieuse, est celle de savoir s'il est vraiment possible de séparer la tâche syndicale de celle des partis politiques, dans quelle mesure il convient encore de dire que les « syndicats doivent être l'école du parti » (nous voulons dire du parti socialiste), et dans quelle mesure l'idéologie politique peut être séparée de l'activité syndicale.

Je veux essayer de répondre à ces questions — dans la mesure où le cadre de cet article le permet.

Il fut un temps où les idées socialistes de Karl Marx constituaient le fondement du mouvement ouvrier moderne et où les considérations économiques et politiques pouvaient être presque réduites à deux dénominateurs qui étaient le dénominateur marxiste et le dénominateur réactionnaire. Depuis cette époque, un développement a eu lieu aussi bien dans le monde socialiste qu'ailleurs, développement qui n'est pas encore terminé mais qui est sans aucun doute caractérisé par le fait que des conclusions essentielles de la théorie socialiste sont devenues le bien commun de tous les milieux avancés de la population, tandis que certaines conceptions marxistes ont été révisées même par les socialistes.

On pourrait dire que la grande masse des travailleurs non marxistes est devenue plus socialiste que par le passé, et que nombre de travailleurs marxistes ont perdu de leur dogmatisme. Nous pouvons constater les effets de ce développement dans tous les pays libres, au sein des partis ouvriers et également dans d'autres groupes politiques. Ils ne sont pas restés sans influence sur le mouvement syndical.

L'idée d'un nouvel ordre économique et social n'est plus — du moins en Allemagne — une exigence particulière de l'ouvrier socialiste ; elle est également exprimée bien au delà du parti socialiste par des ouvriers appartenant à d'autres partis et à d'autres groupes.

Les raisons données pour l'établissement d'un ordre nouveau peuvent varier, mais le but est identique dans une large mesure.

Une destinée commune — la destinée de l'ouvrier moderne dont le travail n'est ni libre ni indépendant — a fait mûrir ce développement et, dans la mesure où il s'agit de questions économiques et sociales, les divergences d'opinion sont faibles dans la pratique. En même temps, le mouvement syndical a pris une importance qui le conduit bien au delà de ses tâches traditionnelles : il est appelé à donner à la démocratie politique une base économique sûre, il doit trouver et frayer les voies par lesquelles l'homme actif pourra participer effectivement à la conduite de l'économie.

Les syndicats ne peuvent remplir ces tâches tant que la masse des salariés est divisée en plusieurs camps idéologiques ; ils doivent, au moins sur le plan du travail quotidien à l'usine et dans l'éducation des masses, transformer la destinée commune en passant par l'expérience commune visant à un but commun, et créer au moyen d'une seule organisation puissante la source d'énergie dans laquelle tous les partis et groupes au service du progrès pourront trouver le diapason pour leur travail politique pratique.

Pour atteindre ce but, les syndicats ne doivent être ni dogmatiques ni doctrinaires. Ils ne peuvent s'entêter à prétendre à l'exclusivité d'une seule voie, qu'elle soit « marxiste » ou « chrétienne », mais ils doivent s'efforcer de trouver la synthèse nécessaire

du travail pratique partout où elle est possible. Ce qui ne veut pas dire qu'ils doivent préparer la voie à un optimisme béat.

Il existe de grandes tâches politico-économiques et sociales au sujet desquelles il n'y a aucune divergence de vues parmi les travailleurs quelle que soit leur « tendance ».

La socialisation des industries-clés, le droit du salarié à une vraie codécision économique dans l'entreprise (et non pas seulement à une coparticipation), une politique large de plein emploi, la nécessité de planifier l'économie et les investissements, et de nombreux autres problèmes sont des tâches communes qui peuvent être résolues sans luttes idéologiques. Une organisation unie et unique des masses peut revendiquer ces choses en laissant aux partis toute liberté de décider s'ils veulent s'associer, ou non, à la volonté des masses.

Par contre, le problème de l'Eglise et de l'Etat, de la Famille et de l'Etat, et de nombreuses autres questions ne sont pas de vraies tâches syndicales.

Compte tenu de l'expérience pratique qui a montré qu'un mouvement syndical divisé en plusieurs tendances était faible et sans force réelle, le principe du mouvement syndical allemand moderne est : *Donnez aux syndicats les tâches qui leur reviennent et aux partis politiques celles qui leur reviennent.*

Les organisations syndicales de masse sont une

école de démocratie — et non pas un lieu d'apprentissage pour tel ou tel parti. Les ouvriers doivent y apprendre à voir quelles sont leurs tâches communes, à rechercher des solutions communes et à les exprimer en commun. Chacun, isolément, défendra ensuite ces idées dans son parti, sa communauté religieuse, son groupe ; et alors, que ceux-ci décident de l'attitude qu'ils adopteront vis-à-vis de la réalité politique que sont les mouvements de masse !

Ainsi, le syndicalisme unifié devient un moyen important d'assurer la démocratie, de fortifier tous les partis vraiment progressistes, et un point de rencontre pour tous ceux qui veulent un nouvel ordre économique et social. Il rassemble pour le combat pratique tous ceux qui ont des buts et des devoirs communs et laisse les discussions idéologiques à ceux à qui elles appartiennent, c'est-à-dire les partis et les Eglises.

Le syndicat ne se propose ni de devenir un parti ni de remplacer des partis. Il a ses tâches propres — et s'il les remplit, aucun parti, qui veut servir la vraie démocratie, la vraie liberté et la plus pure justice sociale, n'aura de raison de regretter qu'il ne se soit pas voué à l'une ou l'autre des idéologies.

Ludvig ROSENBERG,

Membre du Comité directeur  
de la Fédération des syndicats allemands (D.G.B.)

## Des nazis au service du « communisme »<sup>(1)</sup>

Contrairement à la propagande communiste qui affirme continuellement que la dénazification dans la zone soviétique de l'Allemagne a eu pour résultat l'exclusion de tous les nazis actifs de la vie publique, un nombre considérable de ces derniers aujourd'hui occupent, dans toute l'Allemagne orientale, des positions importantes dans l'administration, les partis, la « police du peuple », le commerce, etc... Cette politique est poursuivie avec le consentement du S.E.P. — le « parti socialiste d'unité » communiste.

Les nazis en question sont ceux qui, après la capitulation de l'Allemagne, en 1945, réussirent à se faufiler dans le parti communiste allemand ou se placèrent à sa disposition par l'intermédiaire du « Comité national pour une Allemagne libre » qui avait été établi en Russie soviétique.

Nous publions ci-dessous les noms de quelques-uns des personnages dirigeants qui étaient des nazis et agissent maintenant en instruments du régime communiste. Ces noms sont tirés d'une liste plus longue qui peut être fournie sur demande.

**Le général Vincent Müller.** Durant la campagne de Russie, il était le commandant de la huitième armée allemande. Après l'écroulement du groupe d'armées central, il fut « rééduqué » dans le camp de la N.K.V.D. à Krasnagorsk, près de Moscou. Il retourna dans la zone soviétique avec l'Armée rouge et est chargé par ses employeurs soviétiques de deux tâches : la première est de faire le rassemblement de toutes les forces nationalistes qui se trouvent à l'extérieur du S.E.P., en particulier des anciens membres du parti nazi, et la seconde est d'organiser dans la zone orientale la « Police du peuple » en tant qu'une Reichswehr d'orientation politique. Il est à présent vice-président du N.D.P.

**Le Dr Adolf Heilmann, professeur.** Il est professeur à l'Université polytechnique de Dresde et fut membre du parti nazi de 1933 à 1945. Après 1945, il adhéra au parti libéral-démocrate (L.D.P.), mais on sait qu'il a participé à des réunions secrètes du S.E.P. Il quitta le L.D.P. avant les élections de septembre 1946. Il fut nommé inspecteur municipal à Halle sur la Saale en tant qu'« indépendant » en vue de renforcer l'influence du S.E.P. au conseil municipal. Au printemps de 1948, il créa en Saxe-

Anhalt le N.D.P. dont il est maintenant le président régional.

**Fritz Mende.** Pendant la période nazie, il était employé au ministère de la Propagande dirigé par Goebbels, à Berlin. Il adhéra au parti communiste en 1945 et est à présent le président régional du S.E.P. à Bautzen.

**Le colonel Adam.** A une certaine époque, il était l'aide de camp du maréchal von Paulus. Etant un membre du Comité national pour une Allemagne libre, il fut « rééduqué » pendant qu'il était prisonnier de guerre en U.R.S.S. Il est maintenant le président régional du N.D.P. en Saxe.

**Horst Dressler-Andreas.** Sous le régime nazi, il était le président de l'organisation « Force par la joie » et le leader de la Reichsrundfunkkammer (Corporation des écrivains et des artistes de la Radio). Après avoir été « rééduqué » par les Russes dans le camp de concentration de Buchenwald, il est à présent chargé par le N.D.P. de l'éducation politique dans le département de la Thuringe.

**Gustav Simon.** Officier de profession dans l'aviation militaire allemande, il devint un agent de la N.K.V.D. pendant son séjour en Russie. De retour en Allemagne, il fut d'abord un responsable du parti communiste et devint ensuite le directeur administratif du ministère des Affaires culturelles du Mecklembourg. Plus tard, il fut mis à la tête du département du S.E.P. pour les affaires culturelles dans cette province. Par ordre du S.E.P. il abandonna ce poste afin d'aider à organiser le N.D.P., et il est maintenant le secrétaire départemental du N.D.P. en Mecklembourg.

**Le docteur Gerhard Strauss.** Membre de la S.A. (Sturmabteilung) depuis 1933 et du Parti national-socialiste depuis 1937, il était considéré dans la Prusse orientale comme un nazi « dangereux ». Il adhéra au parti communiste en 1945, plus tard au S.E.P. Il fit des conférences politiques dans les camps de prisonniers de guerre en U.R.S.S. et fut récompensé par un poste dans l'administration (département de l'Education publique).

(1) Extraits d'un article du numéro de juillet dernier des « Nouvelles d'Allemagne » publiées par le parti social-démocrate allemand.

## LETTRES

### L'inflation est-elle jugulée en Chine ?

Au sujet de la note de Louzon sur la fin de l'inflation en Chine, parue dans notre dernier numéro, un de nos fidèles abonnés qui a séjourné très longtemps en Chine nous envoie les intéressantes précisions qui suivent. Malheureusement, elles ne confirment ni n'infirment la fin de l'inflation, c'est-à-dire le fait que les prix, exprimés en monnaie-papier, auraient cessé de monter du fait de la suppression de l'émission de papier-monnaie pour les besoins de l'Etat.

Voici quelques renseignements sur la manière dont le gouvernement de Mao Tse Toung a « jugulé l'inflation » en Chine.

Les choses se sont ainsi passées. Depuis quelques années, et jusqu'à la « libération », il y eut en circulation, dans le pays, des dollars-papier, dits « nationaux », puis, quelques mois avant la libération, des pièces d'argent qui avaient été en usage autrefois, les « ta-teou », ou grosses têtes, que l'on appelait encore les « tai-iang », ou soleils. Les devises étrangères, plus particulièrement les dollars américains et de Hong-Kong, et l'or, servaient aussi, dans certaines transactions ; le prix des maisons, par exemple, était fixé en taëls d'or. Effectivement, la spéculation était intense, par suite des troubles politiques. Des fortunes s'édifiaient en quelques semaines, et les krachs ne manquaient point, consécutivement. On empruntait, ou on prêtait, à des taux usuraires exceptionnels : 5 à 10 pour cent PAR JOUR, ce qui permettait les manœuvres les plus téméraires, et aussi, toutes les déceptions que l'on devine. Le prix des marchandises montait sans cesse, ce qui ne troublait que ceux qui ne disposaient pas de « bonne monnaie ». Cependant le ta-teou se tint ferme presque tout de suite, et l'on voit par là que Mao Tse Toung n'a pas tout fait en matière de « jugulation ». L'on peut dire que son emploi amena une stabilisation incontestable des prix. Aussi bien fut-il très apprécié, et, dans les derniers temps, il était à peu près la seule monnaie en usage. Quand les communistes arrivèrent, ils en fixèrent le montant à 6.000 dollars populaires, mais cela ne correspondait pas, évidemment, à sa véritable valeur. La spéculation reprit donc. Dans les rues des villes, au vu et au su de la police, et même de l'armée, indifférentes, le ta-teou s'échangeait contre dix, douze mille dollars populaires, il alla même, un jour de panique, jusqu'à 30.000 dollars.

C'est alors que le gouvernement populaire, qui avait fait venir par avions des quantités considérables de billets à lui, intervint. Il considéra que la présence de plusieurs espèces de monnaies sur le marché était contraire « au bon ordre économique, à la vie du peuple, et au développement du commerce et de l'industrie ». Seul, d'après lui, le « jen-min », ou dollar populaire, pouvait aider au rétablissement de l'économie et au développement de la production ; il décréta donc qu'il deviendrait l'unique monnaie légale. Le ta-teou fut combattu énergiquement, des rafles furent opérées dans les boutiques, et les changeurs clandestins poursuivis et emprisonnés.

C'est aussi à ce moment que la situation des devises étrangères fut régularisée ainsi qu'il suit, fin mai 1950.

« Ceux qui possèdent des devises étrangères peuvent les mettre en dépôt à la Banque de Chine, ou les échanger contre des billets populaires au taux du jour. Les devises étrangères confiées seront remboursées ou transformées en dépôts au taux du jour du détenteur. Les dépôts doivent être faits au nom du détenteur. Ceux qui ont des dépôts de devises étrangères à la Banque de Chine pourront retirer à tout moment des sommes et les vendre à la Banque de Chine au taux du jour. Les personnes qui viennent en Chine avec des devises étrangères doivent déposer ou les échanger totalement. Les voyageurs en transit doivent déclarer, dès leur arrivée en Chine, ce qu'ils apportent, et confier leurs devises à la Banque de Chine pour les retirer au mo-

ment de leur départ de Chine. Mais le temps de garde par la Banque de Chine ne dépasse pas six mois. Au bout de ce délai, les devises sont transformées en dépôts ou en billets populaires. »

La circulation, la conservation, la vente et l'achat de toutes devises étrangères se trouvent donc formellement interdits. La Banque de Chine, dans les villes, les banques populaires, dans les sous-préfectures, procèdent à l'échange ou au dépôt des devises étrangères. Les opérations devaient être faites, conformément aux décisions prises, par les « Comités militaires », du 25 mai au 15 juin dernier. Ceux qui, à cette date, ne s'y étaient pas soumis, devaient être punis comme ayant causé des troubles aux finances, et leurs devises devaient être confisquées. La date limite du 15 juin fut, pour des raisons faciles à comprendre, reportée au 30 juin. En réalité, on peut encore se « débarrasser » de ses devises étrangères à la Banque de Chine sans aucune difficulté... cela arrange trop bien les choses.

Pour terminer ce chapitre, disons qu les monnaies étrangères en or devaient être vendues à la Banque de Chine au prix affiché de l'or, compte tenu de leur degré de pureté. Quant aux lingots d'or, ils peuvent rester dans les maisons, mais ne sont vendables qu'à la Banque de Chine ; il en est de même des « ta-teou », mais ils ne sont plus convertibles en dollars populaires.

Nous sommes donc bien loin de l'enthousiasme dont nous parle Louzon. Le dollar populaire n'est nullement stabilisé, au sens où on l'entend habituellement. Sa valeur en est fixée arbitrairement par le gouvernement. Si le dollar américain est passé de 33.000 dollars « jen-min », à 30.000, c'est uniquement par décision du gouvernement chinois, mais sans entente avec les Etats-Unis, sans tenir compte des conventions internationales, et sans le consentement des détenteurs. Le dollar populaire ne peut s'échanger nulle part à l'étranger, sauf à Hong-Kong, et encore, au bureau spécial de la gare, mais pas en ville, les commerçants ne le prenant pas. Au point de vue international, sans valeur, par conséquent. La baisse de cote vient de ce que le nouveau régime se sent de plus en plus fort, et elle sera de plus en plus accentuée, fatalement, s'il n'est pas contrebattu, ce qui ne paraît pas imaginable, actuellement.

### Pourquoi n'a-t-on rien construit ?...

Après l'enquête ouverte par Regany, peut-être serait-il utile d'en ouvrir une autre que Brunand, l'ex-secrétaire de l'USTICA, suggère dans la lettre suivante à Monatte :

Je tiens à te dire combien je suis content de la « tenue » de la R.P. J'avais toujours rêvé d'une coopérative socio-intellectuelle : vous l'avez, à vous tous — et sans bruit — réalisée.

On peut toujours discuter tel ou tel point ?

Je laisse cela aux jeunes : il faut qu'ils se forment.

La grande enquête à mener serait la suivante : Pourquoi n'a-t-on rien CONSTRUIT depuis l'admirable tremplin de l'affaire Dreyfus ?

Il y a 53 ans que je milite (toi aussi). Nous avons connu, tous deux, toutes les tentatives... et leurs échecs (pour moi, je ne suis pas fier de celui de l'USTICA — les « cadres », c'est pratique, mais terre à terre).

Il faut sans doute plus de temps encore que nous le pensions — et que nous le pensons encore — pour bâtir.

Oui, pourquoi n'a-t-on rien construit depuis l'admirable tremplin de l'affaire Dreyfus ? C'est en somme l'examen de conscience d'une génération que demande Brunand. De plusieurs générations même. Elles n'ont pas su faire la République des travailleurs en France ; elles n'ont pas su barrer la route au militarisme et à la guerre ; elles n'ont pas su réaliser le socialisme en Europe et dans le monde ; elles n'ont même pas su faire ici et ailleurs une classe ouvrière plus intelligente, plus volontaire, plus fière, capable de rire au nez des charlatans de tous genres, de se frayer sa route et de démontrer dans les faits sa capacité politique et révolutionnaire.

# Notes d'Economie et de Politique

## IL FALLAIT FOURNIR DES ARMES A MAO TSE

Ainsi donc, des divisions chinoises, pourvues pour la première fois des armes les plus modernes, avions, DCA à radar, canons sans recul, etc., sont entrées en Corée et ont repoussé de 100 kilomètres les troupes de Mac Arthur.

Il fallait s'y attendre. La politique insensée suivie par Washington sous la pression des Mac Cormick, des Mac Carthy et des Mac Arthur, a porté ses fruits. Du moment qu'on a voulu faire du nouveau gouvernement de la Chine un paria, en ne le reconnaissant pas, en lui interdisant de représenter son pays à l'ONU, en se refusant à lui vendre presque tout et en permettant à Chang Kai Shek de bloquer ses côtes, on l'a nécessairement rejeté du côté où il n'était pas considéré comme un paria : du côté russe. Puisque, entre autres, il ne lui était possible d'avoir d'armes modernes que de la Russie, il a bien été obligé de les lui quêmander, et la Russie, pour la première fois, a accepté de lui en fournir, mais à la condition qu'il sauve la face de Staline en attaquant la Corée.

Tout cela est d'un enchaînement rigoureux.

L'intervention de la Chine en Corée va compliquer terriblement la situation militaire. Si la Chine s'engage à fond, ce qui est, il est vrai, assez peu probable, c'est une guerre énorme qu'il va falloir soutenir là-bas, au diable ! Dans le cas contraire, on aura, pour le moins, à faire face à une situation analogue à celle que la Grèce a connue ces années dernières ; il faudra surveiller d'une manière continue une frontière d'où, à chaque occasion, surgiront des forces adverses qui pénétreront plus ou moins profondément, se retrancheront, et qu'on ne pourra déloger que moyennant toute une expédition. Avec cette double différence, que la frontière grecque avait quelque 200 kilomètres de moins que celle de Corée et que, bien que ravitaillant et aidant les insurgés grecs, ni l'Albanie, ni la Yougoslavie, ni la Bulgarie n'ont jamais osé envoyer leurs propres soldats de l'autre côté de la frontière, ce que la Chine a fait et, presque certainement, continuera à faire (1).

Cependant, il y a plus grave encore que la situation militaire. Le grand, l'immense danger est que, entraînées par le développement même

(1) Autre chose :

Une question assez obscure et controversée est celle de la nature du régime auquel était soumise, avant la déclaration des hostilités, la Corée du Sud. Pour les uns, c'était un régime totalitaire, fasciste, et l'on citait à l'appui le grand développement qu'y avait pris la police ; pour les autres, c'était un régime démocratique, comme le prouvait le fait que non seulement il y existait un parlement élu mais qu'aux dernières élections, les partis d'opposition au président Syngman Rhee avaient pu faire élire un nombre considérable de leurs candidats.

Versons au dossier de cette discussion les deux ordres de faits suivants que nous prenons dans une correspondance de la Fédération anarchiste coréenne, écrite avant la guerre et publiée récemment dans le journal anarchiste londonien **Freedom** :

1. — La Fédération anarchiste, qui comprend environ 6.000 membres, vit en Corée du Sud librement et au grand jour. Elle publie deux quotidiens et un hebdomadaire, et a ses propres écoles.

2. — De 45 à aujourd'hui, la population de la Corée du Sud a augmenté de 5 millions d'habitants, car 5 millions de Coréens du Nord ont préféré passer le 38<sup>e</sup> parallèle pour venir vivre sous le régime de Syngman Rhee plutôt que sous celui de Moscou.

des opérations guerrières, l'Amérique et l'Europe ne se fassent pour toujours de la Chine et de l'Asie des ennemies mortelles. Le danger est que l'œuvre de réconciliation entre Blancs et Jaunes, remarquablement inaugurée par l'Amérique à la conférence de Washington et à laquelle la Grande-Bretagne apporta l'énorme contribution que l'on sait, en libérant l'Inde, ne soit interrompue pour toujours. Que le spectre d'un renouveau du colonialisme hante à nouveau, et légitimement, le cerveau de chaque Asiatique, et que, pour se rassurer, la Chine et l'Asie ne fassent définitivement bloc avec Moscou. « *Le régime russe est pire que tout ce que vous pouvez imaginer* », disait Ho Chi Minh, lors de son dernier voyage en France, à l'un de ses vieux amis du temps où il était Nguyen Ai Quoc, « *mais je suis prêt à m'allier avec le diable pour nous débarrasser du colonialisme.* » Tout Asiatique, de Nehru à Mao, pense comme Ho Chi Minh.

Or, pour résister victorieusement aux invasions russes, l'Amérique n'a pas seulement besoin de l'Europe, elle a également besoin, et plus encore peut-être, de l'Asie. Il lui faut, au moins, sa neutralité.

Il est donc absolument nécessaire que l'Amérique révise entièrement sa politique en Extrême-Orient. Que, sans se soucier des cris hystériques de ses jingoïes, elle en revienne à la politique qui était la sienne avant que l'effondrement de Chang Kai Shek, dont elle connaissait cependant fort bien les faiblesses et les tares, ne l'ait frappée de démente.

Pour cela, le premier acte, le plus urgent et le plus nécessaire, celui qui commande tous les autres, consiste à mettre fin à l'aide scandaleuse qu'elle apporte au colonialisme français en Indochine. Impossible de se déclarer contre le colonialisme sans faire s'esclaffer tout le monde, impossible que tout Asiatique ne vous considère comme un parfait hypocrite et ne soit fondé à suspecter tous vos actes lorsqu'on vous voit fournir en masse avions, camions, etc., aux armées de la dernière puissance coloniale d'Asie.

Jusqu'au jour où Chang Kai Shek dut quitter la Chine, le Département d'Etat américain pensait exactement comme nous sur l'Indochine. Il savait fort bien que le Vietminh était le parti, et le seul parti, de l'indépendance, il savait que ce parti représentait l'opinion d'au moins 90 % des habitants du Vietnam, et, en conséquence, il pressait publiquement le gouvernement français de faire la paix avec Ho Chi Minh. Mais sa politique a brusquement changé le jour où ce sont des troupes de Mao Tsé qui ont pris la place de celles de Chang, de l'autre côté de la frontière. Pourquoi ? Le changement de gouvernement en Chine ne modifiait en rien le caractère du Vietminh, ni celui de la domination française. Le Vietminh est toujours le même Vietminh, il est toujours le parti de l'indépendance, et la France, elle aussi, est toujours la même : que ce soit directement, ou par l'entremise de Bao Daï, elle représente toujours l'impérialisme colonial. Qu'est-ce qui peut alors justifier le changement d'attitude de Washington, au moment même où les revers français permettent, non plus seulement de conseiller, mais d'imposer la paix ? Que l'Amérique cesse, en effet, d'armer les troupes d'Indochine, et demain la paix sera conclue.

Tel est le premier geste à faire, geste indispensable, pour que les déclarations de l'Amérique sur son respect de l'indépendance des peu-

ples d'Asie puissent être prises au sérieux et qu'elles puissent être considérées par les Chinois comme autre chose que camouflage d'impérialisme. Ensuite, c'est à l'égard de la Chine elle-même, à l'égard du gouvernement de Mao Tsé Tung qu'il faut prendre l'exact contre-pied de la politique jusqu'ici suivie. Au lieu de considérer Mao Tsé *a priori* comme un ennemi, et de s'en faire, par suite, nécessairement, un ennemi, il faut s'en faire un ami.

Certes, cela ne sera pas facile, beaucoup moins facile qu'il y a quelques mois. Se faire un ami d'un pays avec lequel on se trouve en état de belligérance, c'est presque une gageure et cela demandera, en effet, beaucoup de tact et de persévérance, mais ce n'est pas impossible, si l'on est bien convaincu que c'est là le but qu'il est absolument nécessaire d'atteindre. Les événements fourniront des occasions favorables, car la situation de fond est à l'avantage de l'Amérique, du fait qu'elle est, en réalité, une bien moindre menace pour l'indépendance de la Chine que la Russie ; le tout sera de ne point laisser échapper les occasions.

Une politique contraire amènerait nécessairement l'Occident à perdre l'Asie. Perdre l'Asie, c'est-à-dire s'en faire une ennemie mortelle. Une ennemie qui se joindra à votre ennemi principal pour vous porter le coup décisif.

## ATTLEE SUR LES TRACES DE STALINE

Ainsi, pour la première fois, je crois, dans l'histoire de l'Angleterre, en tout cas pour la première fois depuis que les martyrs de Toolpuddle furent condamnés au bain pour avoir fait prêter serment aux membres d'une « coalition ouvrière » — condamnation dont le centenaire fut pompeusement commémoré il y a quelques années par tout le mouvement syndical britannique — des ouvriers anglais au nombre de dix, des gaziers, ont été condamnés à la prison le 4 octobre dernier... pour avoir fait grève. Non point pour des faits connexes à une grève, tels que violences, « entraves à la liberté du travail », etc., mais pour le seul fait de ne pas avoir été travailler et d'avoir conseillé à leurs camarades d'en faire autant.

Et remarquez bien qu'il n'était nullement question ici de « communisme ». Même les officiels ont dû, pour une fois, reconnaître qu'il n'y avait aucun dessous politique ni aucune influence communiste dans cette grève, qui éclata spontanément lorsque les gaziers de Londres apprirent qu'on leur accordait tout juste une aumône de 3 sous par heure, au lieu des 9 sous d'augmentation qu'ils avaient demandés.

Ainsi, le droit de grève, droit sacré, droit pour lequel ont combattu des générations d'ouvriers et qui n'était plus contesté depuis un siècle dans tous les Etats d'Occident, se trouve supprimé dans la patrie traditionnelle de la liberté, dans le pays où jusqu'ici les libertés ouvrières étaient les plus grandes, et précisément au moment où je ne sais plus quel Conseil international, dans lequel l'Angleterre est représentée, s'avise de promulguer je ne sais plus quelle charte nouvelle des Droits de l'Homme !

Mais le trait le plus caractéristique de cet attentat au droit primordial de l'ouvrier est qu'il est commis par un gouvernement *travailleuse*, un gouvernement du « parti de la classe ouvrière », et cela en vertu d'une loi de 1940, faite en pleine guerre pour répondre aux nécessités de la guerre, et que l'on applique aujourd'hui en pleine paix, et pour la première fois, car on n'avait jamais osé l'appliquer durant la guerre.

L'Angleterre n'a donc plus rien à envier à la Russie, et Attlee peut se targuer d'être l'égal de Staline. En Angleterre, par la volonté d'Attlee, comme en Russie par celle de Staline, la grève est devenue un crime ! Certes, les gaziers grévistes de Londres n'ont été frappés que d'un mois de prison, alors que ceux qui tentent de faire grève en Russie sont fusillés, ou envoyés en Sibérie pour le restant de leurs jours, mais ce n'est là qu'une différence de degré. Le principe est le même : le prolétaire n'a pas le droit de refuser de travailler, il n'a pas le droit de se coaliser avec ses camarades pour ne pas travailler à un salaire inférieur à celui qu'il réclame.

Logique de l'économie, logique du capitalisme d'Etat.

L'économie commande le droit. L'économie libérale avait entraîné pour le travailleur la liberté du travail ; l'économie étatique entraîne la soumission du travailleur à son employeur.

Et s'il y a encore une différence de degré dans les peines infligées aux grévistes en Grande-Bretagne et en Russie, c'est simplement que le degré de capitalisme d'Etat auquel sont parvenus les deux pays n'est pas le même. En Russie, le capitalisme d'Etat est total, la suppression du droit de grève, la suppression de la liberté du travailleur est donc totale ; en Angleterre, le capitalisme d'Etat n'est encore qu'à ses débuts, on n'emploie donc pas encore la mitrailleuse contre le gréviste, mais simplement la prison. Et on l'emploie, on commence par l'employer, remarquez-le bien, pour une grève qui a lieu dans une entreprise d'Etat, l'industrie gazière étant, en Angleterre comme en France, nationalisée.

Il y a encore des gens, paraît-il, qui discutent gravement des mérites et des défauts du capitalisme d'Etat en soi. Mais que signifient de telles discussions quand les faits sont là ! Partout dans le monde, sous le régime du capitalisme privé, le droit de grève a été reconnu et pratiqué ; partout, au contraire, où le capitalisme d'Etat s'est installé, le droit de grève est aujourd'hui contesté ou supprimé. Qu'y a-t-il de plus probant ? Le capitalisme d'Etat a peut-être sur le papier toutes les qualités, mais dans les faits, il consiste dans la mise en esclavage du travailleur.

Ajoutons ce détail important qu'à la plupart des congrès syndicaux britanniques qui se sont tenus depuis la guerre, et notamment à celui de cet été, certains syndicats présentèrent des motions réclamant l'abrogation de la loi de guerre de 1940. Or ces motions furent toujours repoussées, généralement par une majorité d'environ deux contre un. Ainsi ce sont les syndicats eux-mêmes qui, dans leur majorité, prennent fait et cause contre le droit de grève, ce qui confirme cette autre règle, si bien établie en Russie et dont l'exemple britannique montre qu'elle n'a rien de spécifiquement russe : à savoir qu'en régime de capitalisme d'Etat, les syndicats cessent d'être les défenseurs des intérêts ouvriers, pour devenir les organes au moyen desquels l'Etat asservit la classe ouvrière.

## MALHEUR AUX VAINCUS !

Au récent procès du général allemand Falkenhäusen à Bruxelles, l'avocat de ce dernier a donné connaissance d'un ordre du général français Leclerc, du 25 novembre 1944, daté de Strasbourg, en vertu duquel tout franc-tireur alsacien combattant l'armée française serait immédiatement passé par les armes, ainsi que toute personne qui lui aurait donné asile, et, qu'en outre,

cinq otages alsaciens seraient fusillés pour tout soldat français tué par des résistants alsaciens partisans du Reich. Or c'est précisément pour des ordres semblables que Falkenhausen, ainsi que bien d'autres généraux allemands condamnés avant lui, est poursuivi !

Répétons-le ! Les poursuites pour « crimes de guerre » sont une parodie de justice. Elles ne sont que la renaissance de la vieille coutume antique de tuer les chefs vaincus. Ces procès ne sont que l'exhibition qui remplace l'ancienne coutume de traîner préalablement le vaincu derrière le char du vainqueur. Mais les Anciens, eux, au moins, ne se targuaient point de rendre la « justice ».

Il ne peut y avoir de justice à l'égard des criminels de guerre que si les vainqueurs aussi bien que les vaincus sont poursuivis pour les mêmes crimes, et que les uns et les autres comparaissent devant un tribunal neutre, en vertu d'un code précis et préétabli. Si ces conditions ne sont pas remplies, il n'y a que vengeance. Vengeance bestiale qui nous ramène deux mille ans en arrière.

## PRIX ET SALAIRES

Comparativement à leurs prix des premiers mois de l'année, le coton a augmenté sur les marchés mondiaux de 30 %, le cuivre de 32 %, l'étain de 70 %, le cuir de 72 %, le zinc de 75 % et le caoutchouc de 294 %.

Nul doute que c'est parce que les ouvriers de ces différentes industries ont obtenu des augmentations de salaires correspondantes, n'est-ce pas, messieurs les économistes patronaux ?

## LE DERNIER HOMME DU XIX<sup>e</sup> SIECLE EST MORT

Bernard Shaw est mort. Avec lui disparaît le dernier vestige du siècle dernier. Il fut, en effet, un représentant typique de ce qui constitua l'essence de la pensée aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles : l'irrévérence et l'irrespect.

Tout le XIX<sup>e</sup> siècle est fils de Voltaire. N'accepter aucun dogme, ne se plier à aucun usage, à aucune mode. Soumettre à la critique toutes les croyances, toutes les idées, tous les comportements. Remettre toujours tout en question. Et se considérer soi-même comme un être indépendant, égal à tout autre. En un mot, liberté absolue de l'esprit. Liberté de l'esprit qui n'est que la conséquence de la liberté économique (réalisée ou en gestation), ainsi que de ce fait connexe : les nouveaux horizons philosophiques ouverts par les découvertes d'une science alors en pleine création.

L'homme du XX<sup>e</sup> siècle est l'exact contre-pied de l'homme du XIX<sup>e</sup>. Le conformisme est devenu sa règle. La révérence à l'égard des idées à la mode, y compris les plus absurdes, le respect des renommées établies, y compris les plus excentriques, sont sa règle. L'homme du XX<sup>e</sup> siècle est fils de saint Augustin. Son idéal est la « Cité de Dieu », c'est-à-dire être encadré dans une Eglise, de Rome, de Moscou, ou d'ailleurs, car, comme dit saint Augustin, « c'est plus vite fait et plus facile de croire que d'y aller voir » (1). Telle est l'idéologie qui convient à un régime d'économie d'Etat (réalisé ou en gestation).

Bernard Shaw lui-même avait fini par être gagné par la maladie du nouveau siècle puisque, dans ces derniers temps, il faisait risette au totalitarisme russe.

Aussi n'entendons-nous nous souvenir que du Bernard Shaw qui, comme dramaturge, écrivit la profession de Madame Warren et qui, comme délégué fabien à ce fatidique congrès de Londres de 1896, qui vit se heurter avec violence et se séparer pour toujours le socialisme ouvrier libertaire et le socialisme politicien autoritaire, prit résolument le parti des délégués français syndicalistes, anarchistes et allemannistes.

En souvenir du congrès de Londres, la Révolution prolétarienne se devait de saluer la mémoire de Bernard Shaw.

Robert LOUZON.

(1) En latin : « *Autoritati credere magnum compendium et nullus labor.* » Saint Augustin.

## Les conférences de la « Révolution prolétarienne »

Les abonnés, amis et lecteurs de la R.P., tous les militants syndicalistes sont invités à entendre :

le dimanche 19 novembre à 14 h. 30

Salle du Musée Social, 5, rue Las Cases, Paris (7<sup>e</sup>) (métro : Solférino) :

GILBERT WALUSINSKI  
et ROGER HAGNAUER

qui parleront sur :

## Six semaines aux U. S. A.

Renseignements et impressions sur la nature, la situation et l'avenir du syndicalisme américain.

## Les Cahiers Pelloutier

Cahiers de recherche et de libre discussion édités par le Centre d'Education ouvrière de la C.G.T.-F.O. paraissant, le 25 de chaque mois, sur 16 pages.

Au numéro 1 de la nouvelle série :

— L'EDUCATION OUVRIERE EN ALLEMAGNE.

— L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE ET L'APPRENTISSAGE EN FRANCE.

Abonnement ordinaire : 150 francs pour six mois. — Soutien 300 francs.

198, Avenue du Maine, Paris (14<sup>e</sup>).

C.C.P. 7743-48 Paris.

# CAMILLE PISSARRO(\*)

J'avais pu lire ces lettres dès 1943 quand elles parurent à New York dans une traduction anglaise et je trouvais qu'on nous faisait bien attendre en France le texte original. John Rewald, qui a été chargé de les présenter, nous donne, compensation à notre attente, un ouvrage plus complet que vient de publier, en un beau volume, les Editions Albin Michel : il contient une trentaine de lettres de Lucien Pissarro à son père jusqu'ici inédites, des notes plus abondantes sur des hommes aujourd'hui peu connus, sur les événements qui exigent des précisions ; enfin, les illustrations, nombreuses, hors texte et dans le texte, ont été placées de façon à former un commentaire appuyant le texte. L'ouvrage fournit ainsi les éléments d'un historique d'une période particulièrement importante de la vie artistique contemporaine écrit par l'un de ses principaux participants.

John Rewald écrit dans sa préface qu'« en ces années tragiques de la guerre, ce volume de lettres fut accueilli par le public anglo-saxon comme un vibrant message de la France d'hier et de demain ». C'est, je crois, restreindre la portée du message de Pissarro : sa vie et le mouvement impressionniste débordent les frontières de la France. Le séjour de Pissarro à Londres en 1870-71 où il étudia attentivement les paysagistes et coloristes britanniques, notamment Turner et Constable, exerça sur son art une influence durable ; son fils Lucien se fixa en Angleterre en 1889 et y vécut jusqu'à sa mort en 1944, et à plusieurs reprises la famille envisagea d'aller l'y rejoindre.

La publication des Lettres fut l'occasion de préciser la place prise par Pissarro, car sa renommée et son importance n'avaient cessé de croître après sa mort. Doit-il être considéré comme le plus grand des impressionnistes, comme je l'entendis dire alors à New York et ensuite à Paris ? Je n'ai pas compétence pour en décider ; mais ce qui est hors de conteste c'est qu'il occupe parmi eux une place à part, et que l'homme — inséparable chez lui de l'artiste — les domine tous. Chez ceux qui prirent vite la première place, Monet et Renoir, et dont il parle toujours avec grande modestie (sur Monet : « Je me sens si chétif et si malingre à côté de ce robuste ») l'homme n'est pas de la même qualité que l'artiste, s'en différencie, et bien qu'ils durent batailler longtemps ils arrivèrent bien plus vite à se libérer des soucis matériels ; ils n'avaient d'autre préoccupation que leur peinture, se souciaient peu d'aider les jeunes, s'installaient dans leur célébrité.

Pissarro est tout autre. Grâce à l'écrivain irlandais George Moore, qui vécut plusieurs années à Paris et fréquenta les impressionnistes, nous pouvons nous représenter Pissarro tel qu'il apparaissait alors à travers ces quelques lignes écrites en 1880 : « Il ressemblait à Abraham ; sa barbe était blanche, ses cheveux étaient blancs, et il était chauve bien qu'il ne dût pas avoir à l'époque beaucoup plus de cinquante ans... Personne n'était plus gentil que Pissarro. »

Mais l'âge ne signifie rien quand il s'agit de Pissarro. Il ne cessa d'avoir la même ardeur et la même joie au travail, le même désir d'aider et on le voit toujours entouré de ses cinq fils, tous peintres et dessinateurs car la vocation artistique est si forte dans cette lignée qu'elle dédaigne les difficultés matérielles cependant bien connues. Gauguin, Cézanne, Van Gogh viendront travailler près de lui ; et quand, sous l'influence de Seurat, de jeunes peintres : Signac, Maximilien Luce, Hippolyte Petitjean, créeront un néo-impressionnisme, il se joindra à eux pour un temps assez court mais restera toujours leur camarade. Il donne des lithographies aux *Temps Nouveaux*, ses fils dessinent pour Pouget ; Maximilien Luce, qui est un peu de la famille, illustre chaque semaine *Le Père Peinard*. Pour tous, il est le meilleur et le plus fraternel des conseillers.

\* Camille Pissarro : *Lettres à son fils Lucien*, un fort volume contenant de nombreuses illustrations, 960 fr. Editions Albin Michel.

Mais la plus belle et la plus fructueuse leçon qu'il peut donner, c'est sa vie, telle que la révèle la correspondance aujourd'hui publiée, qui n'est autre qu'une longue conversation, quasi ininterrompue, de vingt années, entre le père et le fils. A Lucien, timide, hésitant, enclin à manquer de confiance en soi, il apporte le soutien de son expérience et de son savoir. Quand on se rappelle que les pontifes d'alors accusaient les impressionnistes d'ignorer le dessin, de ne pas savoir dessiner, les recommandations de Pissarro viennent comme une riposte ironique : « N'oublie pas de dessiner » : c'est dit dans la première lettre, et la même recommandation revient comme un refrain : « Ne lâche pas le dessin ; dessine beaucoup. »

La vie lui est dure. Pourtant il a peu d'exigences. Sa seule ambition serait de pouvoir travailler en paix, au milieu des siens ; elle ne sera satisfaite que tout à la fin de sa vie, durant les dix dernières années, quand cette claire et gaie peinture qu'on qualifiait de « criarde » se sera enfin imposée. En 1886, il a atteint 55 ans, et quand il a déjà accompli une œuvre considérable, on peut le suivre dans ses randonnées parisiennes, contraint de venir discuter avec les marchands, de s'efforcer de convaincre les rares amateurs qu'une grossière critique fait hésiter, courant « dans la neige, dans la boue, du matin au soir, sans le sou dans la poche, lésinant pour prendre un omnibus quand je suis harassé de fatigue, regardant à quelques sous pour déjeuner ou pour diner ». Non qu'il se plaigne jamais pour lui-même ; c'est de ne pouvoir subvenir convenablement aux besoins des siens qui le rend malheureux, et l'amène à écrire les lignes que je viens de citer. Son exécution d'un régime qui ne permet pas à l'artiste de gagner sa vie en travaillant en est accrue, mais il n'est jamais amer ni envieux, et son courage ne l'abandonne jamais comme le confirment ces mots écrits par Théo Van Gogh en septembre 1889 : « Il vend bien difficilement et il a bien du mal, mais il est toujours courageux. »

Il était lui-même si étranger à toute grandiloquence, si ennemi des grands mots, qu'on hésite à en employer en parlant de lui ; mais comment ne pas écrire le mot de stoïcisme quand on voit la sérénité avec laquelle il domine les difficultés qui l'assaillent, la déprimante misère : « Suis allé chez Durand-Ruel, hier soir, rien ; pas même vingt francs à me donner... » « Je suis sans le sou ; je ne pourrais partir même si je le voulais ; je ne pourrais partir encore. Des abécés revenant assez fréquemment firent craindre, un moment, qu'un œil n'allait être perdu. Il écrit à Lucien : « Je me fais à l'idée de n'avoir qu'un œil pour travailler ; ce serait toujours mieux que rien. » (7 mai 1891).

Nul besoin avec lui de ce bavardage inepte sur le « formalisme » pour définir ce qu'est un art socialiste, le rôle de l'artiste dans une société socialiste. Car il est lui-même cet artiste, par son œuvre et par sa vie. Il se considère comme un ouvrier aimant son métier, consciencieux, exigeant, jamais facilement satisfait, joyeux quand il peut dire : « Cette fois, ça y est. » Mais le plus souvent il doit écrire : « Ça n'y est pas. » Et il recommence, reprend, complète, sans cesse cherchant et travaillant. Il est d'une probité intransigeante, ne tolère ni truquage ni supercherie, pressentant, semble-t-il, le rôle que la mystification va jouer dans les divers mouvements qui suivront l'impressionnisme.

William Morris devait nécessairement apparaître dans cette correspondance. Il diffère de Pissarro par bien des côtés mais lui ressemble pour l'essentiel : il est le défenseur d'un art social, pionnier d'un mouvement de rénovation des arts décoratifs, considérés sottement comme « arts mineurs », qui embellira la demeure des hommes. Poète, peintre, décorateur, ébéniste, l'artiste et l'homme sont toujours dans la même personne, celle qui va parler au meeting que les socialistes tiennent le dimanche matin au pont de Hammer-smith.

A une autre époque, et aussi dans un genre différent, on trouve Daumier. Pissarro a acheté un livre illustré par Daumier et il écrit : « On reconnaît bien, en parcourant ce livre, que Daumier était l'homme de ses dessins, un convaincu, un vrai républicain. »

Il y aurait encore beaucoup à glaner dans les Lettres, mais je dois me borner maintenant à indiquer des lectures que Pissarro recommande à son fils. A un Anglais que le socialisme effraie, « fais-lui lire les derniers écrits de John Stuart Mill ». Lucien, lui, doit lire la défense de Louise Michel poursuivie pour excitation au pillage à la suite d'une manifestation de chômeurs. Et aussi Proudhon. « Il est absolument d'accord avec nos idées. Son livre, *De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*, est à lire d'un bout à l'autre... C'est épatant comme ce livre est en situation. Tout jeune homme devrait le lire, en élaguant certains passages où l'auteur croit pouvoir former

la société avec une organisation presque étatiste, mais il est facile de passer outre. »

Neuf cent soixante francs, c'est une grosse somme pour un budget ouvrier. Ce ne serait rien dire que ce livre les vaut. Il n'a pas de prix.

A. ROSMER.

P.S. — *Le livre est fort bien présenté. Il n'y a qu'une coquille fâcheuse, malheureusement répétée : Le monsieur Jourdain que Pissarro traite assez durement n'est pas Francis mais son père, Frantz, architecte de son métier, et critique à ses heures.*

*Clemenceau ne fut pas « député socialiste de Montmartre ». Dans sa meilleure époque, quand il dénonçait l'opportunisme comme le reniement du radicalisme, il s'opposait aux socialistes, dans des controverses fameuses, voulant rester fidèle à la grande Révolution française.*

## LIVRES REVUES

La mode est désormais au dialogue. Revues et journaux en appellent aux lecteurs et souhaitent leur collaboration. Réjouissons-nous de le constater : il y a une renaissance de l'esprit de discussion, de la raison peut-être, et de « l'indiscipline ». Puisque la « Révolution prolétarienne » — et depuis longtemps — a souhaité cette renaissance, et a su prêcher d'exemple, cela nous est un devoir de signaler ici à nos camarades les intentions et les réalisations d'autres périodiques qui pourraient les intéresser.

**Caliban**, mensuel, publie son 45<sup>e</sup> numéro et peut, à juste titre, s'enorgueillir d'avoir offert à ses lecteurs le texte intégral d'un certain nombre de romans signés : Marc Bernard, Louis Guilloux, André Chamson, Eugène Dabit, etc., sans parler des « anciens » : Tolstoï, Stendhal, Balzac, Tchekov, et des « nouveaux » : G. Magnane, H. Castillou, J. Orioux, D. Rollin, etc. En réaction contre tous les « condensés » ou « digest » qui essayent de mettre en pilules douceâtres la bonne aussi bien que la mauvaise littérature, félicitons l'équipe de « Caliban » d'avoir su imposer une publication intéressante, dont certains articles méritent l'attention.

On a trop dit que l'époque actuelle n'était pas l'époque de la lecture, qu'on « n'avait plus le temps de lire » au siècle de la vitesse, etc. Ce qui me dégoûte parfois de lire un roman « moderne », ou quelque publication actuelle, c'est l'impression de n'y rien trouver de profond, de vrai, d'attachant : une pauvre petite idée pas neuve du tout dans un affreux bouillon difficile à « digérer », voilà ce que nous offre trop souvent l'édition française.

Merci à « Caliban » d'essayer — et d'y réussir assez souvent — de supprimer l'infâme « bouillon » pour nous livrer en quelques pages de bonne littérature l'essentiel d'une découverte ou d'une invention, d'une idée ou d'un document.

C'est dans « Caliban » qu'après s'être retiré de « Combat » (si mes souvenirs sont exacts) Albert Camus a publié en novembre 1947 une sorte de condensé de sa pensée politique dans un article qui fit quelque bruit « Ni victimes ni bourreaux ». A la demande d'un lecteur — la revue publie désormais régulièrement deux pages de lettres reçues — la rédaction de « Caliban » donne la liste de ses numéros contenant des textes de Camus. Il y en a sept. C'est une sorte de palmarès.

**Contacts littéraires et sociaux**, revue mensuelle de bibliographie, dans son numéro 1 (septembre), affirme son intention de faire un choix parmi les 850 volumes mensuels publiés en France. Il offre de les adresser franco à tout lecteur qui ne les trouverait pas chez son libraire habituel ; il se propose enfin de créer entre ses lecteurs un lien amical et de « leur céder la parole chaque fois que l'occasion s'en présentera ». On peut obtenir l'abonnement gratuit à « Contacts » en adhérant aux « Amis du Livre so-

cial » (62, rue Nationale, Paris) qui n'ont pas de cotisation à verser mais s'engagent simplement « à commander dans l'année au moins quatre livres par l'intermédiaire de « Contacts ». Cette nouvelle revue parviendra-t-elle à accrocher l'attention de quelques centaines de lecteurs nécessaires pour équilibrer un budget sans doute modeste ? Souhaitons-le lui. Elle peut rendre des services. Mais, au lieu d'une classification des livres d'après l'origine (et une division du monde dont il faut espérer, en dépit de tout, qu'elle passera) pourquoi l'équipe de « Contacts », prenant ses responsabilités, ne présenterait-elle pas un choix critique (bons, moyens et médiocres) ? Et que les articles soient signés. On aime savoir qui écrit, et on s'attache parfois ainsi à un nom. Il faut une sympathie pour suivre un conseil, et si l'on veut que s'établisse un dialogue, on aime savoir à qui l'on parle.

Ceci dit, il faut bien avouer que ce journal promet plus qu'il ne donne, et qu'après tout, si la « R.P. » le voulait, elle pourrait bien remplir auprès de ses camarades le rôle que se propose « Contacts ». C'est être bien optimiste que de prétendre publier 16 pages de critiques intéressantes tous les mois. Paraît-il vraiment tellement de livres qui méritent chaque mois une page — ou une colonne — de « bon accueil » ?

**Contemporains**. — C'est encore faire preuve d'optimisme que de lancer une revue littéraire « de critique et de culture internationale » (directrice-gérante : Clara Malraux) sur le marché des périodiques, déjà bien encombré. Celle-ci veut « unir à une expression de qualité les éléments d'une critique artistique indépendante, d'une analyse lucide des réalités sociales... ». Désirant, elle aussi, associer ses lecteurs à « un climat de discussion » elle leur suggère de se grouper en « Amis de Contemporains » « dont les communications et les suggestions seront toujours accueillies avec faveur ».

En lisant au sommaire les noms de J. Cassou, C. Malraux et quelques autres, on pourrait penser à quelque groupement des « dissidents » de la trop stalinisante « Europe ». (Mais existe-t-elle encore ?)

Dans sa chronique des livres étrangers, Maurice Nadeau — qui continue à publier dans « Combat » (c'est bien ce qui étonne) de toujours intéressantes critiques des livres — estime que « pendant ces derniers six mois, ce sont des écrivains étrangers qui nous ont donné les plus grandes joies » et il présente : « **Au-dessous du volcan** », de l'Anglais Malcolm Lowry, le « **Docteur Faustus** », de Thomas Mann, « **Le Grain sous la Neige** », d'Ignazio Silone, « **1984** », de George Orwell, « **La rage de vivre** », du joueur de jazz Mezz Mezzrow, « **Les Nus et les Morts** », de Norman Mailer.

Daniel Guérin consacre dix pages de critique, et d'intéressantes citations, à la « Correspondance F. Engels - K. Marx et divers », publiée par F. Sorge.

« Contre le fanatisme des partisans de l'un ou de l'autre des deux « blocs » ; contre la passivité des peuples qu'on pousse à l'abattoir », Louis Dalmas trace les « perspectives » d'un double combat. Contre le bloc américain qui « ne fait aucune différence entre la Russie et le communisme » ; contre le bloc russe qui, « au lieu de contrer l'impérialisme par

les armes propres du mouvement ouvrier, lui répond sur le terrain même de sa diplomatie, de sa stratégie de zones d'influence, de ses manœuvres de chancelleries et d'états-majors », et qui ne cesse de pousser à la « russification » du mouvement ouvrier ; donnant l'exemple de « l'espoir yougoslave » et « peut-être demain d'autres Etats communistes bien plus vastes, comme la glorieuse Chine de Mao Tsé Toung » ; L. Dalmas essaye de montrer que cette indépendance de la politique des « blocs » n'est pas une utopie sans lendemain.

Il le fait sans illusions, constatant que « ce qui sera peut-être l'avenir du monde tient en effet en peu de mots » et qu'il ne s'agit, au fond, que de retrouver un esprit nouveau qui soit « la véritable conscience révolutionnaire, indépendante et démocratique du mouvement ouvrier » — et que cet espoir est, en fin de compte, « notre seule chance d'échapper au massacre, d'être autre chose que des agents ou des esclaves, notre seule chance, en un mot, de vivre ».

« Contemporains » sera-t-elle cette revue littéraire tout imprégnée de socialisme et d'humanité que les lecteurs de la revue « Europe » des années 1930 (celle de Jean Guéhenno, pas celle de J. Cassou... et la suite) attendent depuis 15 ou 20 ans ? Il est bien difficile de le croire...

J. REGANY.

Le vendredi 15 décembre 1950  
**GRANDE SALLE DE LA MUTUALITE**  
 24, rue Saint-Victor, Paris (5<sup>e</sup>)

**GRANDE SOIREE DE GALA**  
 au bénéfice du vieux chansonnier  
**CHARLES D'AVRAY**

Avec la participation de vedettes du théâtre,  
 de l'écran et les chansonniers des principaux  
 cabarets de Montmartre.

Prix unique des places : 150 francs  
 Ouverture des portes à 20 h. 15

## ENTRE NOUS

### AVEC NOS EXCUSES...

Ce mois-ci, nous avons été quelque peu débordés, tant à la rédaction qu'à l'administration, du fait de la tenue du deuxième congrès de la CGT-FO où nous avons tous été plus ou moins retenus.

Pourtant, nous paraissions à l'heure. Mais des camarades ne trouveront pas leur copie dans ce numéro. Ils voudront bien nous excuser, en raison de l'abondance des articles d'ordre syndical. Et nous ne pouvons pas encore publier la conclusion de notre enquête sur le titre.

Au point de vue administratif, bien des choses n'ont pu être faites. Ainsi, nous n'avons pas encore arrêté nos comptes du mois d'octobre et ne pouvons publier, à la couverture, l'habituel « D'où vient l'argent ? ». Le mois prochain, nous publierons en même temps les comptes d'octobre et de novembre.

La permanence n'a pas toujours été tenue et des visiteurs ont pu se casser le nez. Nous allons y remédier ce mois-ci.

Pour nous résumer, ne nous attrapez pas trop. Nous allons tâcher de faire mieux.

Et ne cessez pas, pour autant, de penser à la vie de votre « R.P. ». Vous avez certainement remarqué que, depuis quelques mois, nous paraissions sur un meilleur papier. Il n'est pas mal, vraiment, ce nouveau papier. Mais il coûte plus cher. Et l'impression a augmenté ! Donc, ne tardez pas à renouveler votre abonnement.

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes »,  
 232, rue de Charenton, Paris-12<sup>e</sup>

# Les FAITS du MOIS

**LUNDI 2 OCTOBRE.** — Ouverture à Margate du congrès du Labour Party.

La délégation soviétique présente aux Nations Unies un contre-projet en sept points de paix en Corée.

Reprise partielle du travail dans les ateliers de l'aéroport d'Orly.

**MERCREDI 4.** — Au Tonkin, Caobang, à 170 km. d'Hanoï, est évacué par les troupes françaises.

**JEUDI 5.** — Action des troupes indonésiennes contre le mouvement autonomiste d'Amboine.

Les communistes rapportent l'ordre de grève générale en Autriche.

Dans la métallurgie parisienne, les syndicats ont repoussé les propositions patronales.

**LUNDI 9.** — Arrivée à Bordeaux du sultan du Maroc.

**MARDI 10.** — Evacuation par les troupes françaises de Thai-Nguyen, ancienne capitale militaire du Vietnam, occupée le 1<sup>er</sup> octobre.

**MERCREDI 11.** — Réunion du Comité National Central fédéral de la CGT.

**JEUDI 12.** — La flotte anglo-américaine bombarde les ports nord-coréens de la côte orientale.

**VENDREDI 13.** — Conformément à une résolution de la commission des Nations Unies pour la Corée, les Etats-Unis limitent à la Corée du Sud l'autorité de Syngman Rhee.

**SAMEDI 14.** — Rencontre à l'île de Wake du président Truman et du général Mac Arthur.

La réorganisation du conseil central des œuvres sociales de l'Eclairage provoque une certaine agitation dans le personnel.

**DIMANCHE 15.** — Au Tonkin, évacuation militaire de Na-Cham, évacuation de la population civile de Langson.

L'AFL et le CIO, les deux grandes confédérations américaines, protestent contre la nouvelle loi de sécurité intérieure et son application aux immigrants.

En Allemagne orientale, 98 pour cent de votants : plus de 12 millions pour la liste unique du Front National contre 35.000.

**JEUDI 19.** — Après un débat sur l'Indochine, l'Assemblée Nationale vote la confiance au gouvernement par 349 voix contre 218.

L'ambassadeur des USA à Paris annonce que son gouvernement accorde une très haute priorité aux livraisons de matériel à l'Indochine.

**VENDREDI 20.** — L'URSS annonce publiquement qu'elle ne tolérera pas la reconstitution d'une armée régulière allemande.

Prise de Pyong-Yang, capitale de la Corée du Nord, par les troupes sud-coréennes et américaines.

Réunion à Prague des ministres des Affaires Etrangères des démocraties populaires, sous la présidence de M. Molotov.

La Yougoslavie demande officiellement une aide alimentaire aux USA.

**SAMEDI 21.** — Réunion à Paris du Comité pour les Conférences socialistes internationales où sont représentés tous les partis socialistes européens.

**LUNDI 23.** — Le gouvernement français s'oppose à tout réarmement allemand sans unité européenne.

Débâcle des Nordistes en Corée.

**MARDI 24.** — Par 314 voix contre 265 socialistes et communistes, l'Assemblée Nationale décide de discuter le projet d'amnistie.

**MERCREDI 25.** — Ouverture du deuxième congrès de la CGT-FO.

**JEUDI 26.** — L'Assemblée Nationale par 343 voix contre 225 approuve le plan d'armée européenne.

**SAMEDI 28.** — Les troupes communistes chinoises envahissent le Tibet.

Par 414 voix contre 185, l'Assemblée Nationale vote le projet des « dix-huit mois ».

**LUNDI 30.** — Révolte à Porto-Rico contre l'administration américaine.

**MARDI 31.** — Contre-offensive nord-coréenne.

Le gouvernement français adresse au sultan du Maroc une réponse à son mémorandum, qui souligne des désaccords importants.

Accord sur les salaires dans la métallurgie parisienne entre le groupe patronal et les syndicats de la CGT-FO, de la CFTC et de la CGC.

*Les légendes qui basculent...*

**PAUL RASSINIER**

# Le Mensonge d'Ulysse

(Regard sur la littérature concentrationnaire)

Préface d'Albert Paraz

La première étude critique sur un sujet jusqu'ici tabou  
Le point de vue du

## GANG DES BASCULEURS DE LEGENDES

240 pages, in 16 jésus . . . . . **315 fr.**  
Dans toutes les librairies et chez l'auteur à Mâcon,  
C.C.P. Lyon 724-98, franco . . . . . **350 fr.**

AUX EDITIONS BRESSANES  
8, place de l'Hôtel de Ville, Bourg-en-Bresse (Ain).

# LA DOCUMENTATION ÉCONOMIQUE ET SYNDICALE

Coopérative d'édition et de librairie  
198, AVENUE DU MAINE, PARIS-XIV<sup>e</sup>

C. C. P. 5450.00 Paris — SUF. 66-71

## NOUVEAUTES

James Burnham : <i>Pour vaincre l'impérialisme soviétique</i> .....	430
Manes Sperber : <i>Plus profond que l'abîme</i> .....	390
Domenach : <i>La Propagande politique</i> (Coll. « Que sais-je ») .....	100
Gérard Walter : <i>Lénine</i> .....	960
Jean Fourastié : <i>Prix de vente et prix de revient</i> .....	140
Gendarme : <i>L'Expérience française de la nationalisation industrielle et ses enseignements économiques</i> .....	600
Jacques Bourquin : <i>La Liberté de la presse</i> .....	1.250
Conseil Economique : <i>La Charte de l'habitat</i> .....	350
Hervé Bazin : <i>La Mort du petit cheval</i> .....	375
Clément Brun : <i>Trois plumes au chapeau</i> (sur la vie des instituteurs de montagne au début de ce siècle) .....	180

NOUBLIEZ PAS QU'UN LIVRE COMME CADEAU DE FIN D'ANNEE  
A UN MILITANT, A UN PARENT, A UN ENFANT, S'ACHETE A LA

## DOCUMENTATION ECONOMIQUE ET SYNDICALE

Coopérative Ouvrière d'Édition et de Librairie.

PASSEZ VOS COMMANDES EN VOUS RECOMMANDANT  
DE « LA REVOLUTION PROLETARIENNE »

EN SOUSCRIPTION

# HISTOIRE DU MOUVEMENT ANARCHISTE EN FRANCE

(1880 - 1914)

par Jean Maitron

Ce remarquable ouvrage de plus de 1.000 pages a valu à son auteur, en mai 1950, le titre de docteur ès lettres avec mention très honorable par un jury où figuraient : MM. Renouvin, Bourgin, Dolléans, Labrousse, Tapié, tous spécialistes des questions sociales ou historiques.

EN VOICI LE SOMMAIRE :

1<sup>re</sup> PARTIE. — **Naissance d'un mouvement qui date de Proudhon en tant que pensée, de la Fédération Jurasienne en tant qu'action.**

2<sup>e</sup> PARTIE. — **Le mouvement anarchiste en France de 1880 à 1894 (fin de la « propagande par le fait »).**

3<sup>e</sup> PARTIE. — **Le mouvement anarchiste en France de 1894 à 1914.**

4<sup>e</sup> PARTIE. — **La philosophie de l'anarchie et le point de vue marxiste.**

ANNEXES. — **Documents inédits.**

BIBLIOGRAPHIE (200 pages) :

- **documents d'archives,**
- **périodiques,**
- **brochures et livres.**

**L'Histoire du mouvement anarchiste** sera éditée si le nombre des souscripteurs atteint 750 au 15 janvier 1951.

Prix de souscription : **1.050 fr.**, dont **600 fr.** à la souscription, **450 fr.** à la parution.

Après la parution, le prix sera porté à **1.250 fr.**

Souscrivez et faites souscrire vos amis par virement de 600 francs à notre C.C.P. 734-99 Paris.

La « **R.P.** » se charge de transmettre les souscriptions de ses lecteurs à nos camarades de « **S.U.D.E.L.** » qui éditent l'ouvrage de Jean Maitron.